



ARTS ET VIE Hoffman,  
le normal étrange B 1

ACTUALITÉS Les Journées  
de la jonquille A 12

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

# LE SOLEIL



www.cyberpresse.ca

• QUÉBEC, LE JEUDI 3 AVRIL 2003

## Percée vers Bagdad

JEAN-SIMON GAGNÉ  
JSGagne@lesoleil.com

■ Les troupes américaines auraient réussi une percée vers Bagdad, hier, avançant jusqu'à moins de 50 kilomètres de la capitale irakienne. L'information, diffusée par le Pentagone, semblait confirmée par les images des têtes de ponts établies sur les rives du Tigre et de l'Euphrate.

Toute la journée, hier, des informations contradictoires ont circulé sur l'avancée américaine et sur le sort de deux divisions irakiennes d'élite chargées de défendre le sud de la capitale. Du côté américain, le général Stanley McChrystal a soutenu lors d'une conférence de presse du Pentagone que les troupes de la garde républicaine irakienne avaient été décimées par les bombardements des derniers jours. Emporté par l'enthousiasme, un responsable militaire anonyme a même soutenu, depuis... Washington, que les troupes américaines apercevaient Bagdad au loin!

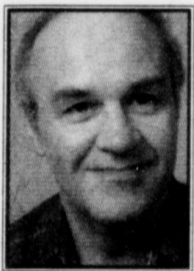
Dans leur progression vers la capitale irakienne, les Américains auraient évité de trop s'aventurer en zone urbaine. Après Bassora, Nasiriya ou Najaf, plus au sud, ils auraient encerclé des villes comme Kerbela et Kut. En soirée, le Pentagone a annoncé qu'un hélicoptère Black Hawk avait été abattu près de Kerbela, sans que l'on connaisse le sort des 11 soldats qui se

trouvaient à bord. Par ailleurs, un avion F18 Hornet de l'US Navy a été abattu alors qu'il était en mission au-dessus de l'Irak, a annoncé tôt ce matin le commandement central américain dans un communiqué. Les positions américaines les plus avancées auraient aussi fait l'objet d'au moins deux contre-attaques irakiennes au cours de la nuit.

Le gouvernement irakien a farouchement nié la percée américaine. «Je n'entrerai pas dans les détails, a déclaré le ministre irakien de l'Information, Mohammed Saïd Al-Sahhaf. Mais je peux vous assurer que ces salauds [les Américains] découvriront dans l'avenir que ce qu'ils prétendent n'est pas vrai.» Plus tard, Bagdad a fourni des chiffres assez déconcertants sur les pertes su-

- Voir PERCÉE en A 2 >  
■ **Peur de voyager** Page A 3  
■ **Visite à l'hôpital de Hilla** A 4  
■ **Bombes à fragmentation** A 4  
■ **Le soldat retrouvé** Page A 5

## La deuxième revanche de Colin Powell



René Beaudin  
RBeaudin@lesoleil.com

Serait-ce la seconde vengeance de Colin Powell? Le chef de la diplomatie de Washington effectue une tournée à Ankara et dans d'autres capitales jadis alliées. Le secrétaire d'État sort enfin de sa torpeur.

Cet automne, quand le Conseil de sécurité de l'ONU s'est prononcé à l'unanimité pour fixer à l'Irak un calendrier rigoureux pour désarmer au chapitre des armes de destruction massive, ce fut le triomphe de M. Powell.

On parlait d'une revanche de M. Powell, le seul militaire du gouvernement de Washington, contre la poignée de «faucons», surtout des civils, aux postes de commande à la Maison-Blanche et au Pentagone sous la présidence de

Voir POWELL en A 4 >

## Hong-Kong devient un endroit à éviter



REUTERS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déconseillé hier à tous les voyageurs de se rendre à Hong-Kong et dans la province de Canton, alors que la Chine annonçait la mort de 12 nouveaux malades de la pneumonie atypique. Ce montage photo illustre bien que la population de Hong-Kong a choisi de se protéger contre l'énigmatique maladie en utilisant des masques de styles divers. Les détails en page A 12.

MALGRÉ PLUSIEURS AVIS CONTRAIRES

## Un couple de parents adoptifs décide de se rendre en Chine

MARIE CAQUETTE  
MCAquette@lesoleil.com

■ Nicole Lefebvre et Réjean Pelletier, de L'Ancienne-Lorette, se rendront en Chine, demain, chercher la petite fille qu'ils attendent depuis 20 mois, en prenant un luxe de précautions pour éviter le virus de la pneumonie atypique.

Ils feront le voyage, malgré le danger et malgré une recommandation en sens contraire du Secrétariat québécois à l'adoption, parce qu'ils ont peur que leur enfant soit victime du virus s'ils tardent trop!

Deux couples seulement, parmi les 25 qui devaient partir à la fin de la semaine, ont repoussé leur projet à plus tard. L'un d'eux est originaire de Toronto, indique Michel Mignacco, pdg de l'agence Enfants du monde, qui parraine ces adoptions. Là où la maladie frappe de façon plus directe qu'au Québec. Les couples qui persistent doivent signer une décharge, dit-il. «au cas où il arriverait quelque chose».

Les Lefebvre-Pelletier, deux qua-

dragénaires, prévoient apporter des masques dans leurs valises, limiter leurs déplacements et éviter les bains de foule. Ils envisagent d'être prudents au maximum, disait hier M<sup>me</sup> Lefebvre au bout du fil, durant leur séjour de 12 jours à Pékin et dans la province du Jiangxi (à deux heures d'avion de la capitale), afin de minimiser les risques.

Nicole Lefebvre est même prête à être retenue dans l'avion, au retour, pour éviter de transmettre le dangereux virus à des gens d'ici. Elle est plus réticente toutefois à être mise en isolement, par après, à son domici-

le. Il n'en reste pas moins qu'elle ne voudrait pas apporter la maladie avec elle et créer des problèmes ici.

«On passe presque pour des méchants, des insouciantes», dit-elle d'une voix douce, au bout du fil, mais je crains qu'elle (sa fille) soit aussi en danger (à cause du virus). Sera-t-elle encore là dans un mois?»

Sa résolution de passer outre à l'avis négatif publié par le Secrétariat à l'adoption et la société Enfants du monde tient à cela: la peur de perdre l'enfant qui les attend là-bas. C'est plus fort que le danger dont elle a tout à fait conscience, dit-elle. La future maman a lu les bulletins de Santé Canada qui alertent les voyageurs à faire preuve de la plus grande prudence. Elle

n'ignore pas non plus que la situation pourrait avoir changé dans deux semaines et que des décisions prises

Voir PARENTS en A 12 >

Ils attendent leur petite fille depuis 20 mois



LA MODÉRATION  
A BIEN MEILLEUR GOÛT!

## Mais que sont les femmes devenues?

Mais où sont donc passées les femmes? Elles qui sont partout et de tous les grands débats entre deux élections générales, elles sont absentes de cette campagne. Phénomène social ou désintérêt pour un monde dominé par le cynisme des hommes? Réponse (timide) d'un homme qui vit avec quatre femmes...

Le vieux mot d'ordre — «Votez pour l'homme!» — est plus vrai que jamais. Trois hommes dominaient ce débat électoral. Un quatrième s'est invité. Faut-il en conclure que les femmes sont meilleures pour marcher sur les parlements —



Michel Vastel  
MVastel@lesoleil.com

avec du pain et des roses à l'occasion — que pour y brigner un siège? Les statistiques sont désoleuses.

À la dissolution de l'Assemblée nationale, on comptait 35 femmes députées, ou 28% des élus. Cette année, on est déjà assuré qu'on ne se rendra pas là puisque les femmes ne représentent que 27% des candidatures. Et si on en croit le taux de succès des candidatures féminines, il ne serait pas surprenant qu'on

- tombe à moins d'une femme sur cinq
- Voir FEMMES en A 2 >  
■ **Dumont tient le cap** Page A 9  
■ **Vote pour les défections** A 9

## Élections 2003



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Parizeau s'en va  
Accueilli en héros. L'ancien premier ministre a mis fin à «sa» campagne en précisant, dans un communiqué, que sa tête ne peut devenir un enjeu électoral. Page A 8

## SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 16
Agenda	B 8	Le monde	A 15
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 15
Bourses	C 5	Québec / Canada	A 8
Capitale et régions	A 14	Sports	S 1
Décès	C 7	Statistiques	S 12
Divertissements	B 9	Télévision	B 2
Economie	C 1		

## LA MÉTÉO

Maximum -2, minimum -11  
Ensoleillé avec quelques nuages en après-midi. Venteux. Demain, ciel variable. Samedi, pluie ou neige. Détails page S20.

Accumulation de neige (avant hier)  
Ce mois-ci: 0 cm L'an dernier: 9,8 cm  
Cet hiver: 245,6 cm L'hiver dernier: 245,6 cm

QUÉBEC, 107<sup>e</sup> ANNÉE, N°95  
FLORIDE, 1.75 \$ US  
MONTREAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES  
65¢ PLUS TAXES 6 27657 00074 2

30 minutes / 1\$ Tarifs super-réduits à travers le Canada et les États-Unis  
LooneyCall 10-15-565

30 minutes / 1\$ 5c/min. après les 30 premières minutes  
Parlez jusqu'à 30 minutes pour 1\$ par appel vers le Canada et les É.-U.  
Instructions pour composer :  
Composez le 10-15-565 + 1 + l'indicatif régional + numéro.

## SAMEDI DANS LE SOLEIL

## Le monstre insaisissable



L'ADQ propose de mater la bête avec la force. Le PQ et le PLQ parlent aussi de s'attaquer au monstre sans que personne ne puisse préciser lesquelles des tentacules de l'État québécois il faudrait couper. Portrait du monstre étatique et de ses composantes.

Dans le cahier Zoom

## Mieux s'alimenter



Des études récentes de Santé Canada décrivent le modèle asiatique du tout-en-un comme un choix intéressant pour s'alimenter sainement tout en gagnant du temps. Anne Desjardins nous en parle, samedi, sous la rubrique Découvertes.

Dans le cahier Plaisirs

## POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344	www.cyberpresse.ca
	1-866-686-3344	
Carrières et professions	686-3270	LE SOLEIL
Petites annonces	844-4444	925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,
Promotion	686-3342	Succ. Terminus Québec, Québec,
Publicité détaillants	686-3435	G1K 7J6
Publicité générale	686-3270	
Rédaction	686-3394	Envoi de publication - Numéro de convention 0470198.
Renseignements	686-3233	Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.

ISSN 0319-0730

## LES SUITES

## PERCÉE

Suite de la Une

bies par ses troupes d'élite au sud de la capitale. Pendant qu'un fonctionnaire les situait proches de zéro, un autre les évaluait à 17 morts et 35 blessés.

Bagdad et Washington se sont mutuellement accusés de violer toutes les conventions guerrières. Le gouvernement irakien a ainsi soutenu que les États-Unis avaient délibérément bombardé une maternité du Croissant rouge, à Bagdad, tuant au moins une personne et en blessant des dizaines d'autres. Pour leur part, les États-Unis accusent l'armée irakienne d'avoir disposé des tireurs dans l'une des mosquées les plus sacrées du chiisme, située au cœur de la ville de Najaf, au sud de Bagdad. Estimant qu'il s'agissait là d'une façon détestable de mettre des sites historiques « en danger », le commandement américain aurait ordonné à ses troupes de ne pas répliquer.

Pour la première fois, le commandement américain a admis avoir utilisé des bombes à fragmentation, mardi, dans le centre de l'Irak. Contre toutes attentes, le général Vincent Brooks a cependant refusé d'établir un lien entre ces munitions controversées et le bombardement survenu ce jour-là non loin de la ville d'Hilla, qui a fait des dizaines de morts et de blessés. Selon le général, les bombes ont été utilisées « pour empêcher une colonne de chars irakiens de poursuivre sa route vers les troupes de la coalition ».

Mardi, un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) aurait aperçu, parmi les corps déchiquetés des victimes du bombardement d'Hilla, les restes de ce qui ressemblait fort à des bombes à fragmentation. Dénoncées par les organisations humanitaires, ces munitions constituent une menace semblable à celle des mines. Les experts considèrent que 10 % d'entre elles n'explorent pas immédiatement, guettant sournoisement le passage du premier quidam durant des semaines, des mois, voire des années.

Encore une fois, hier, les témoignages de blessés américains transférés dans un hôpital militaire allemand ont permis d'en apprendre davantage sur la situation dans les zones de combats. Bruce Cole, 39 ans, un marin ayant reçu une balle à travers le bras droit, raconte : « Des civils étaient devant leurs maisons, regardaient par la fenêtre, nous faisaient des signes. Et puis l'attaque a commencé. L'ennemi est suffisamment dénué de scrupules pour s'abriter derrière des civils, (...) mettre des vêtements de civils par-dessus son uniforme, se cacher derrière des femmes et des enfants. »

Son collègue Bill Hale, 35 ans, ajoute : « J'ai combattu pendant la guerre du Golfe, en 1991. Mais je ne peux pas comparer. [À l'époque,] le degré de résistance était minime. Les civils koétiens nous accueillaient quand nous arrivions. Cette fois-ci, nous ne savons pas qui se cache derrière les habits de civils. Le vrai problème, maintenant, c'est de savoir qui est l'ennemi. » Un troisième marin blessé, James Urwin, 26 ans, conclut : « Nous avons appris qu'un drapeau blanc ne signifie pas toujours que les hommes veulent se rendre. »

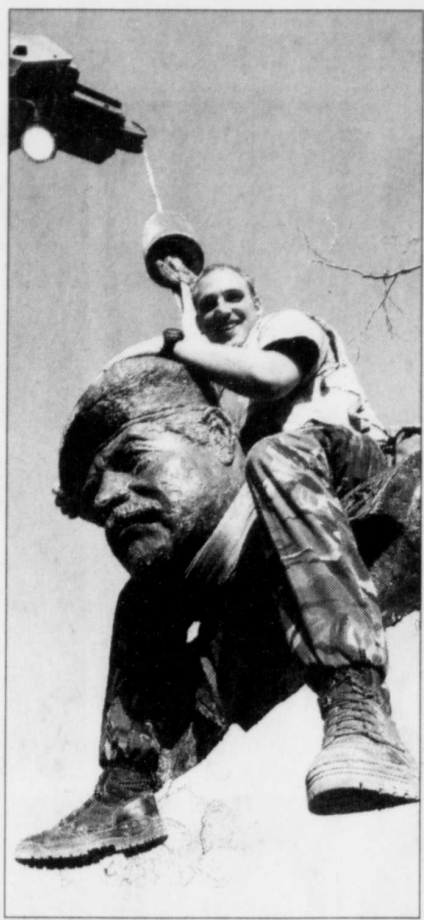
À l'approche de la bataille de Bagdad, le régime irakien a donné des signes de raidissement, hier. Par crainte de l'espionnage, les autorités de la capitale ont ordonné aux habitants de rendre leurs téléphones cellulaires internationaux. Deux journalistes de la chaîne de télévision Al-Jazira ont aussi été sommés de quitter l'Irak. Alors même que des bombardiers B-52 pilonnaient les positions irakiennes dans le nord du pays, Saddam Hussein a déconseillé aux Kurdes de s'y allier avec les forces anglo-américaines. « Je vous conseille de ne rien précipiter que vous pourriez regretter », a dit le président.

Sur le plan diplomatique, le secrétaire d'État américain Colin Powell a obtenu de la Turquie que les troupes américaines stationnées dans le nord de l'Irak puissent être ravitaillées à partir de son territoire. Dans un autre pays voisin de l'Irak, la Jordanie, le roi Abdallah II a condamné la guerre en la qualifiant d'« invasion ». Le roi, que les Occidentaux présentent comme un

## C'ÉTAIT HIER

2001 — La Commission européenne approuve l'achat par Bombardier d'Adtranz, division ferroviaire de DaimlerChrysler.

2000 — En Cour fédérale, à Washington, l'éditeur de logiciels Microsoft est reconnu coupable d'avoir violé la loi anti-monopoles.



REUTERS

Le caporal Graeme Church, de l'armée britannique, s'est permis de « chevaucher » ce qu'il reste d'une statue de Saddam Hussein démantelée hier, à Al-Zubayr, dans le sud de l'Irak, par une unité de la Royal Electrical Mechanical Engineers anglaise.

modéré, a dénoncé « le meurtre de femmes et d'enfants. (...) En tant que père, je ressens la douleur de chaque famille », a-t-il ajouté.

Aux États-Unis, hier, les médias n'en avaient que pour la libération de la prisonnière de guerre Jessica Lynch. M<sup>me</sup> Lynch, âgée de 19 ans, avait été capturée par les Irakiens lors d'une embuscade, le 23 mars dernier. Blessée aux jambes et à un bras, la jeune combattante était détenue dans un hôpital de Nasirya, dans le sud de l'Irak. Elle en a été extirpée par les forces spéciales américaines lors d'une opération de sauvetage, dans la nuit de mardi. Ironie du sort, la nouvelle héroïne rêvait de devenir institutrice. Faute d'argent pour payer ses études, elle s'était toutefois engagée dans l'armée, il y a deux ans.

Avec AP et AFP

## FEMMES

Suite de la Une

députés! En passant, il y a même 31 circonscriptions sur 125 — le quart donc... — où aucune femme n'est candidate.

Le Québec se compare ainsi très mal au Parlement du Canada, où 26 % des élus québécois sont des femmes. Et il n'est pas sans intérêt de relever qu'au Sénat, dont les participants sont nommés par le premier ministre, près de 35 % des membres sont des femmes. Il faudra peut-être réfléchir davantage aux vertus de la discrimination positive dans la nomination des candidats. Les partis n'aiment pas cela, les mouvements féministes non plus, mais avec un taux moyen de succès de 16 % des candidatures féminines, on n'est pas prêt d'atteindre, voire de se rapprocher de la parité.

À la faveur des élections partielles de l'an dernier, on avait cru à un virage. L'élection de Nathalie Rochefort (Mercier), de Julie Boulet (Laviolette) ou de Lise Thériault (Anjou) augurait bien.

L'organisateur en chef des libéraux, Pierre Bibeau, nourrissait l'ambition de présenter 50 % de candidatures féminines. Il se prenait même à rêver que, un jour prochain, 50 % des élus seraient des femmes. Eh bien, ce n'était qu'un mirage! Seulement 27 % des candidatures du PLQ sont féminines. Le Parti libéral, qui contrôle des circonscriptions comme Mont-Royal ou Outremont, n'a même pas essayé d'y présenter une femme!

Certes, le Parti québécois a fait un effort, réunissant 34 % de candidatures féminines. Mais du côté de l'Action démocratique, le parti de l'« autrement », et de l'Union des forces progressistes — cette gauche où les femmes sont généralement très visibles —, seulement le quart des candidatures sont féminines. Une question se pose : où sont les Françaises David (le collectif D'Abord solidaires), Monique Richard (CSQ) ou Claudette Carbonneau (CSN)?

Non seulement n'ont-elles pas réalisé leur vieux rêve de lancer une formation politique « féministe de gauche », mais elles n'ont pas réussi à investir le seul parti de gauche, l'UFP, qui manquait pourtant de bonnes candidatures.

Oserai-je dire qu'elles se sont marginalisées en décidant plutôt de faire, de l'extérieur, la lutte aux partis de droite, en particulier à l'ADQ? Les mouvements sociaux présidés par des femmes pourraient payer très cher cette stratégie.

Les candidates sont généralement plus âgées — 44 ans en moyenne — que les candidats — 43 ans. Elles sont par exemple sous-représentées dans la catégorie des candidats de 18 à 39 ans, et beaucoup plus nombreuses dans la catégorie des 40 à 60 ans. On peut bien sûr supposer que les charges familiales — qui reposent toujours davantage sur les femmes que sur les hommes — expliquent cela. Avouons tout de même qu'il est surprenant que le débat sur la conciliation entre la famille et le travail, qui domine cette campagne électorale, soit fait par des hommes et par des grands-parents! Mario Dumont et Marie-Claude Barrette, le couple modèle de cette génération dont tous les partis politiques se soucient, n'ont même pas fait école à l'Action démocratique!

## On cantonne donc les femmes dans des rôles de « cheerleaders »

J'avancerais une autre explication, qui m'a d'ailleurs été inspirée par une candidate de l'ADQ dans la circonscription de Johnson, Isabelle Marquis. Elle tente, comme bien d'autres candidats, de faire de la politique « autrement », mais « le plus difficile est de se faire dire que les politiciens sont tous pareils alors que, justement, je suis simplement une citoyenne qui désire changer cet état de choses », m'écrivait-elle récemment.

J'ai senti, dans cette lettre d'une candidate que je n'ai jamais rencontrée, beaucoup d'amertume devant le cynisme qui domine la politique des hommes. Elle rêve de politique sans sondages, de politique sans magouilles, de politique près des gens et pour les gens... Et prend soin de dire que cet idéal n'est pas l'apanage des femmes. Je soupçonne cependant que c'est plus difficile pour les femmes.

Dans les partis politiques, on cantonne donc les femmes dans des rôles de « cheerleaders » : les chefs étant des hommes, on s'arrange la plupart du temps pour les faire présenter, lors des assemblées publiques, par des femmes.

Je n'ai malheureusement pas de solution à proposer. Mais j'ai une certitude : en se mêlant de politique sans en faire, les leaders féministes ne représentent pas les femmes. En fait, elles desservent probablement leur cause...

## CONTEMPORAINE



## LA JUPE À VOLANTS TOURBILLONS

Mélange lin et rayonne d'une fluidité extraordinaire, fines rayures, volants coupés-cousus sur le biais pour un effet virevoltant hyper-féminin. Bleu acier. 4 à 16...190.00 Blouse paisley cache-cœur 85.00

**simons**

QUÉBEC PLACÉ STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

cyberpresse.ca

## Résultats

LOTTO QUÉBEC

Tirage du 2003-04-02

1 <sup>er</sup> numéro	2 <sup>e</sup> numéro	3 <sup>e</sup> numéro
803672	580908	781172
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
décomposable	décomposable	décomposable

Numéros «Télé»

761872 062320 120368

non décomposable non décomposable non décomposable

649 Tirage du 2003-04-02

01 25 32 33 34 35
Complémentaire: (07)

449 Tirage du 2003-04-02

08 10 42 46 47 48
Complémentaire: (16)

Panco Tirage du 2003-04-02

04 11 17 20 24 25 29 31 34 37
45 47 48 49 56 57 59 60 62 70

Extra Tirage du 2003-04-02

3 4	NUMÉRO
994 4561	300792

Les modalités d'encasement des billets gagnants passent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

LE VENDREDI À 19 h ET EN REPRISE LE DIMANCHE À 16 h 30, SUR LE RESEAU TQS

# ACTUALITÉS

## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 15

### LE CONFLIT AU JOUR LE JOUR

Les derniers développements dans la guerre en Irak



Les forces américaines affirment se rapprocher de Bagdad.

Selon le Pentagone, les forces américaines ont pris la ville stratégique d'Al-Kout, au sud-est de Bagdad, et ont détruit la division Bagdad de la garde républicaine irakienne. L'Irak a démenti l'information.

Les troupes américaines disent avoir pris le contrôle d'un important barrage sur l'Euphrate, au nord-ouest de Bagdad, supprimant ainsi la menace d'un sabotage qui aurait pu provoquer d'importantes inondations.

Dans un message lu à la télé, Saddam Hussein a appelé les chefs kurdes à ne pas s'allier aux « envahisseurs ».



Saddam Hussein

La Grande-Bretagne ne participera à aucune action militaire contre l'Irak ou la Syrie et ne pense pas que les États-Unis aient l'intention d'attaquer ces pays après en avoir fini en Irak, a déclaré le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw.

Le futur gouvernement de l'Irak, après le régime du président Saddam Hussein, ne comprendra pas d'étrangers, a assuré hier le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw.

Les forces américano-britanniques disent n'avoir « aucun détail » sur l'usage de munitions à fragmentation dans la région de Hilla, mais reconnaissent avoir utilisé six bombes à fragmentation mardi dans « le centre de l'Irak » contre une « colonne de chars ». Amnesty international s'est déclaré « très inquiète ».



Un blessé à l'hôpital de Hilla

Européens et Américains travailleront ensemble pour reconstruire l'Irak après la guerre, a assuré le secrétaire d'État américain Colin Powell.

Bilan des victimes selon les sources officielles : 49 soldats américains tués, 150 blessés, 7 prisonniers et 15 portés disparus ; 27 soldats britanniques tués. Aucun bilan des pertes militaires irakiennes n'est disponible. Selon le régime de Bagdad, près de 500 civils ont été tués et plus de 4000 autres ont été blessés depuis le début de la guerre. D'après le ministère britannique de la Défense, 8000 Irakiens ont été faits prisonniers.

# Les Québécois craignent les voyages à l'étranger

Une baisse de 40% des réservations pour l'Europe et l'Asie

PIERRE PELCHAT  
PPelchat@lesoleil

La guerre en Irak, les risques d'attentats terroristes et la crainte de la pneumonie atypique ont refroidi les ardeurs de bien des touristes québécois. Depuis deux semaines, le CAA-Québec enregistre des diminutions de 40% et 50% des réservations pour des voyages en Europe et en Asie au cours des prochains mois.

« Les gens sont inquiets. La situation est pire qu'après le 11 septembre », a commenté, hier, au cours d'un entretien, le président du CAA-Québec, Paul Pelletier.

En mars, la demande de tracés routiers, principalement pour les États-Unis, a chuté de 30% par rapport à la même période l'an dernier.

« La situation sera difficile au cours des prochaines semaines. Ça risque de se compliquer s'il y a un attentat terroriste. Ça va insécuriser davantage les touristes. Certains vont attendre avant de choisir une destination. D'autres vont probablement reporter leur voyage », a-t-il poursuivi.

### Les gens d'affaires n'ont pas tendance à annuler leurs voyages

Par contre, la guerre et les menaces d'attentats terroristes n'ont pas eu d'effet sur les réservations de la clientèle d'affaires qui se rend aux États-Unis, en Europe et en Asie. « C'est stable de ce côté », a dit M. Pelletier.

Le président du CAA-Québec anticipe, par ailleurs, que moins de Québécois se rendront aux États-Unis prochainement en raison du conflit en Irak et des risques pour leur sécurité. Pour sa part, le directeur général de l'Association professionnelle des agents de voyages du Québec, Jean-Paul Provost, a également confirmé une baisse des réservations pour des voyages à l'extérieur du Canada. Déjà, des agences ont dû faire des mises à pied temporaires ou mis en place des programmes de travail partagé.

« L'impact se fait surtout sentir dans les agences spécialisées pour le voyage de tourisme. Pour ce qui est des agences qui se concentrent dans les voyages pour les petites et moyennes entreprises, ça marche comme si rien ne s'était passé. Par contre, dans les grosses agences, qui ont des comptes internationaux, l'impact est plus grand », a-t-il indiqué.

### EFFETS LIMITÉS À QUÉBEC

Par ailleurs, le conflit en Irak pourrait avoir des effets négatifs limités sur l'industrie touristique de la région de Québec. « On s'attend à une diminution des touristes internationaux qui devrait être compensée par la venue de plus de visiteurs du Québec et du reste du Canada », a avancé Pierre Labrie, directeur de l'Office du tourisme et des congrès de Québec.

Ce phénomène s'est produit dans les mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre au World Trade Center. L'Office du tourisme avait d'ailleurs



Depuis le 24 mars, les hélicoptères ont repris leur surveillance aérienne dans le ciel de New York, afin d'intercepter d'éventuels avions indésirables dans la région de la Big Apple. Le contexte de la guerre incitera les Américains à changer leurs habitudes de voyage, comme ce fut le cas après le 11 septembre : ils voyageront près de chez eux. Le Québec pourrait alors être une destination privilégiée.

modifié, avec succès, sa stratégie de commercialisation pour viser les visiteurs qui pourraient se rendre à Québec à distance d'automobile.

« On suit la situation de très près. Pour l'heure, notre stratégie n'a pas changé pour les marchés américain, québécois et canadien. On fera des ajustements au besoin. Nos documents promotionnels sont déjà imprimés », a ajouté M. Labrie.

Le président du CAA-Québec partage l'avis du directeur de l'Office du tourisme voulant que les touristes canadiens et québécois seront plus nombreux à se rendre en automobile dans la région de Québec. « Le CAA ailleurs au Canada a reçu plus de demandes d'informations sur le Québec », a-t-il dit.

Le directeur de l'Office du tourisme se dit toutefois plus inquiet si des cas de pneumonie atypique sont déclarés dans la région. « L'impact est instantané s'il se produit quelque chose. On remarque qu'Air Canada a déjà réduit ses vols du tiers vers l'Asie. C'est hors de notre contrôle si des gens sont placés en quarantaine », a affirmé M. Labrie.

### COMITÉ DE VEILLE

Du côté de Tourisme Québec, on se prépare à modifier le tir des campagnes promotionnelles lancées à la fin de mai si les données des marchés le commandent. « Nous avons un comité de veille. Il y a plusieurs scénarios qui sont étudiés. Avec la guerre, les touristes vont changer leurs habitudes mais

vont voyager quand même », a soumis Johanne Pelletier, de Tourisme Québec.

À la Commission canadienne du Tourisme (CCT), on note malgré tout un intérêt pour des voyages au Canada par des visiteurs étrangers si on se fie au nombre de personnes qui ont consulté dernièrement le site Internet de l'organisme. « Il y a un intérêt mais il est possible que bien des visiteurs reportent leur voyage à l'étranger », a indiqué Guy Desaulniers de la CCT.

La Commission a entrepris de sonder ses marchés étrangers. D'ici une dizaine de jours, les premières données devraient être disponibles. « Si on se fie à ce qui s'est passé après le 11 septembre, les gens ont davantage voyagé au pays, près de chez eux. Cela risque fort de se reproduire », a-t-il convenu.



**NERO**  
bianco

Jusqu'à 70% de rabais sur tous nos manteaux de cuir



Québec Place Ste-Foy . Rue St-Jean . Place Québec . Mail Centre-Ville . Carrefour Charlesbourg . Promenades Beauport  
35 magasins au Québec dont Baie Comeau . Matane . Rivière-du-Loup . La Pocatière . Rimouski . Sept-Îles

## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 15

## POWELL

Suite de la Une

George W. Bush, partisans d'une démarche unilatérale, musclée et pressante face à l'Irak.

L'impasse au Conseil de sécurité fut en partie leur œuvre et leur triomphe. Ce fut presque le Waterloo de M. Powell. « Mais que fait-il encore dans cette galère ? » se disait-on quand la guerre a commencé.

Les balbutiements de la bataille de Bagdad font oublier celle qui oppose, à Washington, les « colombes » et les faucons sur le « plan de guerre » états-unien en Irak et sur l'après-guerre.

Le seul fait que M. Powell, à ce moment-ci, quitte les États-Unis indique qu'il ne se sent pas concerné par cette querelle et qu'il n'en craint pas de dommages collatéraux. C'est bon signe.

M. Powell est très peu sorti de son pays, voire de Washington, depuis un an. Quand il s'est agi de recréer la coalition qui a fait plier Saddam Hussein, il y a 12 ans, ce sont les faucons de la Maison-Blanche et du Pentagone, le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld en tête, qui étaient à l'avant-scène, avec le résultat que l'on sait. Dans les pays arabes, notamment, ils ont prêché dans le désert. Et pour cause : ils ont causé de tout ou presque, sauf d'une partie de l'essentiel, soit le conflit israélo-palestinien, talon d'Achille du monde arabe.

La rumeur voulait que M. Powell, se sachant dans le collimateur de beaucoup de monde à Washington, hésitait à s'absenter de la capitale, parce qu'il craignait de ne plus retrouver son bureau à son retour. Il privilégiait ainsi les contacts téléphoniques et les conférences télévisuelles...

M. Powell ne passait pas pour particulièrement chaud à l'idée d'en découdre avec Saddam Hussein. Les « faucons » le tiennent d'ailleurs en partie responsable du renoncement des États-Unis à le renverser lors de la première guerre du Golfe, en 1991.

Il trouvait le présumé plan de guerre (trop modeste pour faire face à l'Irak, dès lors qu'il fallait la faire, cette guerre. Le général Powell, malgré ce que l'on appelle aux États-Unis la Révolution dans les affaires militaires (RAM) — qui s'est accélérée après la première guerre du Golfe, et en vertu de laquelle les mutations technologiques ont radicalement bouleversé la manière états-unienne de faire la guerre et d'évaluer les rapports de force — est un militaire néanmoins classique, qui privilégie l'effet de masse pour faire plier l'ennemi. Les développements des deux dernières semaines lui donnent raison.

### La rumeur voulait que Powell hésitait à s'absenter de Washington car il craignait de ne plus retrouver son bureau à son retour

Le fiasco diplomatique des derniers mois est par ailleurs tel que les aspirants à la succession ne semblent pas se bousculer au portillon. Seul un autre « faucon » se porterait volontaire pour un poste pour l'instant aussi disgré et dans une situation aussi désespérée, qui, paradoxalement, peut servir de tremplin à celui qui l'occupe déjà.

Le fond du baril n'est d'ailleurs peut-être pas atteint. Il y a les relations avec la Grande-Bretagne qui, avant même que ne s'achèvent les combats, s'annoncent tumultueuses sur l'avenir de l'Irak. M. Tony Blair, le premier ministre, fait grand cas du rôle central des Nations unies dans la reconstruction de l'Irak et dans la mise en place de l'après-Saddam. Sa réhabilitation, après qu'il eut été perçu comme un caniche de M. Bush, passe par là auprès de son opinion publique, de ses partisans travaillistes et de ses partenaires européennes. Or, semble-t-il, le Pentagone œuvre à la mise en place d'un gouvernement de transition composé uniquement de ministres désignés par Washington, entourés de conseillers irakiens, sans, à toutes fins utiles, que ni Londres ni le département d'État n'aient beaucoup à dire.

L'autre urgence, c'est le conflit israélo-palestinien, dont on parle peu ces temps-ci et que les « faucons » estiment sans lien notable avec le problème irakien. Ils rappellent qu'en 1991, ces mêmes pays arabes, qui font la moue aujourd'hui, reconnaissaient à Israël, quoique du bout des lèvres, « le droit de se défendre » quand Saddam Hussein leur envoyait ses missiles Scud. Ils en ont tiré la conclusion que c'est « sans doute » encore le cas aujourd'hui, à tort ou à raison. Pourtant, les dirigeants arabes se taisent et se terrent.

Il suffira d'un grand attentat contre les Israéliens pour rétablir le lien, en supposant qu'il soit rompu. Et on voit mal qui, dans l'administration Bush ou tout autour, mieux que M. Powell, peut encore maintenir le couvercle sur la marmite, malgré ses échecs des 12 ou 15 derniers mois, attribuables en partie justement aux poignants des « faucons ». En tout cas, il fuit une foi qui ébranle les montagnes.



Un gamin irakien blessé à l'œil fait partie des dizaines de personnes qui ont rempli l'hôpital de Hilla, situé au sud de Bagdad. Des lits et des blessés ont été installés jusque dans l'entrée. Ils sont jusqu'à six, sept ou huit blessés par pièce, du rez-de-chaussée au troisième étage.

## « Pourquoi ? »

### Des blessés hébétés ont rempli l'hôpital de Hilla

CHRISTOPHE AYAD ET  
JEAN-PIERRE PERRIN

© Libération

■ HILLA — Des lits et des blessés ont été installés jusque dans l'entrée de l'hôpital de Hilla. Toutes les chambres sont pleines. Ils sont jusqu'à six, sept ou huit blessés par pièce, du rez-de-chaussée au troisième étage. Un homme hébété s'avance, en tendant quelques papiers fripés : « C'est tout ce qu'il reste de ma famille. Ils sont tous morts. »

Il est comme perdu, égaré dans sa douleur. Au troisième étage, dans la première chambre, un vieillard de 70 ans gémit doucement. Son fils, Marek Taleb Kheich Hassan, soulève les couvertures et montre ses visières, à l'air libre. Ce sont d'humbles paysans du village d'Al-Amira. « Les bombardements ont commencé lundi en début d'après-midi et ils ont duré toute la nuit. On s'est couché par terre, mais mon père n'a pas eu le temps, il a été touché par des éclats. »

À une centaine de kilomètres au sud de Bagdad, Hilla, au cœur du pays chiite, est tout proche de la ligne de front. La région a été touchée ces derniers jours par une série de drames qui ont provoqué plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés, presque tous civils. « Jusqu'à lundi, nous recevions 10 à 20 blessés par jour, explique Dhiya Ali Sultani, chirurgien à l'hôpital. Puis, ça a été l'explosion. »

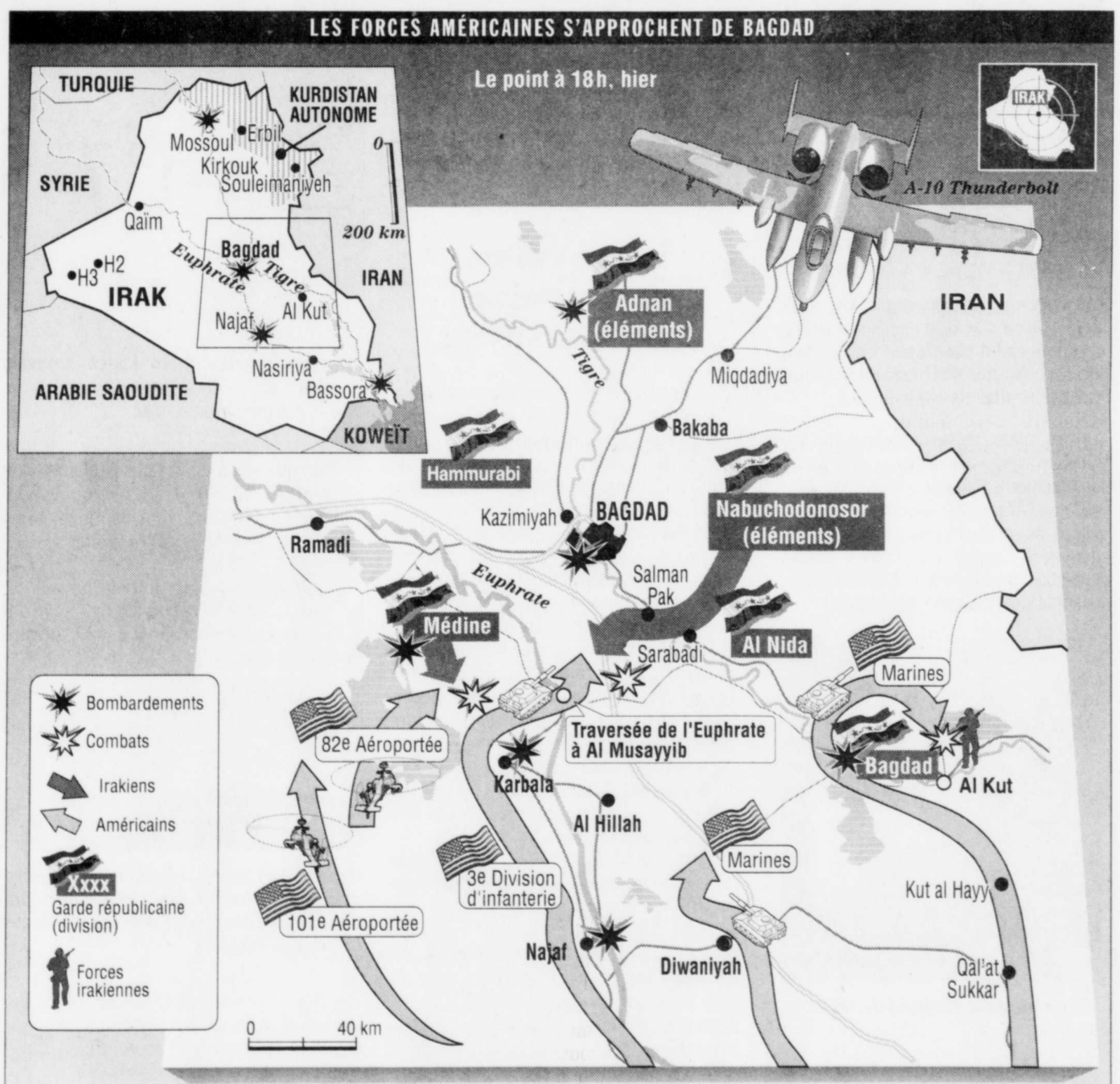
Jeudi dernier déjà, un bus qui transportait des civils de Hilla à Kiffel, un village à 30 kilomètres au sud, célèbre pour accueillir le tombeau du prophète Ezechiel, a été pris pour cible. « Il y avait 35 personnes à bord, mais quand les médecins sont arrivés, ce n'était plus qu'un amas de pieds, de jambes, de bras, de têtes. Que des corps en pièces que nous ne pouvions même plus identifier », raconte le D<sup>r</sup> Jawad Qazem Al-Bermani, 34 ans.

Lundi matin, le front est remonté vers le nord et les bombardements aériens ont commencé à frapper les villages avoisinants et même la banlieue de Hilla. Le quartier de Nader, peuplé de cultivateurs et de gens modestes, a été particulièrement frappé : un médecin parle de 33 morts, un autre de 40, des chiffres qu'il n'est guère possible de vérifier.

#### « IL N'Y A RIEN »

Atef Michaad, 37 ans, est venu voir à l'hôpital son neveu qui a perdu une jambe lorsque sa voiture a été atteinte par une bombe. L'homme n'a aucune colère, il dit simplement : « Nous n'aimons pas la guerre, nous n'aimons pas la faire. Aucune religion n'aime la guerre. Alors pourquoi ? »

De lit en lit, ils répètent tous « pourquoi ? » « C'est un quartier tout à fait normal, explique le D<sup>r</sup> Sultani. Il n'y a pas de camp militaire, pas de matériel, rien. Juste quelques miliciens qui sont là pour maintenir l'ordre. C'est un prétexte utilisé par les Américains pour nous attaquer. Ce n'est pas une guerre militaire, c'est une guerre contre les civils. Ils veulent détruire les Irakiens et non pas seulement leurs dirigeants. » « Croyez-moi, assure le D<sup>r</sup> Al-Bermani, il y a très peu de militaires blessés



ou tués. Presque toutes les victimes sont des civils. » « Ils visent même les ambulances », accuse Hassan Salman, un infirmier de 37 ans. Il raconte que son collègue, Hussein Abdel Zakha, a été grièvement blessé et que quatre ambulances ont été complètement détruites par les bombes américaines à Mahawil, sur la route de Bagdad. Lui-même a eu beaucoup de chance, son véhicule n'a eu que les pneus crevés par une explosion.

Tous les médecins parlent de bombes à fragmentation qui perforent et provoquent des amputations, effectivement nombreuses. Près d'un patient sur trois a perdu un membre. D'autres parlent aussi de bombes dispersant de multiples petites mines qui empêchent les villageois de rentrer chez eux.

Au troisième étage de l'hôpital, au fond du couloir, des petites filles reposent sur des grillages métalliques : leur peau, trop brûlée, ne supporte pas le contact des draps. Dans les villages de paysans, les bombardements ont parfois mis le feu aux modestes maisons de boue séchée couvertes de toits de palme. Un médecin s'est rendu au bourg d'Al-Amira, à deux kilomètres au sud de Hilla : « Nous avons sorti les blessés du feu, tout brûlait, les charpentes étaient en flammes. »

Dix personnes sont mortes et 70 ont été blessées à Al-Amira, selon une source hospitalière. D'autres villages des alentours semblent aussi avoir été touchés. Mais impossible de s'y rendre : les autorités invoquent la proximité des combats.

## La coalition reconnaît utiliser des bombes à fragmentation

(D'après AFP) — Les forces américano-britanniques ont affirmé hier n'avoir « aucun détail » liant l'usage de munitions à fragmentation, dont elle dispose, au bombardement de mardi dans la région de Hilla, mais le Commandement central américain (Centcom) basé au Qatar a reconnu avoir utilisé six bombes à fragmentation dans « le centre de l'Irak » contre une « colonne de chars ».

« Des munitions à fragmentation sont disponibles et elles sont utilisées par des commandants pour créer un effet tactique sur le champ de bataille », a déclaré hier le général Vincent Brooks. Il a assuré qu'avant la décision d'employer de telles munitions, « les conditions pour les personnes et concernant des conséquences non voulues sont prises en considération ».

#### UNE VERSION AMÉLIORÉE

Les forces américaines ont largué sur l'Irak « pour la première fois dans un conflit armé », six « CBU-105 », un nouveau type de bombe à fragmentation, capable de braver le vent et les conditions météorologiques.

La « CBU-105 » dispose d'« une technologie compensatrice des vents » lui permettant d'atteindre précisément sa cible, quelles que soient la puissance des vents en altitude ou au sol et les autres conditions météorologiques.

Les bombes à fragmentation sont des munitions controversées, dénoncées pour leurs effets dévastateurs sur les populations civiles. Les experts considèrent que 10 % d'entre elles n'explorent pas sur le moment, pouvant être activées des mois, voire des années plus tard. Leur menace est assimilée à celle des mines.

Amnistie internationale s'est déclarée hier « particulièrement dérangée » par de telles informations. Cela « constitue une attaque aveugle et une violation grave du droit international ». Si les États-Unis veulent sérieusement protéger les civils, ils doivent publiquement s'engager sur un moratoire sur l'utilisation des bombes à fragmentation.

#### INDIGNATION

Les images télévisées de victimes civiles en Irak ont d'ailleurs provoqué indignation et colère dans le monde arabe. « La « guerre propre » est devenue la plus sale des guerres, la plus sanglante, la plus destructrice. Les « armes intelligentes » sont soudain atteintes d'une stupidité préméditée, qui tue, détruit aveuglément et abat sa colère hystérique sur les marchés populaires et les quartiers résidentiels des villes irakiennes », a notamment le quotidien égyptien *Al-Ahram*.

## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 15

EN BREF

ÉTATS-UNIS

## Alerte aux toxines artisanales

■ WASHINGTON — Le FBI a mis en alerte hier les agences locales de la sûreté du territoire américain sur le risque de production d'agents toxiques artisanaux par d'éventuelles cellules terroristes. L'alerte confidentielle avait d'abord été lancée dans tout le pays, d'après une information donnée dans son édition Internet par le magazine *Time*. Selon l'hebdomadaire, l'alerte a été motivée en partie par la découverte de toxines biologiques dans les locaux d'un groupe islamiste radical dans le nord-est de l'Irak. *Time* indiquait que le message du FBI soulignait que des agents tels que la ricine pouvaient être facilement fabriqués à partir de recettes trouvées dans Internet. « Des événements récents (...) indiquent un intérêt continu, parmi les terroristes, pour développer des armes de destruction massive improvisées », note le FBI. (AFP)

## Viré pour avoir truqué sa photo

■ LOS ANGELES — Le *Los Angeles Times* a licencié hier un de ses photographes couvrant la guerre en Irak pour avoir truqué l'un de ses clichés. Brian Walski a admis avoir manipulé avec son ordinateur une photo montrant un soldat britannique conduisant des civils irakiens à l'abri pendant une fusillade, a précisé le prestigieux quotidien dans une note éditoriale publiée hier. « Après publication (de la photo), nous avons remarqué que plusieurs civils figurant à l'arrière-plan apparaissaient deux fois. Le photographe, Brian Walski, joint par téléphone dans le sud de l'Irak, a reconnu qu'il avait utilisé son ordinateur pour combiner les éléments de deux clichés pris séparément afin d'améliorer la composition de l'image. » Cette photo manipulée, qui a été publiée en première page du quotidien le 31 mars, constitue une « violation des règles du *Times* » en matière de déontologie. M. Walski travaillait au *Los Angeles Times* depuis 1998. (AFP)

QATAR

## Journalistes d'Al-Jazira expulsés de l'Irak

■ DOHA — La télévision du Qatar al-Jazira a annoncé la nuit dernière la suspension jusqu'à nouvel ordre, des activités de tous ses correspondants en Irak. Cette décision a été prise par la chaîne de télévision à la suite d'une décision des autorités irakiennes d'interdire à deux de ses journalistes de travailler dans le pays. Le ministre irakien de l'Information a informé la chaîne satellitaire que son correspondant à Bagdad, Diyar al-Omari, avait été « interdit de poursuivre son travail de journaliste » et qu'un autre de ses correspondants, Tayssir Alouni, avait été sommé de quitter l'Irak « le plus vite possible », a indiqué le présentateur du journal télévisé. Il a ajouté qu'Al-Jazira « regrette » cette décision « surprenante et injustifiée ». La télévision a, en conséquence, décidé de « suspendre jusqu'à nouvel ordre les activités de tous ses correspondants en Irak ». Mais elle continuera de diffuser des images en direct et préenregistrées en provenance de ses bureaux à Bagdad, Bassora (sud) et Mossoul (nord), a-t-il précisé. (AFP)

BOSNIE

## Démission pour viol de l'embargo

■ SARAJEVO — Mis en cause dans une affaire de violation de l'embargo sur les armes instauré par les Nations unies à l'encontre de l'Irak, le président de la présidence tricéphale de Bosnie-Herzégovine, Mirko Sarovic, a démissionné hier. Une enquête internationale a montré que le dirigeant bosno-serbe savait qu'une entreprise locale exportait illégalement des moteurs rénovés pour les avions de combat irakiens et qu'il n'avait rien fait pour l'en empêcher. Il était le président des Serbes de Bosnie au moment des faits. Les ventes de la société Orao violaient l'embargo décrété par l'ONU après la première guerre du Golfe en 1991. L'affaire a fait plus de dégâts à la réputation internationale de la Bosnie qu'aucune autre depuis la fin de la guerre », a estimé Paddy Ashdown, haut représentant de la communauté internationale dans le pays. (AP)



Voici l'extrait d'une vidéo diffusée hier et illustrant le transport de Jessica Lynch, blessée, dans un camp américain de Doha, au Qatar.

## L'Amérique euphorique salue la libération du soldat Jessica Lynch

■ WASHINGTON (d'après AFP) — Libérée d'un hôpital en Irak à la faveur d'une opération commando, le soldat Jessica Lynch, 19 ans, est immédiatement devenue hier l'enfant chérie d'une Amérique en guerre, assoiffée de bonnes nouvelles.

Sa photo, souriante, en tenue militaire, s'élevait à la une de la plupart des journaux américains, prompts à raconter l'histoire de cette petite Américaine ordinaire qui rêvait d'être institutrice, mais s'était engagée dans l'armée, faute de pouvoir financer des études.

La jeune femme soldat américaine faite prisonnière lors d'une embuscade des forces irakiennes près de Nasiriya, au sud de l'Irak, a été libérée par les forces américaines, lors d'un raid sur un hôpital de Nasiriya où elle était détenue. Le commandement central a par ailleurs affirmé avoir découvert 11 corps non identifiés au cours de cette opération de sauvetage.

« Vous ne pouvez pas imaginer la joie, les cris, les embrassades » qui ont salué l'annonce de sa libération, a raconté au journal *USA Today* un cousin de Jessica Lynch, Pam Nicolaï.

« C'est formidable », s'est réjoui le président George W. Bush. « Je suis absolument ravi et c'est une immense joie pour sa famille de la savoir libre », a déclaré depuis Ankara le secrétaire d'État, Colin Powell.

À Palestine, un petit village de Virginie occidentale à 350 km de Washington, les sirènes des pompiers et celles des voitures de police sont entrées en action pour célébrer la libération de l'enfant du pays. Des actions de grâce ont suivi, prières reconnaissantes après des jours d'angoisse.

La 1<sup>re</sup> classe Jessica Lynch, petite carrure et jolie frimousse, conduisait selon son père un camion d'eau au moment de sa capture par les Irakiens le 23 mars. Elle faisait partie de la 507<sup>e</sup> unité de maintenance, basée à Fort Bliss (Texas), lorsque son convoi est

tombé dans une embuscade près de Nasiriya, après s'être trompé de route.

Des 15 soldats du convoi, deux ont été tués, selon le Pentagone. Cinq autres, dont une femme, montrés par la télévision irakienne, sont considérés comme prisonniers de guerre, et huit autres étaient portés disparus, dont Jessica. Jusqu'à mardi soir, sa famille ignorait donc qu'elle avait été capturée.

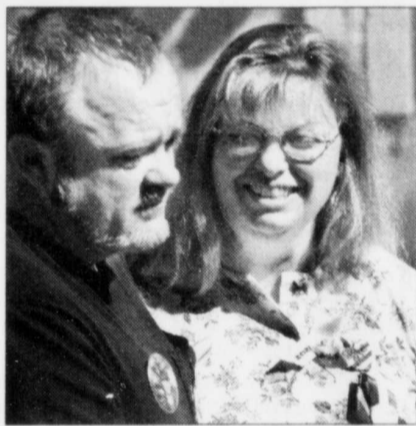
Blessée, Jessica Lynch avait été séparée de ses camarades et cachée dans un hôpital près de Nasiriya, qui, selon la presse américaine servait aussi de base militaire. C'est là que les Américains l'ont récupérée mardi vers minuit, à la faveur d'une opération des forces spéciales. L'opération a été filmée.

## POISSON D'AVRIL ?

Hier, dans leur village de 900 habitants pavés d'autant de rubans jaunes en signe de soutien aux soldats, les parents Lynch, épuisés par une nuit de réjouissances sans sommeil, attendaient toujours de lui parler directement.

« Nous n'avons pas encore pu lui parler. Nous ne savons rien de son état de santé », a déclaré son père Gregory, un chauffeur de camions. C'est merveilleux, mais elle a enduré une épreuve terrible », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Lorsque la libération de sa fille lui a été annoncée mardi par téléphone, Gregory Lynch n'a d'abord pas voulu y croire. « C'était le 1<sup>er</sup> avril, et je me suis dit que c'était vraiment une mauvaise blague à faire. J'ai posé la question trois ou quatre fois pour être sûr qu'ils répétaient le même nom », a-t-il raconté.



Les parents de Jessica Lynch, Gregory et Debra. Les trois enfants Lynch sont dans l'armée américaine.

À la question de savoir quel sera son premier geste lorsqu'il retrouvera sa fille, il a répondu : « La première chose que nous ferons sera de la serrer très fort dans nos bras et nous espérons qu'il n'y aura pas de journalistes. »

Dans un état rural où les emplois sont limités, les trois enfants Lynch se sont tous engagés dans l'armée. Jessica avait été la première à être envoyée en Irak, suscitant brièvement la jalousie de son frère Greg, 21 ans, et l'envie de sa cadette, Brandi, 18 ans. « Ils ont l'esprit militaire, je les soutiens à 100% », a commenté hier leur mère, Debra.

Jessica Lynch est arrivée hier soir à la base aérienne de Ramstein, dans l'ouest de l'Allemagne. Elle sera examinée à l'hôpital militaire américain de Landstuhl, à quelques kilomètres de là, pour recevoir les premiers soins « avant de retourner aux États-Unis », a précisé un porte-parole militaire.

Déjà le gouverneur de Virginie occidentale a promis « une des plus belles fêtes de retour que cet État ait jamais vues ». D'autant plus que la 1<sup>re</sup> classe Jessica Lynch aura 20 ans le 26 avril.

## Peu d'informations sur le sauvetage de la jeune femme

WASHINGTON (AFP) — Les raids des forces spéciales derrière les lignes ennemies pour récupérer un camarade prisonnier ou blessé constituent des missions commandos à très hauts risques, motivées par le code d'honneur des militaires américains : « Leave no man behind » (On n'abandonne personne).

« Tous les corps d'armée font désormais tout leur possible lorsqu'il s'agit de sauver quelqu'un, même si c'est pour récupérer un soldat tué, et même s'il y a d'énormes risques liés à une telle opération », souligne un ancien colonel de l'armée de l'Air américaine, John Warden.

Les responsables américains ont fourni peu de détails sur le déroulement de l'opération de sauvetage de Jessica Lynch, mardi soir, se contentant d'indiquer qu'elle avait été menée par plusieurs unités d'élite, notamment des commandos de la Marine (SEALS) et des Rangers de l'armée de terre.

« C'était une opération conjointe classique, effectuée par certains des meilleurs guerriers de notre pays, dévoués à ne jamais laisser derrière eux un camarade », a indiqué le général Vincent Brooks, directeur-adjoint des opérations au Commandement central de l'armée américaine (Centcom).

En jargon militaire, ces opérations à hauts risques sont connues sous l'acronyme de « CSAR » : Combat, Search and Rescue (combat, recherche et sauvetage).

Les infiltrations de commandos derrière les lignes ennemies, ainsi que les exfiltrations, sont généralement l'affaire du 160<sup>e</sup> régiment aéroporté des forces spéciales.

## Profanation dans le nord de la France



« Déterrez vos déchets », « Bush, Blair au TPI » : les inscriptions violemment antibritanniques et anti-américaines ont été effacées rapidement, mais la colère et l'incompréhension sont restées vives à Étaples, dans le nord de la France, après la profanation du cimetière militaire britannique de la ville. La petite ville qui abritait plusieurs hôpitaux britanniques et un gigantesque camp d'instruction durant la Première Guerre mondiale. Avec plus de 10 000 sépultures de soldats du Commonwealth, son cimetière militaire est le plus grand de la région. Une dizaine de milliers de Britanniques et de Canadiens viennent s'y recueillir chaque année. Pour le maire de la localité, Marcel Guerville, « faire l'amalgame entre ces 10 000 soldats venus libérer notre commune et ceux qui sont engagés dans la guerre en Irak, c'est scandaleux ». La profanation, découverte le 27 mars au matin, n'a toutefois été révélée que cinq jours plus tard.

## Baker: nous ne devons pas dicter l'avenir de ce pays

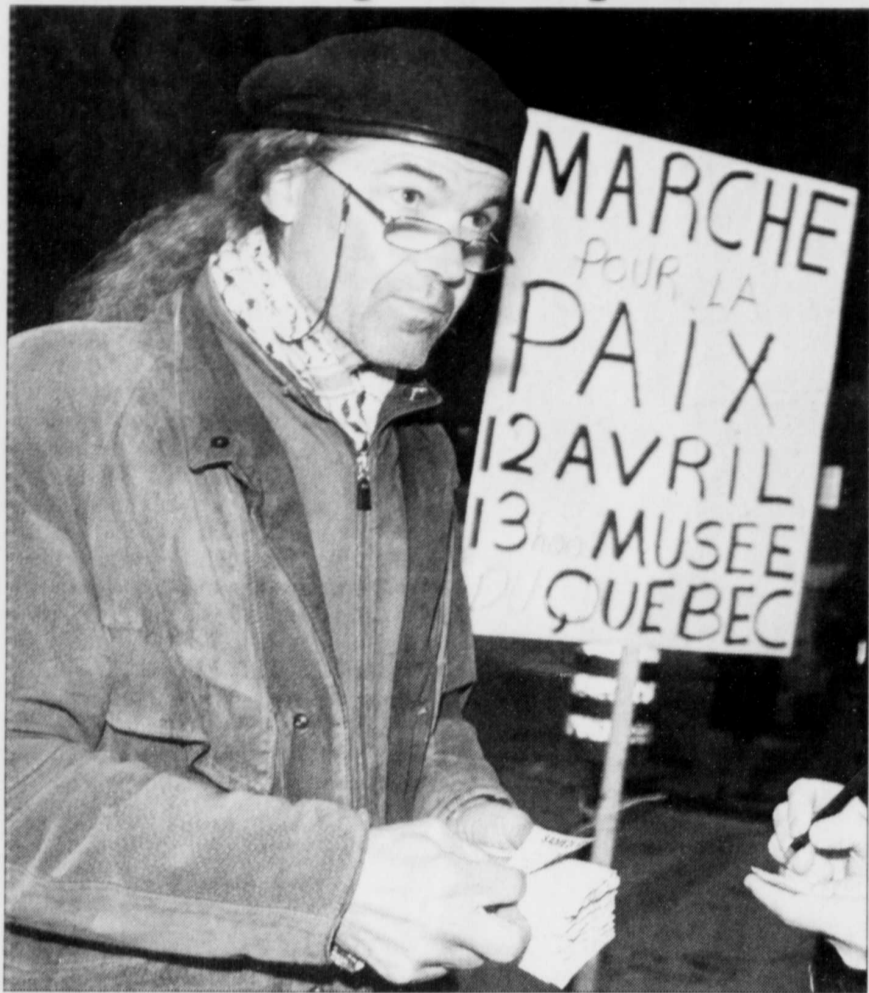
TORONTO (d'après AFP) — L'ancien secrétaire d'État du président George Bush père, James Baker, s'est prononcé hier contre toute solution pour l'après-Saddam Hussein imposée par Washington et ses alliés. « Nous voulons que les Irakiens deviennent un peuple libéré et non pas un peuple vaincu », a ajouté M. Baker qui était également conseiller de George W. Bush durant sa campagne présidentielle en 2000.

« L'issue finale de la guerre ne fait aucun doute », a-t-il déclaré en assurant que la coalition l'emporterait. Mais il a estimé que les États-Unis et leurs alliés avaient beaucoup plus de difficultés que durant la guerre du Golfe en 1991, parmi lesquelles la nécessité de limiter les dommages aux infrastructures irakiennes, l'interdiction à la Turquie et à l'Iran de vouloir redessiner les frontières de l'Irak à leur profit, et l'effacement des tensions avec les alliés traditionnels que sont l'Allemagne et la France, toutes deux opposées à la guerre.

## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 15

## Vigile pour la paix



Le comité Paix du Forum social régional de Québec et de Chaudière-Appalaches a tenu une première vigile « pour l'arrêt des tueries et de cette invasion illégitime et criminelle, celles en Irak, mais aussi en Palestine et ailleurs » à la bibliothèque Gabrielle-Roy, hier soir. De telles vigiles seront organisées au même endroit tous les mercredis, à 19 h. Hier soir, Christian Bourget, de la Coalition Québec-Irak, a profité de l'occasion pour inviter les gens à manifester contre la guerre en Irak le 12 avril prochain. Le départ de la manifestation se fera à 13 h du Musée du Québec. É. F.

## Les navires canadiens ne peuvent pas arrêter des Irakiens, selon McCallum

■ OTTAWA (PC) — Les soldats postés sur les navires canadiens qui patrouillent le golfe Persique n'ont pas pour mandat d'arrêter des ressortissants du régime irakien identifiés sur une liste établie par l'armée américaine, a indiqué le ministre de la Défense, John McCallum.

« Le mandat (...) n'inclut pas la détention ou le transfert de membres soupçonnés du régime irakien », a affirmé M. McCallum lors d'un bref point de presse à la sortie des Communes, hier. Le ministre nie ainsi les informations rapportées dans le numéro d'hier du *Toronto Star*, qui affirmait le contraire. Selon le quotidien torontois, qui cite des officiers de l'armée américaine, les soldats canadiens qui montent à bord de navires doivent vérifier l'identité de toutes les personnes qui s'y trouvent, et ce, en fonction d'une liste établie par les États-Unis.

Si le nom d'un des passagers se retrouve sur la liste, les Canadiens devront procéder à son arrestation, affirme dans l'article l'officier américain. Or, tous les dirigeants du régime irakien et proches de Saddam Hussein se retrouvent sur la fameuse liste, afin d'intercepter ceux qui tenteraient de prendre la poudre d'escampette.

Les navires canadiens dans le Golfe participent depuis plus d'un an à une coalition navale internationale antiterroriste. Ils doivent escorter les navires alliés et s'assurer de maintenir la sécurité dans ces eaux. Dans le cadre de ce travail, les soldats pourraient par contre arrêter des présumés terroristes, admet le ministre.

« C'est juste les terroristes soupçonnés, comme Al-Qaida, qui pourraient être transférés, comme on l'a fait dans le passé », a précisé le ministre McCallum, ajoutant qu'un tel scénario est peu probable étant donné l'endroit où se trouvent les navires.

Depuis que le premier ministre Jean Chrétien a confirmé, il y a plus de deux semaines, que le Canada ne participerait pas à la guerre contre l'Irak, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD) exigent le rappel de ces navires ainsi que des 31 soldats intégrés aux bataillons américains et britanniques. L'information sur les arrestations possibles a relancé le débat, hier.

« Est-ce que le premier ministre peut expliquer comment cette situation ne contrevient pas à la position canadienne de ne pas participer à cette guerre en Irak? », a demandé le leader du NPD en Chambre, Bill Blaikie.

M. Chrétien a répliqué que les navires « font leur travail tel que convenu, selon nos engagements à combattre le terrorisme dans ce coin du monde ».

MM. Chrétien et McCallum ont dû, encore une fois, répondre aux questions des partis d'opposition qui reviennent, jour après jour, à la charge. Le Bloc et le NPD tentent de faire admettre au gouvernement que la présence de troupes dans la région irakienne est en contradiction avec la position officielle, alors que l'Alliance canadienne soutient que le gouvernement n'appuie pas suffisamment son armée.

## DÉCLARATIONS DÉPLACÉES

La question de l'Irak sera de nouveau au centre des débats aujourd'hui, alors qu'une motion de l'Alliance canadienne sera débattue. La motion vise, en partie, à obtenir le consentement des Communes afin d'adresser des excuses « pour les déclarations échoyantes et déplacées faites à l'égard des États-Unis par certains membres de cette Chambre ».

L'Alliance avait été offusquée par les propos tenus par le ministre des Ressources naturelles, Herb Dhaliwal, qui avait affirmé que George Bush n'avait pas agi en homme d'État, et par l'expression « maudits Américains » lancée par la députée libérale Carolyn Parrish.

La motion de l'Alliance sera votée mardi prochain. Entre-temps, le vice-premier ministre John Manley pourra recoller les pots cassés lors de sa visite à Washington, lundi. M. Manley, qui est responsable du dossier de la sécurité intérieure, doit y rencontrer son homologue, Tom Ridge, pour discuter de la sécurité et du commerce à la frontière.

M. Manley a insisté, hier, pour dire que les positions divergentes des deux pays voisins sur l'Irak ne seront pas abordées. « Je crois que, fondamentalement, il n'y a pas de vrais problèmes entre nos deux gouvernements. » Les discussions porteront essentiellement sur les mesures prises aux frontières, a-t-il ajouté.

## Cellucci plus conciliant avec Ottawa

MONTRÉAL (PC) — L'ambassadeur des États-Unis au Canada, Paul Cellucci, a adopté un ton plus conciliant, hier, pour commenter la non-participation du Canada à la guerre en Irak.

L'ambassadeur avait provoqué des remous, lors de son allocution à Toronto le 25 mars, lorsqu'il avait exprimé l'irritation et la déception des Américains devant le refus du Canada de les suivre en Irak.

Une semaine plus tard à Montréal, M. Cellucci a dit, en parlant toutefois de politique énergétique, que les deux pays sont souverains, qu'ils ont le droit d'avoir des positions distinctes parfois. « Nous savons que le Canada et le Mexique ont des priorités qui leur sont propres. Votre politique énergétique reflète ces priorités. Nous savons, par expérience, qu'avec le Canada, nous avons une solide histoire faite de respect mutuel, de partenariat sur lequel nous pouvons compter, même quand nos priorités ne sont pas identiques. »

Invité à décrire la relation entre le Canada et les États-Unis aujourd'hui, l'ambassadeur américain a résumé : « Je crois que notre relation à long terme demeure très forte. Il peut y avoir des accrocs à court terme au sujet de la guerre en Irak, mais il y a trop de choses qui sont profitables pour nos deux peuples — l'une d'elles est l'énergie. Nous devons continuer à travailler ensemble. »

M. Cellucci a dit trouver « ironique » et « étrange » que le Canada, de toute façon, grâce à ses navires qui étaient déjà stationnés dans le golfe Persique, ait plus aidé « indirectement » les États-Unis en Irak que les 49 autres pays les appuyant officiellement.

Interrogé sur certains incidents récents, dont des huées qui ont pu marquer des matchs de hockey des deux côtés de la frontière, par exemple, l'ambassadeur les a déplorés, y voyant des incidents malheureux, isolés, qui peuvent donner une fausse impression de l'autre côté de la frontière, lorsque rapportés. Il les a attribués aux émotions fortes provoquées par la guerre en Irak.

## Les pacifistes dénoncent les rumeurs

OTTAWA (PC) — Des pacifistes canadiens justes sortis d'Irak ont dit ne rien savoir des informations selon lesquelles un autobus transportant des « boucliers humains volontaires » avait été bombardé par des avions de la coalition.

« Les rumeurs de notre mort ont été grandement exagérées », a déclaré Stewart Vriesinga, de l'Ontario, dans une entrevue téléphonique depuis Amman, en Jordanie, mardi. « La route était remarquablement paisible, il y avait très peu d'activité, pas de point de contrôle », a-t-il ajouté.

Au moins un Canadien, Robert Turcotte, de Québec, est toujours à Bagdad avec 11 autres membres du groupe Iraq Peace Team. Sacha Trudeau, le fils du défunt premier ministre canadien, se trouverait également toujours dans la capitale irakienne pour y tourner un documentaire.

Depuis que la centrale téléphonique a été bombardée, la semaine dernière, il est devenu virtuellement impossible de communiquer avec le monde extérieur, ce qui prive le groupe des moyens de réaliser une partie importante de la mission qu'il s'était donnée, a-t-il dit.

L'usage de téléphones satellitaires est étroitement contrôlé et les militants constatent qu'il leur devient de plus en plus difficile de se déplacer sans un gardien imposé par le gouvernement.

Selon lui, les Irakiens qu'il a rencontrés ont l'impression que la coalition planifie une occupation, et non une libération. « Je suis sûr qu'il y a des exceptions mais je n'en ai pas rencontrées. »

Les navires s'assurent de maintenir la sécurité dans les eaux

**W** d'activités

Activités sociales

**Samedis dansants pour fervents**

Membres ou autres, 20h à 1h 6\$. 12 et 26 avril, 3 et 24 mai. Salle communautaire : 195, de la Rivière, Loretteville. Loreyne et Yvon, 523-7251. Cours en groupe et sur mesure, 624-2007, 63<sup>e</sup> Rue Est, Charlesbourg.

**Pauline Gosselin Voyages de l'Amitié**

Charlevoix tous les samedis ou dimanches, 1 repas, 15\$ taxes et pourboires inclus. Casino Gananogue et Mille Îles 5 au 6 mai. Évangélisation 2000, Drummondville 31 mai et/ou 1er juin. Bienvenue aux groupes et aux personnes seules. Permis du Québec. Pauline Cauchon Gosselin 652-0615.

Si vous désirez annoncer dans cette rubrique chaque jeudi, communiquez avec le Télémarketing au 686-3377 ou 1 800 319-3378, télécopieur: 686-3370 ou triskell@lesoleil.com

La Boutique Taïga et Chlorophylle partenaires de votre été !

**Pantalon La Bohème**

- 100 % nylon
- Poches multiples
- Taille élastique et ceinture
- Se convertit en bermuda

89,99\$

**Jacket X-Clamation**

- Imperméable et respirant
- Ouvertures d'aération sous les bras
- Capuchon ajustable
- Se range dans la poche avant

179,99\$

**Pantalon X-Clamation**

- Imperméable et respirant
- Ouvertures zippées au bas

119,99\$

boutique **TAÏGA** sports · plein air

1200, avenue de Germain-des-Prés, Sainte-Foy  
Téléphone : 418.658.2742  
Complexe de l'Hôtel Germain des Prés

chlorophylle

50\$ COUPON-RABAIS 50\$  
SUR REMPLACEMENT DE

**PARE-BRISE**

Aucune franchise à payer sur réparation de pare-brise.

LA RÉCLAMATION D'ASSURANCE, ON S'EN OCCUPE POUR VOUS! APPELEZ-NOUS!

**LAVAGE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR GRATUIT** (valeur de 20\$)

**20\$ D'ESSENCE GRATUITE**  
Véhicule de courtoisie sur demande

27 ans d'expérience, ça compte.

Ouvert le soir et le samedi en prenant rendez-vous. Appelez-nous!

À 10 MINUTES DES PONTS VITRES & ACCESSOIRES D'AUTO + LAVE-AUTO

**NEW LOOK**  
AUTO-PARE-BRISE

**TRAITEMENT AQUAPEL DISPONIBLE**

4585, boulevard de la Rive-Sud  
(dans les locaux de Saturn Five Sud)

**835-0404**

nouveau!

**montages**

percés

Galeries de la Capitale 623-9039 • Place Fleur de Lys 648-1918 • Place Laurier 656-9138 • Galeries Chagnon 837-5746 • Place du Saguenay 549-4984

PROCÈS DE L'EX-DÉPUTÉ  
DAVID PAYNEUn taux d'alcoolémie  
de 0,03 ou de 0,11RICHARD HÉNAULT  
RHenaault@lesoleil.com

L'ex-député David Payne avait un taux d'alcoolémie de 0,11, d'après le test que les agents de la Sûreté du Québec lui ont fait passer dans la nuit du 29 octobre 2001. Une expertise pratiquée plus tard par un biochimiste indique plutôt que son taux n'était que de 0,03.

Pour en arriver à ce résultat, le biochimiste Jean Létourneau a fait faire un essai de consommation contrôlée à l'ex-député de 59 ans, qui subissait hier son procès sous une accusation de conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool.

C'est en s'appuyant sur le résultat de l'essai et sur la quantité d'alcool que l'accusé dit avoir consommée durant les heures précédant son arrestation que l'expert en arrive à ses conclusions.

Entre 21 h et 3 h, ce soir d'octobre 2001, le député s'est joint à quelques leaders de la communauté rwandaise de Québec pour discuter des possibilités d'échanges commerciaux entre les deux États.

Selon Payne et son hôte, qui l'a servi toute la soirée, il a bu environ une grosse bouteille de bière et trois quarts, soit l'équivalent de 1,9 litre.

Les policiers qui l'ont intercepté sur l'autoroute 20 à la hauteur de Laurier-Station ont décrit sa démarche comme chancelante et hésitante. À cela, ils ajoutent une odeur d'alcool et les yeux rouges parmi les symptômes de consommation observés. Les policiers

étaient tellement convaincus que Payne était en état d'ébriété qu'ils ne lui ont même pas fait passer le test, de dépistage.

À son tour à la barre des témoins, l'accusé a expliqué sa posture et sa démarche particulières par une hernie discale qui avait nécessité son hospitalisation six mois plus tôt, mais dont il souffrait toujours. La douleur irradiait jusque dans sa jambe gauche, a-t-il ajouté.

Les agents de la SQ ont aussi indiqué que Payne roulait à 90 km/h lorsqu'ils se sont approchés de lui. Il a ensuite réduit sa vitesse à 85 km/h avant de remonter à 88 km/h, tout en louvoyant trois fois du bord de l'accroissement à la ligne de démarcation, entre les deux voies.

Là-dessus, l'explication de Payne a été assez surprenante. D'abord, a-t-il dit, il a vu une voiture arriver à une «vitesse folle» tout près derrière la sienne. Il a alors été terrifié et il a figé.

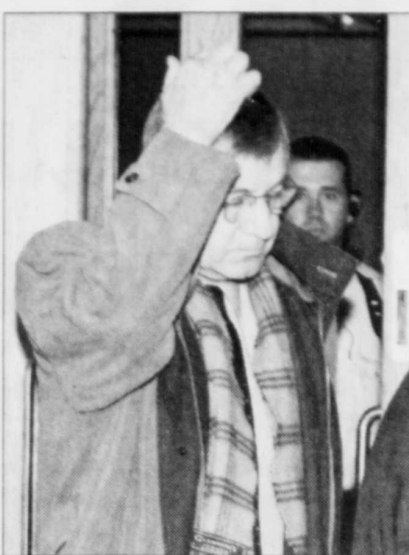
Instinctivement, il a ralenti mais, comme l'autre ne le doublait pas, il a accéléré tandis que l'autre collait toujours à son pare-chocs. Il a alors tenté d'atteindre son cellulaire, puis il s'est penché vers le coffre à gants pour trouver le numéro de «l'ange gardien» que chaque député possède au sein de la SQ. D'ailleurs, d'ajouter Payne, il venait de rencontrer le sien et il lui avait réitéré les consignes de sécurité à la suite du drame du World Trade Center, le 11 septembre.

Quant à la basse vitesse à laquelle il roulait, l'ex-député l'explique d'abord par la mésaventure vécue deux semaines plus tôt par le ministre Guy Chevrette. La limousine de ce dernier avait été suivie par un journaliste pendant qu'elle roulait à 130 km/h. Les députés avaient été mis en garde à ce sujet, comme on leur avait signalé que les agents de la SQ pourraient faire preuve de zèle à la suite d'une mésaventure avec leur employeur.

Quant aux propos que les policiers ont prêtés à Payne dans la voiture de patrouille puis au poste de Laurier-Station, l'ex-député les a tous nuancés ou placés dans un contexte. À l'opposé, le rapport des agents ne fait aucune mention de certaines paroles que l'accusé place dans leur bouche.

Fait particulièrement étonnant, par ailleurs, les policiers disent avoir entendu Payne expliquer à son épouse au téléphone qu'il avait été arrêté parce qu'il avait fait des zigzags. Or, a soutenu celui-ci par la suite, il s'adressait alors à sa femme en... chinois.

On doit déterminer aujourd'hui la date à laquelle les parties présenteront leurs plaidoiries.



David Payne au palais de justice

## CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

Une étude  
confirme  
la qualité du  
modèle québécoisCLAUDETTE SAMSON  
CSamson@lesoleil.com

■ Le modèle québécois des centres de la petite enfance (CPE) est ce qui se rapproche le plus des critères de meilleure qualité tels que définis dans la littérature scientifique internationale, selon une étude réalisée par des chercheurs de l'Université du Québec en Outaouais.

L'équipe a analysé 22 études réalisées dans neuf pays pouvant se comparer au Québec en termes de niveau de vie. Elle en a ressorti les principales conditions permettant de définir un bon service de garde, et les conséquences du respect ou du non-respect de ces conditions sur le développement des enfants.

Selon Guy Bellemare, professeur en relations industrielles ayant participé à l'étude, des services de garde de qualité ont un effet positif sur le bien-être et le développement de tous les enfants, mais c'est particulièrement vrai pour ceux provenant de milieux défavorisés aux plans socio-économique ou affectif.

D'autre part, des services de mauvaise qualité nuisent à l'ensemble des bambins. L'impact de bons services se fait sentir sur les résultats scolaires lors de l'entrée à l'école primaire, ainsi que sur le développement social et cognitif. Les enfants sont plus sociables, moins agressifs, plus autonomes et plus aptes à suivre des consignes complexes, entre autres.

La qualité d'un service de garde est définie selon une série de critères bien spécifiques: participation des parents à la gestion, présence d'un programme de développement, niveau de formation du personnel, conditions de travail, stabilité du personnel, stabilité financière de la garderie, ratio éducateur/enfants, existence d'une réglementation sévère du côté étatique, financement public, buts non lucratifs...

Dans l'ensemble, ces critères correspondent au modèle québécois des

CPE. Mais, avertit Guy Bellemare, aucune étude n'a encore confirmé la qualité effective des CPE, pas plus d'ailleurs que celle des garderies à but lucratif québécoises. Rien ne dit que celles-ci sont meilleures que ceux-là.

Pour l'instant, la littérature internationale sert de référence. Et même à cette échelle, il n'y a pas unanimité sur tous les thèmes.

La définition du niveau de formation, par exemple. Doit-elle être collégiale? Universitaire?

Ou encore sur la définition du programme éducatif. Doit-il être, comme au Québec, axé sur l'apprentissage par le jeu et le développement des capacités émotionnelles et relationnelles, ou encore éducatif, avec apprentissage des mathématiques, des langues, etc? «Il y a des débats», note le chercheur.

L'implication des parents est selon lui une garantie de surveillance de la qualité. De même, l'ensemble des conditions de travail: «Un des meilleurs indicateurs est le salaire», souligne-t-il.

De bonnes conditions sont significatives d'un meilleur climat, et surtout d'une plus grande stabilité. Pour les enfants, il s'agit d'un élément essentiel à l'attachement, qui est au cœur de la notion de bien-être.

À défaut de régler le criant problème du manque de places en CPE au Québec, l'étude de l'UQO aura peut-être le mérite d'orienter le développement des services futurs. C'est en tout cas ce qu'espère l'Association québécoise des CPE, qui demande aux chefs des trois partis d'en prendre connaissance.

## COMPAGNIE MARITIME

## Martin encore sur la sellette

OTTAWA (PC) — Paul Martin, le favori dans la course pour remplacer Jean Chrétien à la tête du Parti libéral du Canada, a été appelé à s'expliquer publiquement hier au sujet de nouvelles révélations concernant une autre apparence de conflit d'intérêts.

Le chef conservateur Joe Clark et le chef de l'Alliance canadienne Grant Hill soutiennent que l'ex-ministre des Finances a fermé des échappatoires en 1994 et a resserré les règles avec des pays comme le Liberia qui n'avait pas d'ententes fiscales avec le Canada afin de favoriser sa compagnie maritime, la Canada Steamship Lines.

Joe Clark et Grant Hill affirment que Paul Martin s'est placé en situation apparente de conflit d'intérêts parce qu'il a omis d'éliminer les mêmes lacunes avec d'autres paradis fiscaux comme la Barbade. Sa compagnie maritime en

aurait profité pour transférer à la Barbade plusieurs navires qui battaient pavillon libérien. «Les Canadiens veulent un premier ministre qui paie des taxes au Canada», dit M. Hill. Le mois dernier, M. Martin cédait son empire maritime à ses deux fils afin d'avoir les mains libres s'il devient premier ministre.

Grant Hill rappelle que Paul Martin n'a pas écouté ses conseillers et omis délibérément des lacunes dans certains paradis fiscaux.

Paul Martin n'était pas disponible pour commenter hier puisqu'il avait un rendez-vous chez le dentiste, a laissé savoir son porte-parole Scott Reid, qui a tenu à préciser que les allégations sont fausses et que Paul Martin a travaillé très fort pour éliminer les paradis fiscaux pendant qu'il était ministre des Finances.

«En fait, les décisions de Paul Martin

n'étaient pas dans les meilleurs intérêts de sa compagnie car cette dernière a été forcée de changer de pays.» M. Reid a également ajouté que le gouvernement a exempté cinq pays des nouvelles règles car elles ont indiqué au Canada que celles-ci allaient nuire à leur développement économique.

Joe Clark a demandé à Jean Chrétien de révéler ce qu'il connaissait des discussions entre Paul Martin et le conseiller en éthique du gouvernement à propos de Canada Steamship Lines.

Le premier ministre a répondu qu'il n'en savait rien puisqu'aucun conflit d'intérêts n'est survenu. «J'ai déjà clairement indiqué que les ministres qui pourraient se placer en conflit d'intérêts doivent se retirer des dossiers en question. Je n'ai jamais entendu parler d'un ministre qui n'a pas respecté cette règle.»

## Pur confort

Optez pour des chaussures faites de main de maître, ajustées par des professionnels d'expérience.



**POULIOT**  
Maître-chausurier

2990, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy  
(près de la Route de l'Église)  
(418) 652-0100  
1 800 363-6172

Nouvelle  
technologie

Pour: Le Photo-rajeunissement  
couperose - taches pigmentaires - rides  
L'Épilation pour elle et lui  
tous les types de peaux et de poils

Défiez le temps en beauté...

Traitement des rides, ridules, lèvres:  
Collagène - Hylaform - Artécoll  
- Restylane - Botox

Laser Alexandrite  
• Épilation rapide, sécuritaire et efficace  
• Prix compétitifs

Supervision par médecin  
et infirmières

Surveillez notre  
nouvelle émission sur  
les ondes de

**Télé-Mag**  
numérique 10  
142

Judi 3 avril 14h00  
Vendredi 4 avril 11h30  
Samedi 5 avril 7h30, 14h30, 23h30

**Dr Élisabeth Morency, MD**  
Omnipraticienne

varices • couperose • cellulite • épilation au laser • rides • peeling  
2954, boul. Laurier, suite 620, Sainte-Foy 650-6652  
http://www.elizabethmorency.qc.ca

Offre de lancement!  
Monture à partir de **229\$\***

Venez voir notre nouvelle sélection de montages percés. Prix régulier à partir de 319\$.

Dr René Marchand, Optométriste  
Acceptons prescriptions de l'extérieur • Examen de la vue sur place

\* Sur une seule paire choisie parmi la collection Selects. Prix pour monture avec un pont en plastique. Lentilles et frais de perçage en sus. Ne peut être combiné à aucune autre promotion. N'a aucune valeur en espèces. Certaines restrictions s'appliquent. Offre valide dans la province de Québec seulement. Cette offre prend fin le 4 mai 2003. Après le 4 mai 2003, le prix régulier de ces montures sera à partir de 319\$. Voir détails en magasin. MD, Marque déposée de Sears, utilisée sous licence au Canada. © Sears Canada Inc.

Lunetterie  
**SEARS**



Payez votre achat  
avec votre carte Sears et  
accumulez des points  
du Club Sears  
Sur approbation du crédit

MD, Marque déposée de Sears,  
utilisée sous licence au Canada.

Carrefour Alma 662-6228 • Carrefour St-Georges 228-7775 • Lac Etchemin 625-4981

27 succursales au Québec

## ÉLECTIONS 2003

JOUR 22

## CITATIONS DU JOUR

«La tête de Parizeau ne peut devenir un enjeu électoral. Ce serait trop bête, il y a des choses plus importantes à discuter.»

— JACQUES PARIZEAU  
annonçant la fin prématurée de sa tournée des cégeps.

«S'il y a une guerre nucléaire, s'il y a un... Si, si, si... Je ne connais pas un parti politique qui fait un programme électoral au cas où il y aurait une guerre nucléaire.»

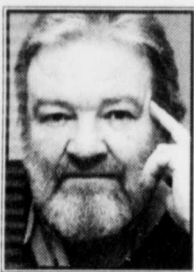
— JEAN CHAREST  
répondant à Bernard Landry, qui met en doute la fiabilité du cadre financier du PLQ.

## PORTRAIT D'ÉLECTEUR

CONRAD DUBUC

### Libéral un jour...

Il fait un froid piquant, à 9 h 30, rue Maguire, à Sillery, en ce lendemain du débat des chefs. L'encre gèle dans le stylo. Il faut trouver un endroit chaud. Un homme entre au Cochon dingue. Il a la soixantaine alerte. Il porte deux journaux sous le bras LE SOLEIL et The Gazette. L'électeur idéal. L'électeur politisé.



Louis-Guy Lemieux  
LGLemieux@lesoleil.com

À l'intérieur, ça sent bon le café espresso. L'endroit est calme. Le contact s'établit tout naturellement.

«Vous avez regardé le débat des chefs? Lequel des trois a réussi la meilleure performance?»

«Assez égal dans l'ensemble. Mais Charest a été le plus fort. Il était visiblement très bien préparé. Il n'a pas passé le K-O. À Landry, pourtant la référence à la nouvelle gaffe de Parizeau sur le vote ethnique était de bonne guerre. C'est une leçon pour le PQ. Les chefs péquistes devraient surveiller leurs propos au sujet des communautés culturelles. Le racisme fait partie de l'agenda caché du PQ. Le débat confirme mon option libérale.»

Notre homme s'appelle Conrad Dubuc. Il est à la retraite. Il a été sous-ministre adjoint à la Santé. Ingénieur de formation, il avait commencé sa carrière dans un bureau de génie-conseil.

Il dit: «Je suis un libéral de nature, c'est-à-dire de famille. De père en fils et de mère en fils. Je suis un nationaliste canadien, comme plus de la moitié des Québécois.»

M. Dubuc dit n'avoir jamais milité activement pour aucun parti politique. «J'envoie, dit-il, ma modeste contribution à la caisse du Parti libéral, à Québec et à Ottawa. Je connais les programmes de chacun dans le détail». Autrement dit, on ne peut pas lui en passer une petite vite.

L'avenir du Québec le préoccupe au plus haut point. Ses deux préoccupations majeures sont l'économie et la démocratie. Il croit que le PQ maquille la vérité sur ces deux sujets cruciaux.

«Nous sommes l'État le plus taxé du monde occidental et, en même temps, celui qui investit le moins dans le système de santé. Nous sommes aussi au 57<sup>e</sup> rang quant au niveau de vie sur 60 États nord-américains.»

Pourquoi en sommes-nous arrivés là? «Dédoulement de compétence, érofit-il, nombre effarant de ministères et d'organismes, interventionnisme du gouvernement à tous les paliers de la vie des gens et mauvais choix des priorités.»

Conrad Dubuc constate en outre que les vrais coûts de la séparation du Québec du reste du Canada n'ont jamais été vraiment comptabilisés. Et le déficit zéro, dont parle le premier ministre, serait une pure fumisterie.

Quant à la démocratie, il constate que les fusions municipales forcées ont définitivement discrédité le PQ à ce sujet.

«Il faudrait peu de choses, dit-il, quelques points de plus dans les prochains sondages pour voir le parti de Jean Charest prendre un élan irrésistible. Alors pourquoi pas un gouvernement libéral majoritaire par une courte tête? La performance du petit gars de Cacouna et la répartition du vote francophone sont les clés de l'énigme.»

Par la fenêtre du restaurant, on voit Margaret Delisle faire du porte-à-porte dans les commerces de la rue Maguire. «Ce sera difficile pour la candidate libérale de Jean-Talon, laisse tomber Conrad Dubuc. La Cité universitaire fait maintenant partie de son comté.»

Publié hier, le «Portrait d'électeur» portant sur Hélène Jobin, une enseignante qui fait partie d'un club de marche de la région de Québec, a été rédigé par notre journaliste Louis-Guy Lemieux, non pas par son collègue Normand Provencher. Nos excuses.

## LES CHEFS AUJOURD'HUI



### HORAIRE DE BERNARD LANDRY

- 9 h 30 Point de presse à l'Institut national de recherche scientifique, à Laval
- 10 h Visite de l'INRS (531, boul. des Prairies, Laval)
- 10 h 20 Visite du Centre québécois d'innovation en biotechnologie à Laval
- 13 h 15 Visite de l'entreprise Messier-Dowty, 13 000, rue du Parc, Mirabel



### HORAIRE DE JEAN CHAREST

- 9 h 15 Visite de l'entreprise Cerminco, (4125, rue Garlock, Sherbrooke)
- 9 h 45 Point de presse national et régional à l'entreprise Cerminco
- 15 h 30 Point de presse national et régional (centre Paul-Gilbert, boul. du Centre Hospitalier, Lévis)
- 19 h 30 Rassemblement de militants (Centre sportif Le Bucheron, 221, rue Saint-Louis, Montmagny)



### HORAIRE DE MARIO DUMONT

- 8 h 45 Visite au Groupe Maritime Verreault (146, rue Principale, Les Méchins)
- 9 h 45 Point de presse (146, rue Principale, Les Méchins)
- 13 h 30 Dîner à la Cantine Fortier (320, boul. St-Benoît, Amqui)
- 17 h 10 Visite au local électoral de Rivière-du-Loup (7, côte Saint-Jacques, Rivière-du-Loup)

# Parizeau tire sa révérence

GUY BENJAMIN  
GBenjamin@lesoleil.com

■ Accueilli en héros au cégep de Lévis-Lauzon hier matin, Jacques Parizeau a mis fin à «sa» campagne en précisant dans un communiqué que sa tête ne peut devenir un enjeu électoral.

«On veut un pays!» scandaient environ 200 cégepiens venus entendre le controversé personnage leur parler de la souveraineté du Québec dans le contexte de la mondialisation. Ce qui était aussi le sujet de la conférence prononcée lundi à Shawinigan, avant de dévier sur la déclaration du soir du référendum, à la suite d'une question d'un étudiant.

Un Jacques Parizeau très prudent, qui a refusé de répondre aux questions des journalistes, n'a aucunement dévié hier matin. À la question d'un étudiant qui voulait savoir s'il mettait fin à sa participation à la campagne électorale en raison de sa déclaration de lundi, l'ex-premier ministre a donné une réponse très brève. «À cause de la déclaration et de ses suites», a-t-il répondu. Question suivante svp!

Impossible d'éviter totalement le sujet du vote des immigrants. À la question d'une étudiante sur ce vote lors d'un prochain référendum, Parizeau y est allé avec prudence. «J'ai eu l'occasion

de le dire, et il faut que je fasse très attention aux mots que j'utilise», a été le début de la réponse.

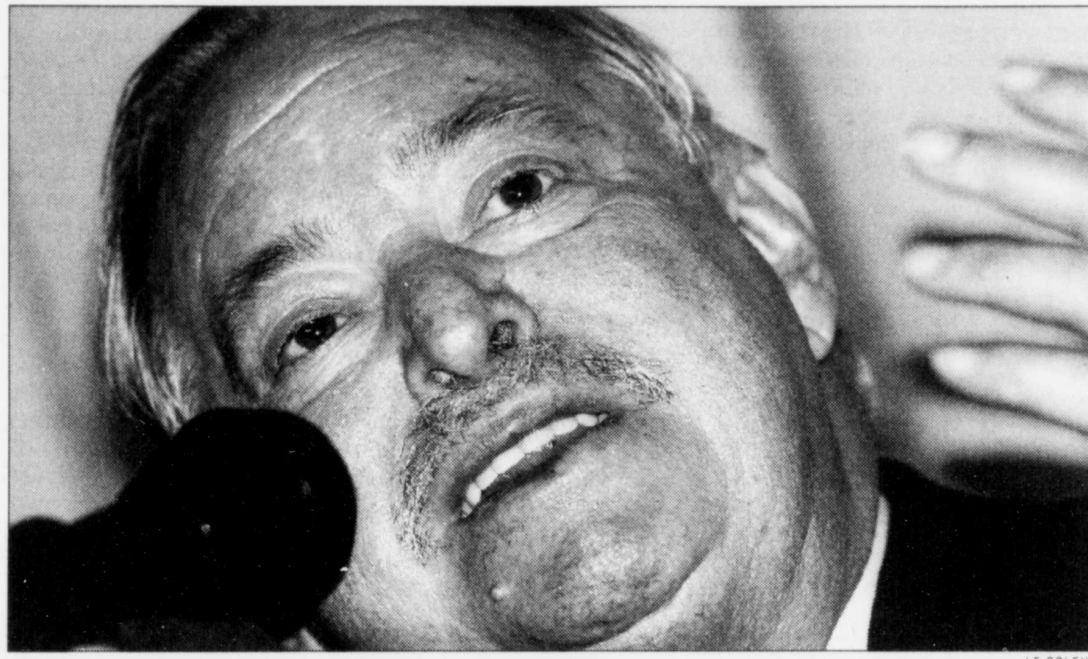
Pour le reste, le conférencier a répété les résultats du sondage de Génération-Québec selon lequel 40% des enfants d'immigrants, arrivés très jeunes au Québec ou nés ici, appuient la souveraineté. «Ils sont exactement comme les autres jeunes», a-t-il ajouté.

Il a profité de cette réponse pour préciser qu'on cherchait des «bibittes». L'ex-premier ministre a tenu à corriger une erreur. Il avait dit précédemment que le sondage avait été effectué auprès de 2000 personnes, alors que 1025 personnes ont été interrogées. «Imaginez, ça jouait à la radio ce matin», a-t-il dit.

Tentative infructueuse d'une journaliste qui a demandé à Parizeau si l'accueil reçu peut le faire changer d'idée. Le conférencier a dit s'en tenir au communiqué publié plus tôt.

«La tête de Parizeau ne peut devenir un enjeu électoral», lit-on dans le communiqué. «Dans le genre de rôle que je joue, on ne fonctionne que lorsqu'on est utile. Quand on cesse de l'être, on décroche», y lit-on également.

Dans ce message écrit, Jacques Parizeau accuse Jean Charest, qui a refusé de s'excuser, d'envenimer le débat en se livrant à une charge indigne d'un aspirant à la fonction de premier ministre. Une agressivité mesquine et contraire à l'éthique élémentaire, manifestement utilisée pour nuire à la campagne du PQ, est-il écrit.



«La tête de Parizeau ne peut devenir un enjeu électoral», a soutenu l'ex-chef du PQ.

## Un étudiant bien étonné

NORMAND PROVENCHER  
NProvencher@lesoleil.com

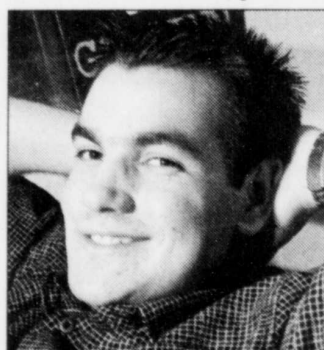
L'étudiant du cégep de Shawinigan qui a mis dans l'eau chaude l'ex-premier ministre Jacques Parizeau, avec une question sur l'issue du dernier référendum, est le premier étonné par l'ampleur prise par l'affaire. Même s'il ne cache pas son penchant pour l'ADQ, Éric Lafontaine avoue ne jamais avoir cherché à placer l'ex-premier ministre péquiste dans l'embarras.

«J'étais à la bonne place, au bon moment, avec la bonne question», se contente de dire l'étudiant en techniques administratives de 19 ans, en entrevue téléphonique au SOLEIL, hier après-midi. Le jeune homme, qui votera pour la première fois le 14 avril, dit n'avoir rien planifié. C'est par l'entremise d'un ami qu'il a appris par hasard, deux heures avant l'événement, lundi après-midi, que Jacques Parizeau allait prononcer une conférence à la cafétéria de son collège.

«Mon but n'était pas de le caler, ça n'a aucun rapport, je n'avais même pas prévu poser une question», explique l'étudiant, qui ne se considère pas comme un militant. «C'est seulement que les référendums, je suis tanné d'en entendre parler et j'ai voulu savoir ce qu'il en serait si le Parti québécois était réélu. C'est bien beau le Québec libre, mais il faut aussi être réaliste, ça risque de ne jamais arriver», poursuit celui qui avoue avoir flirté

avec les thèses souverainistes alors qu'il était au secondaire. «Il y a eu deux référendums et ils ont été perdus, il faudrait arrêter d'essayer, arrêter de mettre de l'argent là-dedans et trouver une façon de fonctionner dans le Canada. J'espère avoir fait réfléchir les militants péquistes.»

Sans l'avoir voulu, Éric Lafontaine allait contribuer avec sa question à faire sortir quelques squelettes du placard constitutionnel. Le soir même, au débat des chefs, Jean Charest utilisait la réponse de Jacques Parizeau pour tenter de



Éric Lafontaine ne voulait pas «caler» M. Parizeau

mettre en boîte Bernard Landry. La controverse a finalement amené hier l'ancien premier ministre à prendre ses distances de la campagne électorale et à annuler la tournée des cégeps qu'il avait entreprise pour donner un coup de pouce au Parti québécois.

Éric Lafontaine a regardé le débat des chefs et en retient—outre les retombées de sa fameuse question—la bonne performance de Mario Dumont. «Mon idée était déjà faite, mais j'ai trouvé qu'il avait été celui qui s'était le plus démarqué. Il a été capable de parler au monde sans toujours regarder ses feuilles.»

Le jeune homme terminera ses études collégiales l'an prochain. Il aimerait bien lancer une entreprise de services. Quelques étés passés à tondre le gazon lui ont donné des idées. «C'est justement une chose que j'aime dans le programme de l'ADQ, celle de réduire la paperasse pour les PME. Ça les aiderait certainement à mieux fonctionner.»

## Landry embaucherait les fonctionnaires fédéraux

MYLÈNE MOISAN  
MMoisan@lesoleil.com

■ Si le Québec accédait à son indépendance, Bernard Landry ouvrirait la porte de la fonction publique québécoise aux quelque 70 000 fonctionnaires fédéraux, comme l'avait promis Jacques Parizeau en 1995. «On appelle ça une erreur», a pourtant admis l'ex-premier ministre.

**Parizeau juge que ce fut une erreur de promettre ça en 1995**

Si c'était à refaire, M. Parizeau ne s'engagerait pas à rapatrier à Québec les milliers de fonctionnaires fédéraux qui travaillent dans la Belle Province. «Il y a des erreurs qu'on ne fera plus», a-t-il dit en début de semaine devant des cégepiens à Shawinigan. M. Landry n'est pas de cet avis, a-t-il affirmé hier, arguant que les temps ont changé depuis.

«On verra. Moi, j'ai toujours dit qu'il y aurait de la place parce que le Québec

est sous-représenté dans la fonction publique fédérale, a expliqué M. Landry hier après-midi. On fait 24% de la population et on a 17% des fonctionnaires. Alors, notre État national, avec l'attrition des deux côtés, sera tout à fait capable d'équilibrer tout ça. Nous sommes des tenants de la sécurité d'emploi.»

Lors de son discours à Shawinigan, M. Parizeau avait été catégorique sur cette question. «Moi, j'ai fait un bien grosse erreur en promettant aux employés du gouvernement fédéral une job équivalente dans un Québec souverain, quelle qu'elle soit. Ça ne nous a pas fait gagner un vote en Outaouais et ça nous en a fait perdre à Québec, parce que là, les fonctionnaires ont dit: "On va perdre notre job." Ça s'appelle une erreur en politique, ça.»

En effet, pendant la campagne référendaire de 1995, M. Parizeau s'était

## Landry reste de marbre

MYLÈNE MOISAN  
ET RAYMOND GIROUX  
MMoisan@lesoleil.com  
RGiroux@lesoleil.com

VARENNES—La décision de Jacques Parizeau de tirer sa révérence ne fait ni chaud ni froid à Bernard Landry, qui a répété hier qu'il respecterait la décision prise par l'ancien premier ministre.

Associé au Parti québécois, qui payait ses dépenses, M. Parizeau a décidé hier de mettre un terme à la tournée des cégeps qu'il avait entreprise depuis le début de la campagne électorale. «Je ne lui ai pas parlé. J'ai dit qu'il était juge de la meilleure décision à prendre. Il a décidé de se retirer et je respecte sa décision», a réagi le premier ministre hier, qui dit cultiver «l'égalité de l'âme». Il a assuré qu'il ne tentera pas de convaincre M. Parizeau de revenir sur sa décision.

M. Landry n'a pas jugé nécessaire de prendre ses distances de l'intervention controversée de son conseiller, estimant qu'un «homme comme moi, qui a eu la vie qu'il a eue, n'a pas besoin de se dissocier de ce genre de propos». Il a plutôt souhaité pouvoir enfin passer à autre chose. «Cette affaire est der-

**« Cette affaire est derrière nous. J'ai dit ce que j'avais à dire là-dessus »**

rière nous. Mon "nous" est inclusif et ma vie est conforme avec mon "nous". J'ai dit ce que j'avais à dire là-dessus.»

Même si la controverse entourant Parizeau a dérangé l'agenda du premier ministre depuis lundi, ce dernier affirme qu'il ne modifiera pas sa stratégie, «puisque'il ne faisait pas partie de notre stratégie de campagne». En anglais pourtant, M. Landry a reconnu que l'ex-premier ministre était «associé» au sprint électoral du Parti québécois.

DUMONT

De passage à Montmagny, le chef adéquate Mario Dumont soutient que le retrait de M. Parizeau «signifie qu'on va revenir aux vraies priorités des Québécois comme l'économie de demain, la santé, l'éducation».

Ce retrait arrive à un moment où, comme avec l'épisode des défections, péquistes et libéraux «vont toujours rebrasser les histoires du passé, vont toujours travailler à revenir en arrière». Seule l'ADQ, à son avis, «garde les yeux sur l'avenir plutôt que revenir dans les chicanes du passé».

CHAREST

Informé du retrait de M. Parizeau, le chef libéral a soutenu que cela ne changeait rien. «Même s'il choisit de s'absenter de la campagne, le choix demeure toujours et ce choix est la souveraineté, alors que nous on choisit la santé. Cela ne change rien. On va rappeler à ceux qui votent le 14 avril que c'est le choix qui est offert», a commenté M. Charest.

«Quand M. Parizeau est en campagne, ce n'est pas pour faire la promotion de la politique agricole du Parti québécois. Il est là pour aborder un seul sujet, qui lui tient à cœur, et qui est au cœur du programme du Parti québécois pour le vote du 14 avril», a renchéri le chef libéral.

Avec la collaboration de la Presse canadienne

**Parizeau était là pour parler souveraineté, juge Charest**



Le chef libéral a battu quelques mesures lors d'une visite à un salon ds aînés.

## COMPRESSIONS LIBÉRALES Les détails dans un an pour les ministères

STÉPHANE PAQUET  
S.Paquet@lesoleil.com

■ SAINT-SAUVEUR — Les Québécois sauront après les élections dans les budgets de quels ministères un gouvernement de Jean Charest couperait pour financer les baisses d'impôt qu'il promet et la hausse des budgets en Santé et en Éducation.

« Nous aurons besoin d'un an pour revoir le fonctionnement du gouvernement », a admis hier, Jean Charest, se refusant à donner de plus amples détails sur les ministères qui couperaient. « Nous irons aussi rapidement que nous le pouvons. Le budget que nous déposons respectera notre plan. »

Ce plan prévoit un gel du budget de tous les ministères, soit une enveloppe globale de 16 milliards\$. Dans ses documents, le PLQ estime à 2% le taux d'inflation annuelle. Ainsi, s'il prend le pouvoir, le PLQ devra effectuer des compressions de plus de 1,6 milliard\$ sur cinq ans pour maintenir le déficit zéro.

À titre d'exemple, ce 1,6 milliard \$ équivaut aux budgets combinés des ministères suivants: Agriculture, Culture, Environnement et Régions. Ou à celui du seul ministère des Transports.

Hier, M. Charest a rappelé qu'il entendait réorganiser le gouvernement en mettant fin aux activités des certains organismes sans but lucratif créés par Québec, parce que ces activités peuvent être prises en charge par les ministères, a-t-il dit. Il entend aussi abolir les Régies régionales de la Santé. Et la mise en place d'un gouvernement en ligne lui permettrait également de faire des économies, soulent-il.

Jean Charest se fie également au départ à la retraite de nombreux fonctionnaires au cours des prochaines années. Les électeurs « savent qu'on ne prendra pas une approche dogmatique, que ça se fait aussi dans un contexte où il y a 44% de la fonction publique québécoise appelée à prendre sa retraite. » Vérification faite, ces 44% de fonctionnaires quitteront d'ici l'année 2010-11.

### LA GUERRE NUCLÉAIRE

Quand il critique le cadre financier du PLQ, Bernard Landry prend sou-

## 30 millions \$ pour les femmes violentées

■ SAINT-SAUVEUR — Dans le cadre enchanteur des Basses-Laurentides, le chef libéral a annoncé hier matin qu'un éventuel gouvernement Charest investirait 30 millions\$ de plus pour les femmes victimes de violence dès sa première année de gouvernance. Le PLQ répond ainsi aux demandes des représentantes de maisons d'hébergement qui interpellent les chefs depuis le début de la campagne. « Ça n'a pas toujours été évident pour eux de briser le silence », a souligné M. Charest en précisant que les statistiques sur la violence faite aux femmes étaient à la hausse ces dernières années. Cet apport financier supplémentaire représente environ

l'exemple de la guerre des moutons qui, si elle reprenait, nécessiterait des sommes supplémentaires à la Sécurité publique. Quand un journaliste lui a soumis cette hypothèse, Jean Charest a eu cette réplique: « Je ne connais pas, moi, un parti politique qui fait un programme électoral au cas où il y aurait une guerre nucléaire. C'est le gros bon sens », a-t-il dit, sans répondre à l'hypothèse avancée.

Pour savoir où les libéraux couperont, Jean Charest renvoie les électeurs à ses valeurs libérales. « C'est à partir de ses valeurs qu'on connaît les choix ou le sens des choix qu'un gouvernement serait appelé à faire. »

Mardi, le président l'Union des producteurs agricoles, Laurent Pellerin, est sorti d'une rencontre avec Jean Charest moins inquiet que lorsqu'il était entré, a-t-il dit aux journalistes. « Je pense qu'on peut déceler que, sur l'environnement, il y aurait comme une caution favorable » a dit le président de l'UPA, qui permettrait de « rajouter de l'argent sur des mesures agro-environnementales ».

D'autres groupes ont aussi eu droit à des promesses. Le 29 octobre dernier, le critique libéral en matière de famille et d'enfance, Russel Copeman, disait qu'à « l'intérieur du volet de développement de notre politique familiale, et pour poursuivre le développement, cela veut dire des crédits supplémentaires pour le ministère de la Famille et de l'Enfance. Il n'y a pas de doute là-dessus. »

Le 23 septembre, c'était la porte-parole libérale en matière de Culture, Line Beauchamp, qui laissait entendre que la culture ne serait peut-être pas affectée par les coupes. « On parle d'un gel si notre cadre financier très conservateur devait se réaliser tel quel », disait-elle, avant d'ajouter qu'il « est trop tôt pour dire à quoi ressembleront nos budgets de la culture ».

l'équivalent du financement actuel de la centaine de centres d'hébergement pour femmes au Québec. Jean Charest a aussi indiqué qu'il y aurait des fonds supplémentaires pour les maisons pour hommes violents. Ces sommes seraient prises à même le budget de la Santé. Depuis le début de la campagne, des femmes, dont certaines avec des masques blancs, demandent aux trois chefs de partis de s'engager à mettre plus d'argent pour les maisons qui hébergent les femmes victimes de violence. Le chef péquiste leur a également promis plus d'argent, mais pour la recherche qui servirait à mieux comprendre les causes du phénomène. S.P.

## « Un vote pour les libéraux est un vote pour les défusions »

Landry demande à Charest de revenir sur sa promesse d'une loi-cadre

MYLÈNE MOISAN  
MMoisan@lesoleil.com

■ MONTRÉAL — Désirant « tourner la page » sur l'« épiphénomène » Parizeau, Bernard Landry a prié hier Jean Charest de renoncer à sa loi permettant les défusions, l'accusant du même souffle d'être « incohérent » et de ne pas avoir l'étoffe d'un chef d'État.

Quarante-huit heures après le débat télévisé des chefs, où Jean Charest a fait un plaidoyer en faveur des villes fusionnées, le premier ministre a offert sa réplique. « Maintenant que le chef du Parti libéral a dit qu'il était d'accord avec les grandes villes, au nom de l'intérêt public et du bien commun, je lui fais l'appel suivant : qu'il s'engage à ne pas présenter de loi permettant de démolir les grandes, permettant de ne pas permettre les défusions. Ce serait un geste de cohérence, de courage. »

Se défendant de ne pas avoir eu la présence d'esprit de répliquer devant plus de deux millions de Québécois, M. Landry a rétorqué qu'il n'était « pas question du débat des chefs, mais de l'intérêt national ». Après avoir laissé planer le spectre d'années de « débats, de querelles et de référendums », le premier ministre a invité son adversaire à démontrer que son intervention lors du débat n'était pas seulement une « tactique » pour se dépêtrer dans cet épineux dossier.

M. Landry soutient que si M. Charest ne revient pas sur sa promesse, il prouvera que son cri du cœur de citoyen

n'était qu'une astuce. « Il n'a pas simplifié son cas en faisant ça, il l'a aggravé, croit le premier ministre. Si M. Charest devenait premier ministre, hypothèse hautement improbable, il nommerait un ministre des Affaires municipales dont la première loi serait de permettre de défaire les grandes villes. On est pour les grandes villes ou on n'est pas pour les grandes villes. »

M. Charest, lui, trouve l'intervention de son adversaire un peu tardive. « Ça n'a pas été un enjeu pendant les deux heures du débat, ils ne l'ont pas soulevé une seule fois. Là, on se retrouve en décalage deux jours plus tard. Pis wouh, wouh, tiens, heh, je voulais parler de ça. Alors, le jupon dépasse un petit peu », a-t-il répondu, ajoutant que « M. Landry commence déjà son travail de chef de l'opposition », en lui demandant de retirer un projet de loi. « Le mode panique s'installe au Parti québécois. »

M. Landry croit plutôt qu'il s'agit d'une question de courage politique. « Nous avons eu le courage de faire les grandes villes, il faut maintenant que Jean Charest ait le courage de ne pas les défaire », a-t-il dit, comme s'il apprê-

hendait déjà devoir passer le flambeau du pouvoir. « Nous avons fait le débat, les libéraux ont combattu tant qu'ils ont pu et maintenant que le chef vient de se convertir aux grandes villes, il faut qu'il, en assure l'avenir », a-t-il ajouté.

Aux yeux du chef péquiste, « quelqu'un qui veut être premier ministre du Québec et qui veut rediviser Montréal en municipalités n'est pas prêt à être premier ministre ». Reprenant le slogan libéral à sa façon, M. Landry a affirmé que les libéraux « étaient peut-être prêts à faire campagne, mais ils ne sont pas prêts à gouverner ».

Alors que M. Charest ne cesse d'inviter M. Landry à discuter santé, M. Landry en fera de même pour les défusions. Il s'est défendu de faire de cette question une diversion à la controverse entourant Jacques Parizeau, le prévenant toutefois qu'il en ferait une « obsession ». Dans son communiqué d'ailleurs, M. Landry affirme qu'« un vote pour les libéraux est un vote pour les défusions ».

À savoir si la loi-cadre était bel et bien une promesse électorale, le chef libéral a répliqué que « ça peut l'être pour certaines personnes ». De toute façon, laisse-t-il entendre, les citoyens sauront juger. « On tombe vraiment dans l'hypothétique. Moi, je fais confiance au bon jugement des citoyens qui vivent dans les villes, qui se sont vus imposer des fusions forcées. »

Avec la collaboration  
de Stéphane Paquet



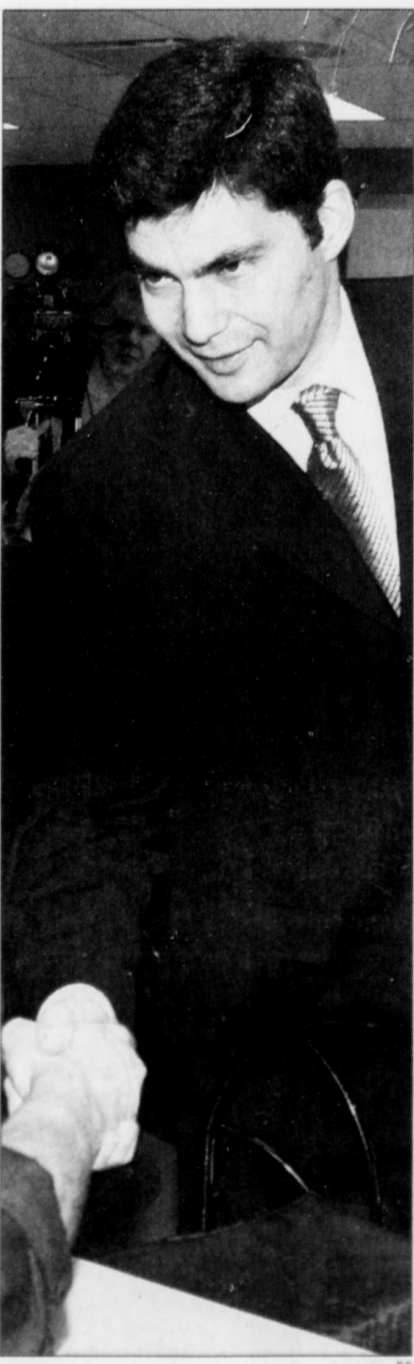
Le chef du PQ risait un complexe pétrochimique hier à Montréal.

## Dumont tient le cap

Le chef de l'ADQ veut poursuivre la lutte dans chaque circonscription

RAYMOND GIROUX  
RGiroux@lesoleil.com

■ MONTMAGNY — Mario Dumont tient le cap. « La campagne se joue comté par comté et dans chacun des comtés, on dit aux gens qu'on veut gagner, a-t-il dit hier, à Montmagny. Nous l'abordons de façon très seraine, et les électeurs décideront le 14 avril. »



Le chef adéiste multiplie les poignées de main.

« L'attention des gens revient sur la campagne, cette semaine, a ajouté le chef de l'ADQ. On pense qu'il reste beaucoup de travail important à faire. »

« Trois partis sont susceptibles de former le gouvernement, majoritaire ou minoritaire dépendamment de la répartition des sièges », a-t-il dit. Mais parole de M. Dumont, l'ADQ ne vise pas l'opposition officielle, à l'Assemblée nationale.

« J'ai démissionné du Parti libéral quand il n'a pas été fidèle aux intérêts du Québec, et les gens ont bien compris que l'ADQ aura toujours une fidélité première au Québec, a-t-il précisé. Mon engagement à défendre le Québec est sans nuances. Il n'y a pas besoin de discours et de bla-bla. »

Mais il y a une différence entre défendre fermement les intérêts du Québec dans tous les dossiers, selon lui, et « faire par exprès pour relancer des chicanes constitutionnelles stériles ». M. Dumont a par ailleurs martelé le thème de la décentralisation des pouvoirs vers les régions en accusant les péquistes d'incompétence dans ce domaine.

« Les gens des régions sont fatigués d'avoir l'impression d'aller quêter » à Québec à chaque fois qu'ils veulent démarrer un projet et « fatigués aussi d'avoir à expliquer leurs réalités propres à des gens qui regardent les grands ensembles », a-t-il dit devant environ 150 membres et invités de la Chambre de commerce et des industries de Montmagny.

« Les régions ont peu d'emprise sur leur développement » malgré le grand nombre d'institutions locales, a dénoncé le chef de l'ADQ. « Le gouvernement multiplie les interventions, multiplie les programmes », a-t-il dit, mais il est très difficile pour une région comme Montmagny de se démarquer face aux avantages fiscaux dont jouissent ses voisins. « C'est une situation qui doit être corrigée. »

« Les régions sont aussi fatiguées de devoir modifier leurs projets pour les

faire passer dans le moule » prévu par le gouvernement, a-t-il ajouté. « Nous avons au Québec un des gouvernements les plus centralisés au monde. »

« Il est temps, en matière de décentralisation, de passer de la parole aux actes, a dit M. Dumont. Nous sommes le seul parti qui peut le faire, qui va le faire, car la décentralisation est absolument incompatible avec le modèle de gouvernement en place et que les autres partis veulent maintenir. »

L'ADQ dénonce l'absurdité du découpage géographique des programmes d'aide aux entreprises. Montmagny, par exemple, qui perdra 700 emplois sur les 9000 que compte la région immédiate, avec la fermeture annoncée de l'usine Whirlpool, vit « dans les limbes, dans un entre-deux », selon l'expression de M. Dumont.

Lévis, plus à l'ouest, profite d'un Carrefour de la nouvelle économie et de ses incitatifs fiscaux, et le Bas-Saint-Laurent, à l'est, reçoit un soutien gouvernemental pour les PME manufacturières. Mais rien pour Montmagny.

Dans le cas précis de Whirlpool et des éventuels chocs économiques qui frapperont ailleurs au Québec, M. Dumont propose de créer un fonds spécial non récurrent pour pallier les difficultés actuelles en appuyant le démarrage d'entreprises et en offrant des programmes de formation.

M. Dumont a par ailleurs promis en point de presse d'alléger le fardeau fiscal des entreprises en « remettant une partie des aides publiques aux créateurs d'emplois et en réduisant le nombre et la générosité des mesures d'aide en même temps que le fardeau fiscal ».

Un gouvernement adéquiste réduirait ainsi crédits d'impôt aux entreprises de 400 millions \$ par année tout en réduisant d'un autre bloc de 400 millions \$ leur fardeau fiscal.

« Cette politique, a-t-il dit, permettra de remettre 1,8 milliard de dollars sur cinq ans pour accroître le développement des entreprises. »

Le système actuel, soutient M. Dumont, « coûte cher pour tout le monde mais les plus habiles et les plus fins vont être capables d'aller s'en rechercher. Les mauvaises langues diront que peut-être les plus amis avec le régime en place vont réussir à en chercher une petite tranche supplémentaire ».

## ÉLECTIONS 2003 JOUR 22

SYSTÈME CORRECTIONNEL

## Les partis n'affichent pas leur couleur

Claudette Samson  
CSamson@lesoleil.com

Considérée comme une priorité au lendemain de la mort d'Alexandre Livernoche, en 2000, la réforme du système correctionnel adoptée par l'Assemblée nationale il y a près d'un an n'est toujours pas appliquée, faute d'argent. Aucun parti n'a toutefois annoncé ses couleurs sur cette question. Aurait-il fallu un drame en pleine campagne électorale?

À l'époque, le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, avait confié que ce drame l'avait empêché de dormir. Il avait commandé une étude au professeur Claude Corbo, qui a inspiré la nouvelle loi.

Mais aujourd'hui, les organismes intéressés par cette question sont très inquiets, confirme Johanne Vallée, de l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec, qui regroupe les maisons de transition.

Interrogés tour à tour, chacun des grands partis se défend pourtant d'avoir délaissé cet enjeu, évalué à environ 15 millions \$.

L'Action démocratique a inscrit son intention de « resserrer la gestion des libérations » dans sa plate-forme électorale, soumet le porte-parole en matière de justice, François Corriveau.

## LE LIBÉRAL CONFIANT

Malgré un gel annoncé des budgets des ministères autres que l'Éducation et la Santé, le porte-parole en sécurité publique du Parti libéral, Jacques Dupuis, se dit confiant que la revue des programmes permettra de dégager rapidement l'argent « pour donner suite à des priorités comme le système correctionnel ».

Quant au ministre de la Sécurité publique et candidat pour le Parti québécois, Serge Ménard, il admet que ce dossier a semblé avoir une importance relative pour « certains », mais que l'application de cette réforme est « définitive-

ment » à son agenda. Aux dernières nouvelles, le Conseil du Trésor, qui tient les cordons de la bourse, « réalise de plus en plus qu'on a raison », dit-il.

À défaut de passer en mode opération, son ministère a quand même entrepris de former son personnel.

Mais il lui manque toujours les outils informatiques qui permettraient d'avoir accès à l'ensemble de l'histoire correctionnelle d'un détenu, qu'elle soit fédérale ou provinciale.

« Il est certain que celui qui a décidé de libérer Mario Bastien (auteur du meurtre d'Alexandre Livernoche) ne l'aurait pas libéré s'il avait connu son dossier fédéral », soumet M. Ménard.

Selon lui, l'événement a aussi rendu le personnel correctionnel « frieux ». En moins d'un an, le nombre de détenus maintenus en incarcération aurait grimpé de 400.

Le candidat péquiste croit par ailleurs toujours à son projet de remplacement des peines d'emprisonnement pour non-paiement d'amendes par d'autres mesures punitives, ce qui dégagerait une certaine marge de manœuvre financière.

Là-dessus, tant l'ADQ que le PLQ abondent dans le même sens.

## FAIRE PAYER LES DÉTENUS

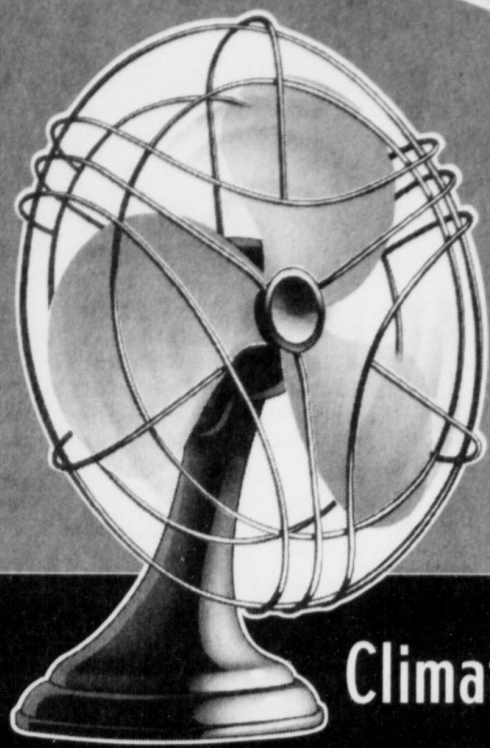
Avant d'être candidat pour le Parti libéral, l'avocat Marc Bellemare défendait l'idée de faire payer les détenus pour leur hébergement.

Son collègue Jacques Dupuis se fait plus circonspect.

La proposition mérite d'être étudiée, dit-il, mais « pas au point d'en faire un engagement ». Il est selon lui plus prioritaire de ne pas indemniser les criminels de la route.

La participation des prisonniers aux frais d'hébergement ne fait pas partie des solutions de l'ADQ et du PQ pour abaisser les coûts du système.

En un an,  
400 détenus  
ont été  
maintenus  
en  
incarcération

CLIMATISEZ  
À VOLONTÉ

Climatiseur à nos frais\*

0% À L'ACHAT\*

0\$ À LA LOCATION  
Aucun comptant\*\*\*  
GM paie la 1<sup>re</sup> mensualité\*\*  
et le dépôt de sécurité\*\*\*

MONTANA PONTIAC

349\$/mois\*\*  
0\$ comptant

LOCATION	MENSUALITÉ	COMPTANT	MONTANA
48 MOIS	349\$	0\$	<ul style="list-style-type: none"> <li>PLUS FAIBLE CONSOMMATION D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE POUR UNE QUATRIÈME ANNÉE CONSECUTIVE**</li> <li>SÉCURITÉ 5 ★★★★★★</li> <li>Moteur V6 3,4 L de 185 HP</li> <li>Boîte automatique 4 vitesses à contrôle électronique</li> <li>Deux portes latérales coulissantes</li> <li>Vitres, miroirs chauffants et portes à commandes électriques</li> <li>Lecteur CD</li> <li>Sacs gonflables avant et latéraux, conducteur et passager</li> <li>Freins ABS aux 4 roues</li> <li>Climatiseur</li> <li>Volant inclinable</li> <li>Vitres teintées</li> <li>Système antivol PASS-Key III</li> </ul>
	268\$	3783\$	

Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise

Pour 30\$/mois\*\* de plus  
0\$ comptant / Location 48 mois

OBTENEZ, EN PLUS DES CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE :

MONTANA SPORT

- Porte-bagage
- Peinture 2 tons
- Roues en aluminium
- Configuration 7 places incluant 4 sièges baquets
- Télédévrouillage des portes
- Régulateur de vitesse



Vos concessionnaires  du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2003 en stock suivants : Montana (20N16/707A), Montana sport (20N16/15B/708K). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. \*Offre valide en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 2 juin 2003. S'applique à l'achat ou à la location. La taxe d'accise applicable au climatiseur est à la charge du consommateur. \*\*Taux de financement à l'achat de 0% disponible pour des termes allant jusqu'à 48 mois. \*\*\*Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. \*\*\*\*À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent (voir tableaux). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. \*Les mensualités à la location tiennent compte des crédits applicables. \*\*Données fournies par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2003. \*\*\*Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers des sièges avant lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par le National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. L'offre de financement à l'achat et celle du climatiseur ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupees, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C&P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiple et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas non plus aux Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômes et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

## EN BREF

## Le PLQ présente sa plate-forme régionale demain

C'est finalement demain après-midi, une dizaine de jours avant l'élection, que le Parti libéral du Québec dévoilera sa plate-forme régionale pour la Capitale, en présence de Jean Charest. Outre le prolongement de l'autoroute Du Vallon, déjà annoncé, le PLQ fera connaître son appui aux fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec et à la Promenade Samuel-de-Champlain. É.M.

## Les travailleurs de la Gaspésie louangent le péquiste Harold Lebel

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le candidat péquiste dans Kamouraska-Témiscouata, Harold Lebel, a reçu un appui inattendu. Le syndicat des travailleurs de Papier Gaspésia de Chandler, louange le travail du candidat dans le dossier de cette usine, de sa fermeture à sa réouverture. Le syndicat des travailleurs de Papiers Gaspésia indique que même en campagne électorale, M. Lebel, qu'il décrit comme un travailleur inépuisable et un vrai régionaliste, leur a obtenu une rencontre éclair avec le cabinet du premier ministre, grâce à son doigté et sa grande crédibilité. « Cet appui moral ne plaît évidemment pas à tous. Ainsi, le candidat adéquate Pierre Lévesque, estime que M. Lebel n'a fait que son travail de conseiller spécial du premier ministre. « J'aurais préféré que ce soit une lettre du président du syndicat des Viandes du Breton, le remerciant que l'usine et ses emplois soient demeurés à Notre-Dame-du-Lac. Pour ma part, lorsque je serai élu, je recevrai certainement une lettre de la part de gens satisfaits de travailler à la construction de la route 185. » Le candidat du Parti libéral, Claude Béchar, n'est guère plus impressionné. « Cela démontre que le PQ cherche des appuis et n'en trouve qu'à l'extérieur. Ces gens de la Gaspésie, je me demande bien à quel endroit ils votent dans notre comté », commente le candidat. M.L.

## L'amiante ne fait pas peur à Russell Copeman

THETFORD MINES — Le député libéral de Notre-Dame-de-Grâce, Russell Copeman, a déclaré hier qu'il n'aurait pas peur de faire face à ses contribuables au sujet de l'utilisation éventuelle de produits contenant de l'amiante dans sa circonscription. « Il faut enlever l'hystérie qui règne présentement dans ce dossier. Personnellement, je n'aurais aucun problème à argumenter avec mes contribuables à ce sujet. Il existe des études qui prouvent que c'est sans danger quand c'est utilisé de façon sécuritaire », a expliqué M. Copeman, de passage à Thetford Mines pour appuyer le candidat libéral Laurent Lessard, Maire de Thetford Mines. M. Lessard propose dans son programme l'amélioration de la politique d'utilisation de l'amiante, notamment en ce qui a trait à l'asphalte-amiante et aux tuyaux d'amiante-ciment, ainsi que la mise en place d'une usine d'amiante-ciment au Québec. « Si un gouvernement libéral est élu, je vous assure qu'il n'y aura plus jamais de symposium sur l'amiante et la santé publique qui se déroulera ailleurs que dans la région de Thetford Mines et Asbestos », a signalé M. Lessard, en référence au symposium tenu à Montréal en décembre 2001 par l'Institut national de santé publique. D'autre part, malgré la mise en garde émise par le président de l'Institut canadien de l'amiante, Laurent Lessard a dit qu'il désirait toujours modifier les normes de la CSST relativement à l'amiante. « L'Institut affirme qu'on peut utiliser l'amiante de façon sécuritaire. Notre but est de ramener la norme québécoise au niveau de la norme ontarienne ». I.B.

## Les relations se gâtent entre Bourque et l'ADQ

RAYMOND GIROUX  
RGiroux@lesoleil.com

MATANE — Mario Dumont a filé à l'anglaise, hier soir, pour esquiver les questions que s'approprièrent à lui poser les journalistes sur ce qui se présente comme « l'affaire Pierre Bourque ».

Le torchon brûle en effet entre ce dernier et l'Action démocratique, rapportait le réseau TVA hier, en citant des sources près de l'ancien maire de Montréal. À l'étonnement général, M. Bourque a fait de la simple figuration lors de la grande assemblée qui a réuni 1000 partisans de Mario Dumont à Laval, mardi soir. Alors que deux vedettes — Diane Bellemare et Marie



Pierre Bourque

Grégoire — et deux candidats moins connus ont eu le droit de parole pour réchauffer la salle. M. Bourque a été relégué à la dernière rangée sur la scène, perdu au milieu d'une quarantaine de candidats.

Étoile du parti et candidat dans Bourget, dans

l'est de Montréal, M. Bourque n'a pas dit un seul mot et démontait une évidente mauvaise humeur.

Informé par son personnel que les journalistes désiraient obtenir ses commentaires sur ce problème, M. Dumont s'est éclipsé par la porte arrière de la salle des Chevaliers de Colomb de Matane, où il tenait une assemblée publique devant une centaine de partisans.

Son porte-parole, Jean-Luc Benoit, a de son côté nié toute l'histoire et expliqué aux médias que M. Bourque avait passé la première partie de la campagne dans les régions du Québec, pour parler de développement régional et d'électricité, comme le veut son mandat au sein de l'ADQ. Les rumeurs sur l'état d'esprit persistent depuis plusieurs jours, des chroniqueurs citant même des responsables adéquistes de sa circonscription qui le blâmaient pour son absence en pleine campagne électorale et l'accusaient de tout faire pour ne pas gagner, le 14 avril prochain.

# ÉLECTIONS 2003

JOUR 22

## PORTRAITS DE COMTÉ

### Au nom du père

La filière Mercier est confiante de faire basculer Charlesbourg



## MONTMAGNY-L'ISLET ET BELLECHASSE

### Voisines mais fort différentes

MONTMAGNY — D'un point de vue socio-économique, les deux circonscriptions voisines de Montmagny-L'Islet et Bellechasse, dans Chaudière-Appalaches, présentent certaines similitudes. Le portrait politique des deux circonscriptions diffère cependant.

Dans Bellechasse, circonscription axée sur l'agriculture et les PME, sans pôle urbain majeur et dont la population affiche une légère baisse, la faveur des électeurs a plus souvent penché pour le Parti québécois, à l'exception du référendum de 1995, où Bellechasse a dit NON par une majorité de 1500 voix.

Le député sortant Claude Lachance avait obtenu une majorité de 2179 voix lors de la dernière élection en 1998. Il sollicitera un troisième mandat consécutif au pouvoir pour le Parti québécois. Il s'agira d'une sixième élection générale pour M. Lachance.

La nouvelle délimitation de Bellechasse, qui a permis l'ajout de près de 3000 électeurs provenant de l'ancienne circonscription de Lévis, pourrait jouer en sa faveur, lui qui jouit déjà d'une certaine notoriété auprès de ses électeurs.

La lutte pourrait cependant être serrée avec une recrue en politique : Dominique Viens, la candidate libérale en croisade dans la circonscription depuis un an fut notamment journaliste et directrice de la programmation à la station Radio-Bellechasse. Le paysage électoral se complète avec l'adéquiste Serge Carbonneau, un entrepreneur en construction originaire de Saint-Raphaël et le candidat de l'Union des forces progressistes, Mario Ouellette, désigné par l'association régionale du parti de Chaudière-Appalaches.

L'amélioration des routes, la santé, l'éducation et le développement touristique figurent parmi les principaux enjeux de cette campagne.

Dans Montmagny-L'Islet, trois nouveaux candidats se font la lutte pour succéder au député libéral sortant, Réal Gauvin, qui a pris sa retraite après 18 ans de vie politique. Cette circonscription connaît aussi une diminution de sa population, comme Bellechasse sa voisine. Le noyau urbain principal est Montmagny, une localité de plus de 10 000 personnes.

Rien n'est gagné d'avance même si Montmagny-L'Islet est identifié comme un château fort libéral qui cumule des victoires à l'élection de 1998, avec une majorité de 1805 voix, et au référendum de 1995 où le NON a dominé avec 2800 voix de majorité.

Le candidat libéral et maire de Saint-François, Norbert Morin, tentera de conserver Montmagny-L'Islet aux libéraux. Il est opposé au notaire Mario Dolan qui représente l'ADQ, à la péquiste Louise Soucy, directrice générale de la coopérative de services à domicile de la MRC de Montmagny; un candidat de l'UFP, Fernand Dorval, de Lévis, apparaîtra sur les bulletins de vote.

Les trois principaux candidats ont présenté leurs programmes en début de campagne. Si les péquistes et les libéraux prônent davantage une adaptation régionale de leurs programmes nationaux, les adéquistes ont présenté une plate-forme cousue pour Montmagny-L'Islet.

Populaire à Montmagny, l'adéquiste Mario Dolan pourra-t-il convaincre l'ensemble de l'électorat ? Son chef Mario Dumont semble y croire puisqu'il visitera, cette semaine, Montmagny-L'Islet pour une seconde fois depuis le début de la campagne électorale.

La pénurie de médecins dans L'Islet-Sud, l'état des routes, l'éducation et le développement économique sont les principaux thèmes abordés. Quant au sujet de l'heure à Montmagny, les trois candidats n'ont pas trouvé de solution miracle pour contrer le départ en 2004 du fabricant d'électroménagers Whirlpool, où travaillent quelque 500 personnes.



■ La candidate péquiste de Charlesbourg, Sylvie Tremblay, pourrait trouver la campagne difficile puisqu'elle doit livrer la lutte à deux libéraux : le candidat officiel, Éric R. Mercier, et son partenaire et conseiller, Ralph... Mercier.



Le libéral Éric R. Mercier



La péquiste Sylvie Tremblay



L'adéquiste Jonatan Julien

« Je suis tombé dans la marmite de la politique très jeune en entendant mon père en parler et en l'accompagnant dans ses activités. J'avais des culottes courtes quand j'ai distribué des dépliants et posé des pancartes pour la première fois. »

Éric R. Mercier le dit ouvertement : son père, Ralph, maire de Charlesbourg de 1984 jusqu'au récent regroupement de Québec, a influencé son cheminement. Même s'il voulait le cacher, personne ne le croirait.

En pleine campagne électorale, la filiation politique des deux hommes est évidente. Ils sont en quelque sorte indissociables. Tellement que même les ressemblances physiques viennent en appui au candidat libéral.

C'est maintenant le visage d'Éric R. — R pour Ralph — qui se trouve sur les affiches. Mais ce pourrait aussi être Ralph... à 35 ans. « Les gens me disent que si je suis comme mon père — au chapitre de la pensée politique — autant que je lui ressemble, ils voteront pour moi. »

« C'est évident que je vais faire en sorte de l'aider à gagner », dit sans détour, Ralph Mercier, maintenant conseiller municipal de l'arrondissement Charlesbourg, précisant que son expérience et ses contacts étaient au service de son fils. « C'est un avantage marqué et en plus, je profite d'une double organisation provinciale et municipale », se félicite Éric R.

Chez les Mercier, les mondes municipal et provincial sont aujourd'hui liés plus que jamais. Jusqu'avant les élections, Éric R. Mercier était un des directeurs au cabinet du chef de l'opposition de la ville de Québec. Avec la croisade menée contre le PQ et ses « fusions forcées », pas étonnant que les conseillers appuient le candidat libéral.



Jean-François Néron

JFNeron@lesoleil.com

Si le clan Mercier est « tricoté serré », Éric R. avance que Charlesbourg l'est tout autant. Il est de ceux qui jouent d'ailleurs à son avantage la carte du « p'tit gars de la place ». « Je suis d'ici ce qui n'est pas le cas des deux autres. Charlesbourg est sensible à l'appartenance à la communauté. » Son défi, dit-il à la blague, après avoir été longtemps présenté comme le fils de Ralph, est que ce même Ralph soit présenté comme le « père d'Éric R. »

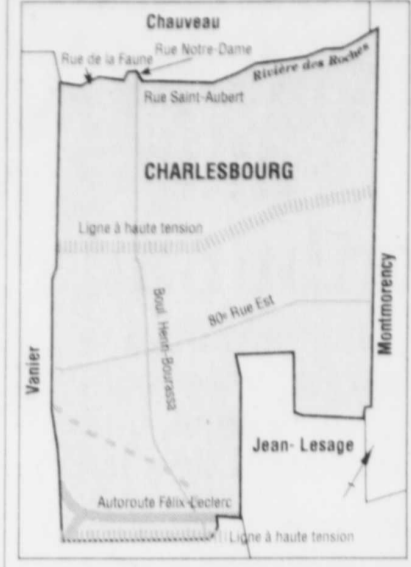
#### ET LE PQ

« J'envisage cette bataille serrée, mais nous sommes confiants. Les résultats de la dernière élection ne nous laissent pas de craintes. On avait alors fait porter le chapeau de ministre de la Santé à M. Rochon. »

La candidate péquiste, Sylvie Tremblay, explique ainsi la victoire tenue remportée par seulement 33 voix en 1998 par le ministre de la Santé de l'époque, Jean Rochon. Un résultat qui fait dire à plusieurs observateurs que Charlesbourg pourrait bien basculer dans le camp libéral le 14 avril. D'autant plus qu'un autre ministre de la Santé, le libéral Marc-Yvan Côté, a régné sur Charlesbourg de 1985 à 1994. Lui aussi appuie Éric R.

« La machine péquiste est bien huilée », avertit Sylvie Tremblay lorsqu'on lui rappelle l'influence de l'organisation du duo qu'elle affronte. En effet, M<sup>me</sup> Tremblay ne part pas à zéro. Elle bénéficie de l'appui et de l'organisation de M. Rochon. La notaire de profession jouit, elle aussi, d'une bonne réputation grâce à son implication dans plusieurs organismes régionaux. Mais pour se faire élire, elle doit se faire connaître auprès de la population. Ce qu'elle

#### PROFIL DE CIRCONSCRIPTION



La circonscription de Charlesbourg est identique à celle de 1992. On y retrouve 48 538 électeurs.

Données socio-démographiques

	CIRCONSCRIPTION	PROVINCE
□ Scolarité	25,8 % sans diplôme d'études secondaires	35,3 %
□ Revenu moyen des ménages	44 773 \$	42 364 \$
□ Ménages sous le seuil de faible revenu	26 %	27,8 %
□ Groupe d'âge	32,8 % ont moins de 30 ans	37 %
	45,6 % ont entre 30 et 59 ans	45,1 %
	21,6 % ont plus de 60 ans	17,8 %
□ Population féminine	49,7 %	51,2 %

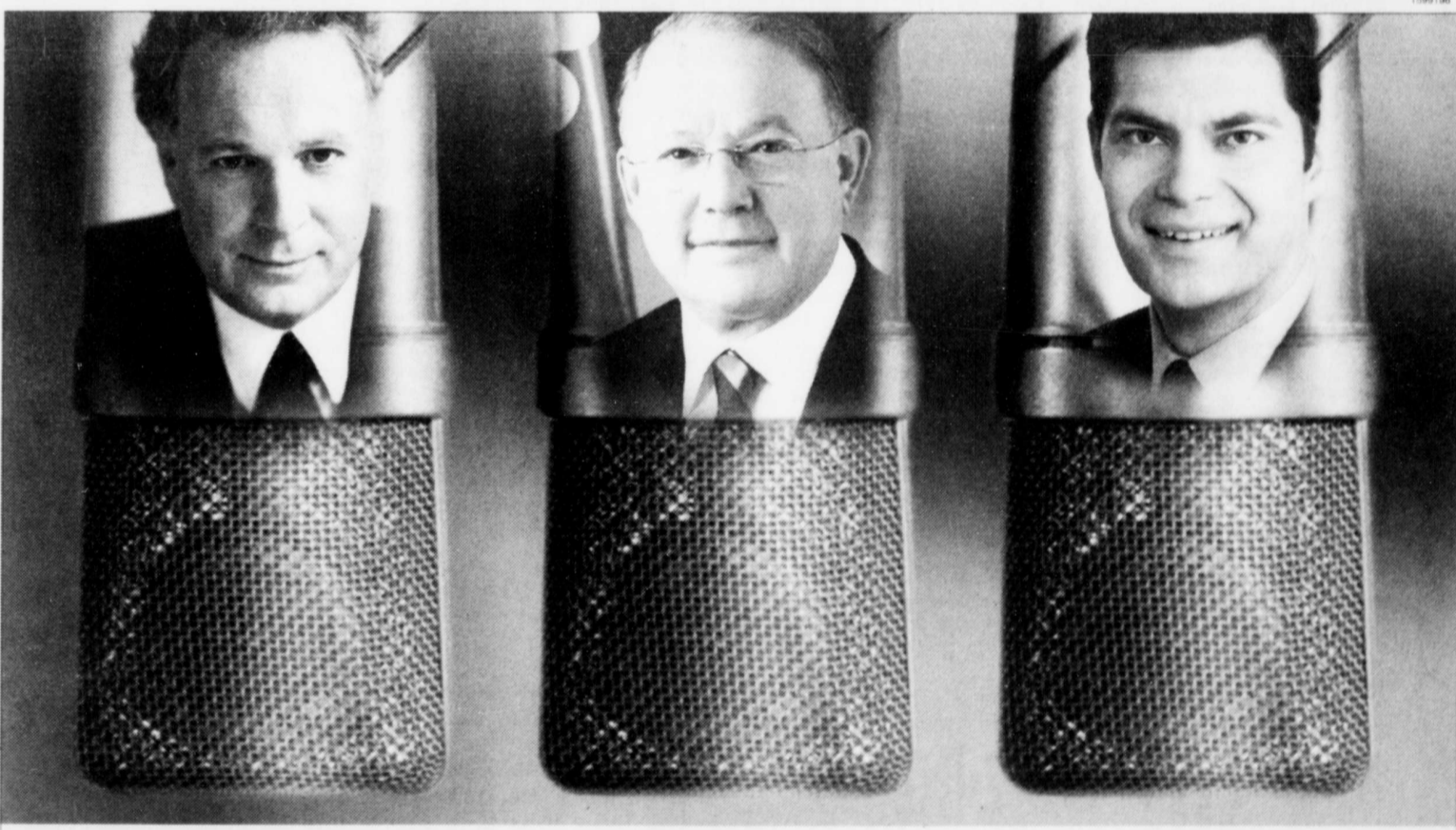
INFOGRAPHIE LE SOLEIL

fait, dit-elle, sans relâche.

#### COPIER-COLLER

Comme ça arrive souvent, les programmes locaux des deux candidats se ressemblent sur plusieurs points : le développement du potentiel récréotouristique du parc zoologique — hôtel et golf — du Trait-Carré et du corridor des Cheminots en sont des exemples.

Dans cette lutte à finir entre les deux partis pour conserver et reprendre le comté, l'adéquiste Jonatan Julien, tentera de tirer son épingle du jeu. Spécialisé en sciences comptables, M. Julien travaille depuis 2000 auprès du Vérificateur général du Québec à titre d'agent et de chargé de projet, principalement en analyse de la performance de la fonction publique.



## Demain de 6h à 9h SPÉCIALE ÉLECTIONS à Matinaux presto

PRENEZ LE PARTI D'EN SAVOIR PLUS avec Michel Lamarche, Raymond Archambault et les journalistes de la radio de Radio-Canada.

Réalisation : Denis Langlois



La meilleure information à la radio. Tout de suite.

www.radio-canada.ca/quebec

## PNEUMONIE ATYPIQUE

L'Ontario  
recourt  
aux  
tribunaux

La quarantaine est imposée à deux personnes qui refusaient de s'isoler

TORONTO (PC, La Tribune) — Les autorités médicales de l'Ontario ont eu recours aux tribunaux pour obliger au moins deux personnes à rester en quarantaine, parce qu'elles pourraient avoir été exposées au syndrome respiratoire aigu sévère, ou SRAS, a-t-on appris hier, alors que le nombre de cas passait à 129 dans cette province et qu'un septième décès était enregistré à Markham.

Ces injonctions sont les premières émises depuis que les autorités sanitaires du grand Toronto ont demandé à des milliers de personnes de s'imposer volontairement une période d'isolement de 10 jours.

Le Dr Hanif Kassam, médecin hygiéniste pour la région de York, près de Toronto, a expliqué que les deux personnes en question, un homme et une femme, refusaient de s'isoler à leur domicile. L'injonction était nécessaire, a-t-il dit, parce que ces individus représentaient un danger de propagation du SRAS dans la population. L'un des deux individus est maintenant en isolement chez lui. L'autre est détenu dans une « institution ». Le nombre de cas de SRAS dans la province a légèrement grimpé, hier, mais les Ontariens ont aussi eu droit à des signes encourageants, quand les autorités ont annoncé qu'elles ne considéraient plus le comté de Simcoe, au nord de Toronto, comme une région préoccupante.

Selon le commissaire ontarien à la santé publique, le Dr Colin D' Cunha, les autorités ont démontré avec succès l'absence de toute transmission du SRAS dans ce secteur. Le comté avait initialement été inclus parce qu'un employé d'un hôpital torontois touché par la maladie vit dans Simcoe.

Hier, le nombre de cas ontariens atteignait 129, dont 60 probables et 69 possibles. On en dénombrait 124 mardi. Pour l'ensemble du Canada, il est passé à 160, contre 151 mardi.

Selon le Dr D' Cunha, sept cas ontariens étaient associés à des voyages à l'étranger, mais la majorité étaient liés à une poignée de cas émanant du Grace Hospital de Scarborough, où les premiers patients atteints de SRAS ont été soignés. L'équipe ne se surprendra pas si le nombre de cas augmente plus tard cette semaine, a poursuivi le Dr D' Cunha, puisqu'un autre hôpital, le York Central, également en isolement, n'a pas achevé sa période de quarantaine de 10 jours. Et une école élémentaire de Toronto était sous surveillance, un pa-



Une passagère portant un masque de sécurité se dirige vers la zone d'embarquement à l'aéroport international de Vancouver.

rent bénévole étant sous observation pour des symptômes apparentés au SRAS, a-t-on aussi appris.

Sept Canadiens, tous de la région de Toronto, sont décédés de la maladie.

## IMPACT ÉCONOMIQUE

Par ailleurs, la hantise des effets économiques du SRAS sur la région de Toronto s'est lourdement manifestée, hier soir, alors que les organisateurs d'un important congrès international sur le cancer ont annoncé l'annulation de l'événement.

L'Association américaine de recherche sur le cancer a fait savoir que c'est « avec beaucoup de regrets » qu'elle avait dû prévenir plus de 12 000 scientifiques de partout au monde de ne pas se présenter à l'événement, qui devait s'amorcer samedi. « Nous croyons que c'est la façon d'agir la plus prudente dans les circonstances », a commenté une porte-parole.

## LENNOXVILLE

Pendant ce temps, au Québec, cinq élèves du Bishop College School (BCS), dans l'arrondissement Lennoxville, sont en quarantaine et isolés de leurs compagnons de classe, pour éviter tout risque de contagion du SRAS.

« C'est uniquement une mesure de prévention car les cinq élèves, qui sont en parfaite santé, ont séjourné dernièrement dans des zones à haut risque du SRAS, en Asie », a expliqué hier Theo Brinckman, porte-parole du collège comptant 235 étudiants, de niveau secondaire.

En fait, le placement en isolement des étudiants pour les 10 jours d'incubation du virus a débuté mardi soir, soit au retour de la relâche scolaire de deux semaines à cet endroit. Deux des élèves ont passé une partie de leur congé à Pékin, deux autres à Hong-Kong et le dernier en Thaïlande. C'est de cette partie de l'Asie qu'origine le SRAS.

Aussi, tous les pensionnaires de l'établissement seront confinés au campus durant la période d'incubation de 10 jours, soit jusqu'au 11 avril.

L'OMS dit  
aux voyageurs  
d'éviter  
Hong-Kong  
et Canton

PÉKIN (AP) — La pneumopathie atypique n'en finit plus sa course morbide. Alors que la Chine annonçait la mort de 12 nouveaux malades, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déconseillé hier à tous les voyageurs de se rendre à Hong-Kong et dans la province de Canton où elle va envoyer aujourd'hui quatre experts pour la première fois depuis l'apparition de l'épidémie.

Les 12 nouveaux décès enregistrés dans deux provinces méridionales du pays portent à 78 le nombre de morts dans le monde des suites du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), dont 46 en Chine, 16 à Hong-Kong, 6 au Canada, 4 au Vietnam, 4 à Singapour et 2 en Thaïlande. On compte plus de 1800 cas dans le monde, dont près de 1200 en Chine.

La mise en garde lancée aux voyageurs se rendant dans le sud de la Chine est la première du genre énoncée par l'OMS depuis au moins 10 ans. « Les personnes qui devaient se rendre à Hong-Kong ou à Canton doivent envisager de reporter ce déplacement », a prévenu le chef du service des maladies infectieuses de l'OMS, le Dr David Heymann.

Jusqu'à présent, l'OMS avait déclaré que les voyageurs pouvaient continuer de se rendre dans les régions infectées, mais qu'ils devaient être conscients des symptômes de la maladie et aller rapidement voir le médecin s'ils se sentaient malades.

Plusieurs pays, dont la France et la Suisse, ont déjà conseillé à leurs ressortissants d'éviter Hong-Kong et Canton mais de nombreux autres appliquent simplement les consignes de l'OMS. À Washington, le département d'État américain a autorisé le départ de ses employés non essentiels et de leurs familles basés à Canton.

La province de Canton est la région chinoise la plus touchée par le SRAS. Dans un communiqué diffusé hier, les autorités ont annoncé avoir enregistré 361 nouveaux cas en mars, ajoutant que 507 personnes qui avaient contracté la maladie un peu plus tôt ont pu quitter les hôpitaux le mois dernier.

À Pékin, Chris Powell, porte-parole de l'OMS, a déclaré que les autorités chinoises avaient invité une de ses équipes à se rendre dans la province de Canton, la région du sud de la Chine où semble se trouver la source de l'épidémie. Les quatre experts de l'OMS se rendront dans cette province d'aujourd'hui à mardi prochain pour étudier comment la maladie est apparue et comment la combattre. Selon le Dr Meirion Evans, membre de l'équipe, « c'est pour la Chine une occasion unique de déterminer les origines de la maladie, comment elle s'est propagée et comment elle peut être contrôlée ».

## PARENTS

Suite de la Une

par Santé Canada pour protéger la population canadienne pourraient perturber leur rentrée au pays.

Outre la santé de l'enfant, M<sup>me</sup> LeFebvre mentionne aussi que la décision de partir est liée, pour plusieurs couples, aux conventions d'absence établies avec les employeurs.

Nul ne connaît le genre d'ennuis auxquels ces parents s'exposent à leur retour dans 15 jours, souligne M. Mignacco. Selon l'évolution de la situation, Japan Airlines pourrait empêcher des passagers en provenance de Chine de monter à bord de ses avions. Santé Canada pourrait établir une quarantaine à Vancouver ou, pire encore, l'orphelinat de Jiangxi pourrait avoir temporairement fermé ses portes à cause de l'épidémie, énumère-t-il en entrevue téléphonique.

La compagnie aérienne et les autorités responsables de l'adoption n'auraient fait, par contre, aucun problème s'ils avaient retardé leur départ, ajoute-t-il. Son agence a publié mardi une recommandation d'abstention aux parents, après discussion avec le Secrétariat à l'adoption. C'est la première fois qu'un événement du genre se produit. En 12 ans à son poste, M. Mignacco pensait avoir tout vu : scandales, fermeture de pays... Malgré le désaccord sur la date du départ, l'organisme continuera de jouer son rôle d'intermédiaire et d'accompagnateur auprès des parents adoptifs.

Neuf des vingt-trois couples se rendent dans le Jiangxi chercher leur enfant ; les autres vont le chercher dans le Hunan. Les derniers jours du voyage se passent à Pékin, où l'on finalise les procédures de visa pour les enfants, avant le retour le 18 avril.



Les stocks de fleurs sont arrivés, hier, au quartier général des Journées de la jonquille, où s'affairaient les bénévoles comme Pauline Barbeau.

## JOURNÉES DE LA JONQUILLE

Le paradoxe  
du cancer

Alors que les Canadiens se convertissent à une vie saine, ils verront les cas de cancer grimper de 70% d'ici 2115

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE  
ALChampagne@lesoleil.com

■ Pendant que la population canadienne se convertit à l'importance d'un mode de vie sain, abandonne le tabac, se protège du soleil, améliore son alimentation et bannit les pesticides, la Société canadienne du cancer prévoit une augmentation de 70% des nouveaux cas de cancer au Canada d'ici 2015. Paradoxal?

Certainement. Mais c'est un paradoxe que peut expliquer la Société canadienne du cancer.

« Le cancer est essentiellement une maladie de personnes âgées », expose Diane Lamontagne, conseillère en communication à la Société canadienne du cancer.

À cause de l'explosion démographique et du vieillissement de la population, les personnes âgées représenteront une proportion de plus en plus importante de la population. Sur une base purement démographique, on prévoit donc une augmentation des cas de cancer dans les années à venir.

« Mais le mode de vie sain aura un impact assuré », soutient M<sup>me</sup> Lamontagne. Sauf que cet impact n'est pas évalué.

## LES CHIFFRES

Les chiffres bruts d'incidence des cas de cancer font frémir. Les plus récentes statistiques disponibles, celles de 2002,

font état de l'apparition (prévue) de 136 900 nouveaux cas de cancer. Les mêmes données prévoient 66 200 décès pour la même année.

Cela représente 2 633 Canadiens qui reçoivent un diagnostic positif chaque semaine, et 1 273 autres qui meurent des suites de la maladie.

Trente-huit pour cent des hommes et 41% des femmes risquent d'être touchés au cours de leur vie.

Mais nous n'en sommes plus non plus à l'époque où, comme il y a 50 ans, un diagnostic de cancer équivalait à une condamnation. Le taux de mortalité attribuable à tous les cancers combinés a diminué de 12% chez les hommes depuis 1988.

Chez les femmes, depuis 1974, on a observé un déclin de 20% du taux de mortalité de tous les cancers combinés, à l'exception du cancer du poumon.

On décèle d'ailleurs à un impact des campagnes antitabac. Le taux de mortalité dû au cancer du poumon commence à décliner chez les hommes, mais pas chez les femmes. Or, on sait que les jeunes femmes sont toujours plus nombreuses à fumer, et 87% des cas de cancer du poumon sont directement reliés au tabagisme.

## VIVRE AVEC LE CANCER

Les choses ont énormément changé sur le front de la lutte contre le cancer. « Les chercheurs vivent une période emballante. Il y a des avancées excessivement excitantes », insiste M<sup>me</sup> Lamontagne, lorsque questionnée sur l'état de la recherche.

Le génome est mieux connu. On comprend mieux comment le cancer

se développe. On peut mieux cibler les cellules cancéreuses durant le traitement, de façon à ne pas tuer les cellules saines, et multiplier les effets secondaires.

En terme de techniques, M<sup>me</sup> Lamontagne mentionne que des recherches sur le virus du rhume pourraient conduire à un vaccin.

Le laboratoire Aeterna travaille sur l'angiogenèse, avec du cartilage de requin. Le principe est de détruire les réseaux sanguins que se construisent les cellules cancéreuses, de façon à les priver de nourriture.

Les facteurs de prévention sont aussi mieux connus. Une chercheuse de l'Alberta vient de démontrer un lien clair entre l'activité physique et la réduction du risque du cancer du sein.

De plus en plus de substances antioxydantes contenues dans les aliments sont identifiées par les chercheurs. « Il y a même une liste d'aliments reconnus pour leurs vertus protectrices », mentionne M<sup>me</sup> Lamontagne.

Mais le cancer est une maladie qui ne sera jamais éradiquée. C'est une maladie multiple, à laquelle les individus réagissent différemment, selon leur bagage génétique et leur environnement.

Selon la trajectoire qui se dessine, le cancer pourrait donc devenir une maladie avec laquelle on vit, comme le diabète par exemple. Les personnes atteintes pourraient même passer à travers plus d'un cancer dans leur vie.

## L'ARGENT

Pour 2002-2003, 47 M\$ ont été versés à l'Institut national du cancer du Canada (INCC), l'organisme qui s'occupe de distribuer des fonds aux équipes de recherches. L'an dernier, 244 projets ont été subventionnés.

Sauf que la moitié des projets jugés valables sur le plan scientifique n'ont pas obtenu d'argent, parce qu'il n'y en a pas suffisamment.

C'est la Société canadienne du cancer qui garnit 75% du fonds de recherche, et le Fonds Terry-Fox participe pour 25%.

À cela s'ajoutent des initiatives émanant des entreprises privées.

« L'argent est vraiment le nerf de la guerre », assure M<sup>me</sup> Lamontagne. C'est aussi pour cela que la Journée de la jonquille (qui s'étale désormais sur trois jours) réapparaît chaque printemps.

Cette année, selon le président de la campagne, Nicolas Racine, 3500 bénévoles iront solliciter dans les foyers. De l'argent qui ira à la recherche, bien sûr, mais aussi au soutien aux malades et à leurs familles.

Un  
important  
congrès  
est annulé  
à Toronto

Les Éditions Maxam et l'Association Manger Santé vous présentent

# EXPO MANGER SANTÉ ET LE COLLOQUE 2003

Sur le BIO, l'écologie et la santé

Après le grand succès de l'Expo à Montréal nous vous invitons à l'édition 2003 de Québec

**Expo Colloque**

100 exposants  
Démonstrations culinaires  
ateliers et dégustations

Conférences passionnantes  
Le soja, le bio, les pesticides,  
les enzymes et plus encore...  
Des conférenciers de renom tels :  
Jacques Dufresne, Frances Boyte,  
Dr Melançon, Anne-Marie Roy...

Samedi et Dimanche de 10 h à 18 h

10\$ à l'entrée taxes incluses  
Gratuit pour les moins de 12 ans

Seulement 49\$ taxes incluses  
Incluant : 6 conférences passionnantes  
+ entrée à l'Expo samedi ET dimanche.

Pour vous inscrire au Colloque ou recevoir le programme, contactez nous !

QUÉBEC 5 et 6 avril  
Espaces Dalhousie, Terminal des Croisières  
(à l'extrémité du boulevard Charest Est, près du fleuve)  
Stationnement 35

(514) 332-1005 • 1 866 336-1005  
www.expomangersante.com

LE SOLEIL RACHÈLE BÉRY COMMUNIC' COMMUNIC' ORPHEE

**AUCUN PAIEMENT  
AVANT 6 MOIS**  
sur toutes les  
Mazda neuves\*\*

**PLUS 0%**  
de financement  
à l'achat\*

# LE GRAND ÉVÉNEMENT DU PRINTEMPS



vroom-vroom



De nouveau  
« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

Modèle ES-GT illustré

## Mazda Protegé SE 2003

OU Louez à partir de

**179\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$<sup>1</sup>

PLUS

0\$ dépôt de sécurité

• Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Volant inclinable • Essuie-glace à balayage intermittent • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Console centrale • Bouches de chauffage aux places arrière • Barres stabilisatrices avant et arrière • Roues de 14 po avec enjoliveurs intégraux • Moteur de 2 L et 130 ch (disponible sur les LX et ES) • Et plus de 60 caractéristiques de série

**Les Protegé et Protégé5,  
les plus vendues au Québec depuis 2 ans.\***



Meilleur achat  
CarGuide 2003



« Le meilleur achat de sa catégorie »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

## Mazda Protégé5 2003

OU Louez à partir de

**237\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 100\$<sup>1</sup>

• Moteur 4 cyl. de 2 L à DACT et 130 ch • Roues redessinées de 16 po en alliage • Radio AM/FM stéréo avec lecteur de CD • Groupe GFX • Régulateur de vitesse • Phares antibrouillards de style sport • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Console centrale • Banquette arrière 60/40 • Deux coussins de sécurité avant à action atténuée • Sièges en tissu de type sport • Glaces à commande électrique et télédéverrouillage • Indicateurs de tableau de bord argent • Nouvelle boîte automatique avec mode *sport* en option

« Coup de cœur »

Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval



Modèle GT-V6 GFX illustré

## Mazda6 GS-I4 2004

Louez à partir de

**295\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 3 500\$<sup>1</sup>

OU obtenez

**4,9%**

de financement à l'achat  
jusqu'à 36 mois<sup>1</sup>

• Moteur de 2,3 L et 160 ch avec calage variable des soupapes • Boîte manuelle surmultipliée 5 vitesses de série • Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique • Système antipatinage • Barres stabilisatrices avant et arrière • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Rétroviseurs extérieurs chauffants • Climatiseur • Télédéverrouillage • Antidémarrage • Banquette arrière à dossier 60/40 rabattable avec leviers de dégagement rapide • Et plus de 100 caractéristiques de série



« La Mazda Miata... en tête des cabriolets  
les plus populaires de l'histoire »  
Le Guide de l'auto 2003, Jacques Duval

## Mazda Miata MX-5 2003

OU Louez à partir de

**345\$**

PAR MOIS, POUR 48 MOIS\*  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS  
COMPTANT INITIAL DE 2 995\$<sup>1</sup>

• Roues de 15 po en alliage • Radio AM/FM avec lecteur de CD • Serrures, glaces et rétroviseurs à commande électrique • Phares antibrouillards • Deux coussins de sécurité avant • Volant à 3 rayons, gainé de cuir NARDI<sup>MD</sup> • Antidémarrage/système antivol



NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



**mazda**

www.mazda.ca

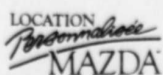
Les concessionnaires Mazda du Québec

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

\*Rapports de l'ANAC 2001-2002.

<sup>1</sup>Financement à l'achat aux particuliers de 0% pour 24 mois sur les Mazda neuves 2003 (excluant les Protegé MazdaSpeed 2003 et les Mazda6 2004) consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. <sup>2</sup>L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 6 mois » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda neuves et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 6 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 150 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. \*Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda Protégé SE 2003 (modèle 3A1K338A00), des Mazda Protégé5 2003 (modèle 3S15338A00), des Mazda6 GS-I4 2004 (modèle 6A13048A00) et des Mazda Miata MX-5 2003 (modèle 12B05V900) neuves. Comptant initial ou échange équivalent, premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 300\$ (Protégé5), de 350\$ (Mazda6) et de 400\$ (Miata) exigés. Aucun dépôt de sécurité sur toutes les berlines Protégé. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada Inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8¢ le km additionnel. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (DRPRM) en sus.

Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 13 mars 2003.



# Injonction contre Loto-Québec

Le Groupe Jeunesse veut les 804 000 \$ promis pour son programme de sensibilisation « Moi je passe »

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

■ Le Groupe Jeunesse a déposé une requête en injonction à la Cour supérieure demandant à Loto-Québec d'exécuter ses obligations contractuelles au regard de la poursuite du programme de sensibilisation « Moi je passe ».

La requête est signée par la firme d'avocats Lavery De Billy, qui représente le Groupe Jeunesse, le Centre académique Fournier et l'enseignante Sylvie Mériteau. Ces derniers demandent à la Cour supérieure d'ordonner à Loto-Québec de payer un montant de près de 804 000 \$ à Groupe Jeunesse, une entreprise de Montréal

## Trésors de la Tour banni au Connecticut

OTTAWA (PC) — Loto-Québec rate son coup en tentant d'exporter la loterie Trésors de la Tour. Le Connecticut vient d'interdire ce jeu sur cédérom parce qu'il serait attrayant pour les enfants.

« Dans cette loterie, le jeu devient une course au trésor sous forme de dessin animé », écrit le procureur général Richard Blumenthal dans une lettre adressée à la Corporation des loteries de l'État. « Le graphisme du jeu, son contenu et son rythme sont tous très similaires à ceux que l'on retrouve dans les cédéroms utilisés pour apprendre aux enfants à lire et à compter. »

Le jeu Trésors de la Tour (*Treasure Tower*) a été lancé au Québec en 2000, mais a depuis été remplacé par des jeux semblables. Il est maintenant disponible dans les États américains du Kentucky et de l'Iowa et dans certains pays d'Europe.

Le but du jeu est de diriger un personnage en sandales vers un magot dans une tour de Babylone. Le joueur peut remporter jusqu'à 25 000 \$ en réussissant une série de tests d'habiletés.

Les graphiques en trois dimensions rappellent les scènes d'ouverture du film pour enfants de Disney, *Aladdin*, selon M. Blumenthal, qui soutient que le jeu enfreint les règles qui régissent les loteries vidéo de l'État.

qui met à la disposition des jeunes divers outils pédagogiques visant à sensibiliser les jeunes aux dangers du jeu compulsif.

Dans la requête, on rappelle que plus de 3200 écoles primaires et secondaires du Québec sont bénéficiaires d'une entente intervenue entre Loto-Québec et le Groupe Jeunesse en 1998. « Elles attendent impatiemment de recevoir le matériel pédagogique du programme « Moi je passe », que l'intimée et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) se sont engagés à leur fournir jusqu'en 2004 », précise le Groupe Jeunesse dans sa requête.

En avril 2001, Loto-Québec a, à la demande de la ministre d'État à l'économie et aux finances, Pauline Marois, transféré au ministère de la Santé et des Services sociaux tous ses programmes de prévention du jeu pathologique. « Moi je passe » figurait parmi ces programmes.

Or voilà qu'en février, le MSSS a fait savoir au Groupe Jeunesse qu'il ne financerait plus le programme, préférant rendre disponibles des trousseaux de prévention du jeu pathologique dans les régions régionales.

Le plan d'action gouvernemental sur le jeu pathologique 2002-2005, qui a été rendu public en septembre 2002, ne mentionne pas le Groupe Jeunesse à titre de collaborateur du ministère. Ce plan indique que les régions régionales sont désormais responsables de la diffusion d'une trousse de prévention en milieu scolaire.

Le Groupe Jeunesse a acheminé des demandes de financement à chacune des 16 régions régionales, lesquelles, selon le ministère, disposaient des budgets nécessaires au financement du programme « Moi je passe ». « Les régions régionales ont indiqué qu'elles n'avaient reçu aucun budget supplémentaire pour financer ce programme », précise-t-on dans la requête.

« Que fait le ministère de la Santé et des services sociaux avec les 17 millions \$ qu'il reçoit annuellement de Loto-Québec en matière de prévention du jeu pathologique auprès des jeunes? », demande le président de Groupe Jeunesse, Normand Bouchard, qui estime que le programme « Moi je passe » connaît un taux de pénétration « inégalé » au Québec en matière de prévention (plus de 30 % de la clientèle visée).

LE SOLEIL a tenté hier d'obtenir les commentaires de Loto-Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux, sans succès.



Le ministre Ménard a admis que le niveau de délinquance avait été assez élevé lors des projets pilotes.

## VIRAGE À DROITE SUR FEU ROUGE LE 13 AVRIL Pensons piétons, propose le ministre des Transports

ISABELLE MATHIEU  
IMathieu@lesoleil.com

■ « Je pense piétons. » C'est le credo que le ministre des Transports Serge Ménard veut voir adopté par tous les usagers de la route dès le 13 avril, date de l'entrée en vigueur du virage à droite sur feu rouge partout au Québec sauf à Montréal.

Serge Ménard lançait hier à Québec la campagne nationale de sensibilisation sur le virage à droite sur feu rouge (VDFR), une opération publicitaire qui coûtera 2,5 M\$.

« C'est un bon moment pour améliorer notre comportement de conducteur, lance le ministre des Transports. Les Québécois savent s'adapter au changement. Ils l'ont fait avec la ceinture de sécurité et l'alcool au volant. »

Dès la semaine prochaine, des capsules publicitaires destinées aux automobilistes, aux cyclistes et aux piétons seront diffusées à la radio et à la télé. De plus, 3,5 millions de foyers recevront un guide sur le virage à droite au feu rouge.

Le message est simple: lorsque vous arrivez à un feu rouge où il n'y a pas de panneau d'interdiction, vous vous arrêtez, vous regardez à gauche, à droite et encore à gauche et, si la voie est libre, vous tournez.

Le ministre Serge Ménard est toujours aussi persuadé que le VDFR en vaut la peine, même si dans des villes comme Québec, il sera interdit le

jour dans une proportion de 70 %. « Oui, je suis convaincu et, à écouter les lignes ouvertes, il y a pas mal d'autres gens qui sont convaincus », dit le ministre.

Il aurait été de toute façon impossible, selon lui, d'utiliser la méthode de la métropole et d'interdire le VDFR partout dans la Vieille Capitale. « Montréal est une île, Québec n'en est pas une. »

### DES INTERDITS À REVOIR

Le nombre d'interdictions pourrait par ailleurs diminuer. « L'avenir nous dira si chaque panneau d'interdiction a sa raison d'être, note Serge Ménard. Ou s'il faudra en ajouter! Mais ça restera aux municipalités de juger. »

Les policiers tiendront une journée de sensibilisation le 10 avril. Et à partir du 13, ils auront le carnet de contraventions à portée de main.

« Car, comme l'admet le ministre, le niveau de délinquance a été assez élevé lors des projets pilotes. « Les gens avaient tendance à considérer le feu comme un panneau d'arrêt », dit Serge Ménard. On a vu des gens seulement ralentir sur le feu et regarder d'un seul côté. »

Le chauffeur de taxi André Plamondon croit qu'il faudra une « méchante » campagne d'éducation pour que piétons et automobilistes respectent la nouvelle règle. « Si les gens font comme pour les lumières jaunes... », glisse M. Plamondon, qui s'attend à ce que plusieurs clients lui demandent de tourner sur la rouge, même lorsque ce sera interdit, pour gagner du temps.

Au total, l'implantation du virage à droite sur feu rouge au Québec aura coûté 5,5 M\$.

## CONTRAT DE VILLE DE 1,1 MILLIARD \$

# Québec aura peu d'argent neuf

Mais la Ville devra quand même s'engager à couper 120 M\$ dans ses dépenses

ISABELLE MATHIEU  
IMathieu@lesoleil.com

■ Le contrat de ville de 1,1 milliard \$, dont le contenu sera dévoilé ce matin en conférence de presse, n'amènera que peu d'argent neuf à la Ville de Québec et la forcera à réduire ses dépenses de 120 M\$ en cinq ans.

Il était encore difficile hier de savoir combien de nouveaux millions aboutiront dans les coffres de la Ville grâce à l'entente négociée depuis plusieurs mois entre l'administration de Jean-Paul L'Allier et le ministère des Affaires municipales, entente qui sera rendue publique en pleine campagne électorale.

Certains parlent de 250 M\$ alors que d'autres affirment que les nouvelles sommes ne dépasseront pas 20 M\$. « Il y a très peu d'argent

neuf, parce qu'ils n'ont fait que ramasser tous les programmes déjà annoncés ou déjà prévus », dit une source bien informée.

Un exemple: les investissements de 120 M\$ en transport pour les cinq prochaines années qui seraient annoncés sont déjà inscrits dans le plan de transport du ministère des Transports du Québec. Même chose pour le programme Renouveau urbain du ministère des Affaires municipales.

Le gouvernement confirmerait aussi des projets déjà approuvés, comme les sommes pour le projet de revitalisation de la rivière Saint-Charles.

Le contrat de ville n'apportera pas la solution au problème de renouvellement des infrastructures municipales: leur financement resterait semblable.

Une nouveauté: un programme d'immigration dans lequel le gouvernement du Québec

versera 1 M\$ par année si la Ville s'engage pour un versement annuel de 75 000 \$.

Le provincial devrait aussi confirmer son engagement dans le projet de démonstration d'autobus électrique dans le Vieux-Québec. Ce projet de 17 M\$ sera payé à parts égales par les gouvernements fédéral, provincial et la Ville.

Le contrat de ville permettrait à Québec de réduire l'important déficit actuariel de son régime de retraite, qui s'établit à 142 M\$. Le gouvernement s'engagerait à payer une partie d'un futur emprunt.

### 120 M\$ À RÉDUIRE D'ICI 2007

En contrepartie des investissements de la province, la municipalité devra s'engager à réduire de 120 M\$ ses dépenses d'ici 2007. Cette somme représente environ 24 M\$ par année durant cinq ans sur un budget qui est à l'heure actuelle de 802 millions \$.

Cette compression des dépenses ne se fera pas facilement, si on se fie à la dernière adoption du budget où la Ville a eu toutes les misères du monde à réduire ses dépenses de quelques millions de dollars seulement.

Le conseil des ministres a approuvé hier après-midi le contrat de ville entre Québec et le gouvernement.

Selon nos informations, le maire L'Allier souhaiterait que le conseil municipal adopte le contrat lors de la séance de lundi, la dernière avant les élections du 14 avril. Il voudrait ainsi s'assurer qu'en cas de changement de gouvernement, les signatures soient bien apposées au bas du contrat.

Avec cette formule de contrat de ville, le gouvernement veut simplifier le financement des villes tout en donnant des suites au processus de fusion.

Le ministre André Boisclair a déjà signé, en janvier, un premier contrat de ville avec Montréal. Cette entente, annoncée comme un contrat de 2,5 M\$, injectait 600 millions \$ d'argent neuf.

## Jean Soulard à l'honneur



Le chef des cuisines du Château Frontenac, Jean Soulard, a mérité, hier soir, le prix de la Personnalité touristique de l'année, lors de la soirée des Grands Prix du tourisme, à la salle de bal du Château Frontenac. M. Soulard (à droite) pose ci-dessus avec le président de l'Office du tourisme et des Congrès de Québec, Jean-Paul Desjardins. Plus de 400 invités participaient à cet événement qui récompensait les principaux intervenants de l'industrie touristique dans la région. Le Marathon des Deux Rives s'est révélé l'événement le plus intéressant de la région en méritant trois Grands Prix: dans la catégorie plein air aventure, pour la meilleure manifestation touristique et dans la catégorie sports internationaux. Tous les détails dans le cahier Voyages de samedi.

## Voilà le « Alphonse-Desjardins » nouveau!

Des rénovations de 5 millions \$ ont effacé les 32 ans du traversier

MARC SAINT-PIERRE  
MSiPierre@lesoleil.com

Rajeuni à coups de millions de dollars, c'est un nouveau *Alphonse-Desjardins* qui reprend du service entre Québec et Lévis, a fait savoir la Société des traversiers du Québec (STQ), hier.

Les travaux de 5 millions \$ réalisés par les chantiers du Groupe Océan ont effectivement redessiné tout l'espace intérieur de ce navire régulier de la traverse. Jusqu'à sa silhouette qui a été modifiée par l'ajout d'un nouveau mat, de nouveaux feux, voire l'utilisation d'une nouvelle signature et d'une nouvelle couleur de bleu.

Les 32 ans d'âge du navire ont été effacés autant dans la timonerie, le carré de l'équipage, le salon des passagers, y compris son aménagement et son ameublement pouvant accueillir 150 passagers, de même que les blocs sanitaires, qui ont tous été repensés.

« La mission de la Société des traversiers, c'est le bien-être de ses passagers. La deuxième, c'est le bien-être de ses équipages », a observé le char-

gé de projet de la cure de rajeunissement, René Lebrun.

« Les modifications réalisées à la timonerie, au salon des passagers et aux systèmes mécanique et électrique du navire apporteront un nouveau confort aux clients qui traversent à bord jour après jour, tout en prolongeant la vie utile du navire de 20 ans », a précisé le directeur de la Traverse Québec-Lévis, Jean Cantin.

Cette timonerie notamment, dont l'accès est maintenant assuré par un escalier en colimaçon et non plus par une échelle extérieure, dispose de nouvelles consoles et de nouveaux écrans radars. Les communications avec la salle des machines ont aussi été complètement informatisées. Comme le carré de l'équipage, la timonerie sera climatisée. De l'ancien navire, seule la traditionnelle roue de chêne blond et l'horloge de bord en cuivre ont été conservées.

L'effort de rajeunissement apparaît

également dans les grands équipements du navire, ses trois super-générateurs notamment, dont l'une est destinée à mouvoir un propulseur d'étrave. « Ce propulseur d'étrave va faciliter la manœuvre d'accostage », a souligné M. Lebrun, notant qu'il apportera des économies de carburants, ménagera les moteurs, et prolongera ultimement la vie utile du bateau.

Parmi d'autres innovations, le navire est équipé d'un système de protection contre les incendies et de rampes d'évacuation tout comme les avions gros porteurs. Et d'une ligne à air pour les pneus des bicyclettes. « C'est une valeur ajoutée pour notre clientèle », a indiqué le directeur Cantin avec un sourire dans la voix, faisant référence aux quelque 120 000 cyclistes qui embarquent à son bord bon an mal an.

La Traverse de Lévis, c'est annuellement 1 600 000 passagers dont entre 300 000 et 400 000 sont des touristes, et 250 000 automobiles.

À part la roue et l'horloge de bord, tout y a été refait

## LE MONDE

**ihm**  
IMAGES DU NOUVEAU MONDE  
Du 2 au 6 avril 2003

## EN BREF

## ALLEMAGNE

## Lapidé par son frère

■ **SCHOENENBERG-KUEBELBERG** — Un adolescent allemand de 14 ans soupçonné d'avoir participé à la mort par lapidation de son frère de 7 ans a été interpellé par la police. Des traces de sang de la victime ont été retrouvées sur les habits de l'adolescent. L'enfant de 7 ans avait été tué par lapidation dans la nuit de lundi à mardi dans la cour d'une école, dans laquelle l'enfant n'était pas scolarisé. Plusieurs fractures du crâne, « créées par des coups à l'aide d'objets massifs » ont été constatées à l'autopsie. Les enquêteurs ignorent le mobile du crime, mais excluent que l'enfant ait subi des sévices sexuels. (AFP)

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

## Vague d'immolations

■ **PRAGUE** — En moins d'un mois, trois jeunes Tchèques se sont suicidés par le feu et deux autres ont été gravement brûlés après s'être aspergés d'essence pour mettre fin à leurs jours. Dans la nuit de mardi à hier, un étudiant de 21 ans s'est ainsi suicidé dans une rue de Pilsen et un autre de 26 ans s'est gravement blessé dans une banlieue de Prague. La série a commencé le 6 mars lorsqu'un jeune homme de 19 ans s'est suicidé par le feu sur la Place Venceslas. Le président Vaclav Klaus a déclaré que tous ces actes de désespoir originent d'un mal de vivre dans un monde de guerres. (AFP)

## VENEZUELA

## Réfugiés colombiens

■ **CARACAS** — Un millier de Colombiens se sont réfugiés au Venezuela au cours des dernières semaines, fuyant la violence des groupes armés paramilitaires opérant dans leur pays, a déclaré le défenseur du peuple de l'État frontalier de Zulia, Antonio Urribari. Six personnes ont été assassinées au cours des dernières semaines dans la région frontalière entre les deux pays et une école vénézuélienne a été in-

centrée par des paramilitaires colombiens, selon ces réfugiés cités par M. Urribari, dont la tâche consiste à assurer la défense des citoyens face à l'administration. Le Venezuela et la Colombie partagent une frontière de 2219 km, souvent affectée par des actions violentes de la guérilla et des paramilitaires colombiens, ainsi que des trafiquants de drogue et par de la délinquance commune. (AFP)

## PHILIPPINES

## 16 morts, 40 blessés

■ **MANILLE** — Une bombe de forte puissance a explosé hier soir sur un quai du port de Davao, dans le sud des Philippines, faisant au moins 16 morts, dont 2 enfants, et 40 blessés selon un bilan provisoire. La présidente philippine, Gloria Macapagal Arroyo, a ordonné une « guerre totale » contre les auteurs de l'attentat, dont la responsabilité n'a pas été revendiquée dans l'immédiat. Le Front Moro de libération islamiste, accusé d'avoir perpétré un attentat qui a fait 21 morts, le 4 mars dernier à l'aéroport international de Davao, a condamné la dernière attaque. La bombe était dissimulée sous l'étal d'un marchand de viande grillée, à l'entrée de la jetée, très fréquentée. L'explosion a creusé un cratère dans la chaussée. Deux enfants et une religieuse figurent parmi les victimes. (AP)

## ITALIE

## Berlusconi limité

■ **ROME** — Les députés italiens ont approuvé hier une disposition limitant à deux le nombre de chaînes de télévision pouvant être détenues par un groupe privé, infligeant un revers au chef du gouvernement et magnat des médias, Silvio Berlusconi, propriétaire de trois chaînes. À la surprise générale, les députés ont ainsi voulu interdire les positions dominantes à un groupe privé. Le texte a été approuvé par 230 voix contre 222. L'opposition s'est félicitée de l'approbation de son amendement, considéré comme une mise en demeure pour le chef du gouvernement de se séparer de l'une des trois chaînes de télévision de son groupe Mediaset. (AFP)

# Traversier cubain détourné

■ **LA HAVANE** (AP et AFP) — Nouveau détournement à Cuba. Des hommes armés ont pris le contrôle, hier, d'un traversier au large des côtes cubaines, menaçant de jeter les passagers par dessus bord si l'accès aux États-Unis leur était refusé.

Selon le FBI, le bateau dérivait hier dans les eaux internationales à environ 60 km au large de Key West (Floride) et des négociateurs devaient être acheminés par hélicoptère vers une vedette des gardes-côtes américains. Cuba a annoncé qu'il allait se charger de la situation. Les gardes-côtes américains ont confirmé que les autorités cubaines dirigeraient les opérations, ajoutant toutefois qu'ils se tenaient à la disposition de celles-ci pour les assister.

« Nous n'utiliserons pas la force afin de ne pas mettre en danger la vie des passagers », a dit Cuba qui précisait que 50 personnes, dont 6 à 8 enfants, se trouvaient à bord du bateau œuvrant dans la baie de La Havane.

Mardi, un pirate de l'air cubain avait détourné un avion de la firme Cubana, menaçant de faire exploser l'appareil à l'aide de deux grenades qui s'étaient ensuite révélées être factices.

L'homme s'était rendu après l'atterrissage de l'appareil à l'aéroport in-

ternational de Key West, en Floride. Un premier avion avait été détourné le 19 mars.

La télé cubaine, dans un geste inédit, a rendu public hier soir une mise en garde du représentant américain à La Havane contre ces détournements, informant la population cubaine que de tels actes « sont une violation extrêmement sérieuse des lois internationales et américaines ».

## LES DISSIDENTS PUNIS

Les autorités judiciaires cubaines vont par ailleurs requérir de lourdes peines, allant de 15 ans de prison à la réclusion à perpétuité contre les 78 opposants récemment arrêtés, apprenait-on hier auprès de dissidents.

Ces derniers seront déferés devant les tribunaux à partir d'aujourd'hui dans plusieurs provinces pour des tentatives de « complot » menées par le représentant américain à La Havane, « des faits graves de complicité avec l'ennemi ».

## Tchéchénie: viols, tortures, assassinats

MOSCOU (d'après AFP) — Viols, tortures, assassinats de civils: les forces russes entrées en Tchéchénie pour la seconde fois en octobre 1999 ont été accusées des pires exactions, qualifiées de crimes contre l'humanité par les défenseurs des droits de l'homme. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a préconisé hier à Strasbourg la création d'un tribunal pénal international « pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité en Tchéchénie » si « le climat d'impunité dans la république tchéchène continuait de prévaloir ».

Cette proposition ne peut que provoquer la colère de Moscou qui n'a jamais reconnu les exactions perpétrées par les troupes fédérales.

La Russie voit dans le conflit tchéchène un « problème intérieur » en « voie de pacification » et le président Vladimir Poutine est particulièrement susceptible à propos de cette « opération antiterroriste ».

Les difficultés à juger le colonel Iouri Boudanov, emprisonné depuis le printemps 2000, ont d'ailleurs montré que la société russe n'était pas prête à faire son mea culpa. Boudanov, qui a avoué avoir étranglé en mars 2000 la jeune Tchéchène Elsa Koungoueva, 18 ans, et qui était initialement inculpé de l'avoir également violée est considéré comme un héros par nombre de ses pairs et une partie de la population russe.

L'organisation russe Memorial, a dénombré pour 2002 plus de 50 Tchéchènes retrouvés morts en moyenne chaque mois des suites des sévices des militaires.

## Les folies du printemps

Volkswagen  au Mont-Sainte-Anne



### Beach Party « Pour un flirt » 5 et 6 avril & Challenge des moniteurs

Samedi :  
• Concours à saveur Louisianaise  
• Band Alambic à l'après-ski

Dimanche :  
• Journée Mélanie Turgeon  
Venez rencontrer Mélanie en après-midi pour une séance d'autographe.  
• Djembe et danseuses africaines

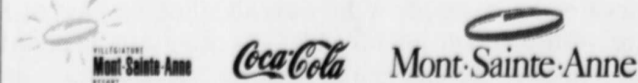
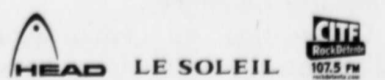


• Bar à raclette •  
• Démonstrations des modèles 2004 Head •

### Abonnement du printemps

à partir de **125\$** (adulte) **99\$** (14-22 ans)

Jusqu'à 4 mai. \*Inclus en sus: Déjà au service à la clientèle.



### Détails et conditions :

**418 827-4561 • 1 888 827-4579**

Payable dans  
**6 MOIS**

**VALCOURT**  
ET FRÈRE INC.

SANS FRAIS

SANS INTÉRÊT\*

FOYER  
AU  
BOIS

#### LE FOYER AU BOIS FPI

- Construction supérieure
- Caisson entièrement isolé assurant un haut rendement énergétique
- Portes de verre rétractables offrant espace et sécurité
- Portes de grillage rigides, sécuritaires
- Porte-bûches en fonte inclinable facilitant le nettoyage
- Récupérateur de chaleur avec soufflerie de 150 CRM pour plus de confort et d'économie
- Offert en 9 finis différents
- Garantie limitée de 25 ans

Pour un décor chaleureux

#### MANTEAU DE FOYER

ET FINPLUS MICROGRAC

OUVERT 7 JOURS



**DURAND**  
POÊLES • FOYERS • CHEMINÉES



photo à titre indicatif

9635, boul. de l'Ornière Québec

**843-2223**

www.durand.ca

# ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'éditorial JEAN-MARC SALVET  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Entre deux feux

« Cette guerre ne fait que commencer et si d'autres combats difficiles nous attendent, l'issue est certaine », plaide mardi Donald Rumsfeld, celui-là même qui avait prévu une guerre plus courte que longue en Irak. Si le secrétaire à la Défense s'est fourvoyé sur la durée du conflit et la résistance des Irakiens, les bavures des derniers jours, le ressentiment qu'elles suscitent et l'appel au djihad lancé par Saddam Hussein nous font craindre aussi sur l'issue de cette guerre « préventive ».

L'issue certaine que prévoit le secrétaire Rumsfeld se réalisera au prix de combien de victimes innocentes dans la population civile? L'expression de regrets ne suffira pas toujours si les images de civils morts, déshabillés et de leurs proches en pleurs se multiplient. Ce n'est pas cela l'Irak libéré. Une population prise entre deux feux: celui de la guerre et celui du fou régime de Saddam, prêt à sacrifier sa propre population pour se maintenir au pouvoir.

Et même si la mort fait partie des risques de leur métier, combien de militaires américains et britanniques devront laisser leur vie en Irak pour que les États-Unis connaissent le dénouement souhaité?

L'issue certaine passera-t-elle aussi par une guerre de religion, une confrontation avec tout le monde musulman et arabe, comme tente de le susciter Saddam Hussein? Les autorités irakiennes prétendent que quelque 6000 arabes étrangers sont entrés en Irak pour se battre et même sacrifier leur vie pour combattre les États-Unis et leurs alliés. Le fanatisme religieux et la haine des Américains peuvent aussi compliquer « l'issue certaine ».

Et à la fin, dans quel état seront les relations internationales lorsqu'on voit qu'un courant anti-américain devient si fort que certains, comme le révèle un sondage réalisé en France, en viennent à souhaiter la défaite de la coalition britannico-américaine en Irak? Comme si Saddam Hussein pouvait se transformer en quelques jours de tyran à martyr. Un tel glissement est dangereux. L'opposition à cette guerre prématurée et injustifiée ne doit jamais être interprétée comme un appui au régime didacticiel de Saddam Hussein.

Ce n'est donc pas sombrer dans le pessimisme que d'avoir des doutes et des craintes sur l'issue du conflit. Les 15 premiers jours de cette guerre ont démontré qu'il ne peut y avoir de certitude sur la durée d'une guerre, les avancées sur le terrain, les moyens utilisés de part et d'autre pour parvenir à ses fins (même ceux interdits par les conventions internationales) et le dénouement final. Il n'y a qu'une seule certitude dans la guerre: son horreur.

Comme pour atténuer les bévues des derniers jours, les États-Unis ont hier, par la voix de leur secrétaire d'État Colin Powell, assuré qu'Européens et Américains travailleront ensemble pour reconstruire l'Irak. Powell soutient même que les États-Unis souhaitent une Europe forte parce que « les défis du XXI<sup>e</sup> siècle ne peuvent être relevés par un seul gouvernement ».

Que ces mots sont doux à l'oreille. Souhaitons que même les plus guerriers les entendent.

## Un moratoire justifié

Le moratoire sur les grandes surfaces qu'entend imposer l'administration L'Allier pourrait faire l'objet de quelques assouplissements, comme le réclame l'opposition à la Ville de Québec. Mais cette mesure n'en demeure pas moins nécessaire afin de planifier de façon cohérente le développement de la région.

En voulant imposer un moratoire de six mois sur la construction des commerces de plus de 2500 mètres carrés, la Ville visait à empêcher la multiplication incontrôlée des mégasurfaces. Mais elle a du même coup sous-estimé l'impact de cette mesure sur les centres commerciaux locaux qui ne doivent pas subir les contrecoups d'une restriction qui ne leur est pas destinée.

Les élus doivent en effet commencer par s'entendre sur la définition, sur les dimensions réelles des magasins de grande surface. Bien des commerces, surtout des marchés d'alimentation, occupent des espaces d'au moins 2500 mètres carrés, mais ne sont pas pour autant considérés comme des *killers*, des mégasurfaces qui nuisent aux petits marchands locaux. Un moratoire sur ces surfaces de taille moyenne serait indésirable puisqu'il

pourrait freiner des projets d'expansion de certains centres commerciaux, qui abritent souvent ce genre de magasins.

Or, ce ne sont pas les centres commerciaux qui doivent faire l'objet d'un contrôle plus serré, mais bien les grandes surfaces qui ne sont pas si rentables pour la Ville, qui contribuent à l'étalement urbain, qui exigent la construction d'infrastructures coûteuses et qui peuvent décider de fermer leurs portes du jour au lendemain en laissant sur place des bâtiments difficiles à recycler. Par exemple le cinéplex Odeon de Sainte-Foy.

L'opposition et l'administration L'Allier semblaient d'ailleurs d'accord, hier, pour revoir à la hausse le seuil de 2500 mètres carrés. Mais une fois que cette démarche se sera concrétisée, la Ville devrait aller de l'avant avec le moratoire afin de mieux cibler ses orientations et de mesurer l'impact de ces grandes surfaces. Quelques mois de réflexion ne sauraient faire de tort à qui que ce soit. D'autant plus que les promoteurs trop pressés pourraient toujours se tourner vers les 80 000 mètres carrés de terrain qui seront soustraits de ce moratoire et qui pourront donc être exploités dans les mégacentres déjà existants.



CHRONIQUE POLITIQUE

## Liberté 70 pour Landry

Quel pourcentage réel de chances les Québécois ont-ils que Bernard Landry, s'il est réélu le 14 avril, à 66 ans, complète le prochain mandat? M. Landry ne prendrait alors une retraite qu'à 70 ans, ce qui n'est rien d'exceptionnel pour des politiciens en Europe mais hors normes chez nous. Le sujet est totalement occulté depuis le début de la campagne électorale. Par prudence sans doute, la question n'est jamais posée au premier ministre par les médias ou les chefs des autres partis. Elle est toutefois fort pertinente par rapport à la vie démocratique, à la stabilité que les citoyens sont en droit d'attendre du gouvernement qu'ils élisent et à la suite des expériences vécues depuis deux décennies.

René Lévesque n'a pas complété son second mandat. Miné par les crises internes dans son parti qui ont paralysé le gouvernement, il a démissionné. À la suite d'une course à la direction, Pierre Marc Johnson a été désigné chef et a complété péniblement le mandat. À toutes fins utiles, les Québécois ont été pris pendant deux ans avec un gouvernement à l'état végétatif, de 1983 à 1985. Robert Bourassa, épuisé par les débats constitutionnels qui déchiraient le PLQ puis affaibli par la maladie, n'a pu compléter son second mandat. Il a finalement annoncé son départ en septembre 1993 pour le mois de janvier suivant. Au moins avait-il une raison sérieuse pour désertir, devant laquelle il faut s'incliner. Daniel Johnson lui a succédé pour conduire une équipe en lambeaux jusqu'aux élections de 1994. À nouveau, les Québécois ont cependant

subi une absence de gouvernement pendant deux ans, de 1992 à 1994. La moitié du Conseil des ministres a même fui le bateau au cours de cette période.

Élu en 1994, Jacques Parizeau a démissionné un an plus tard, par dépit, au lendemain de la défaite référendaire. Lucien Bouchard est rentré d'Ottawa, pour diriger le gouvernement péquiste. Remaniement ministériel en profondeur,

réorganisation encore de la machine gouvernementale, nouvelles orientations stratégiques, et les Québécois ont accepté d'être dirigés pendant trois ans par un premier ministre non élu mais seulement désigné par la machine partisane. M. Bouchard sollicite un nouveau mandat à l'automne 1998 mais démissionne dès le 8 mars 2001, pour seul motif de se consacrer davantage à sa famille. Nouvelle transition, remaniement ministériel de fond en comble, xième réorganisation de la machine gouvernementale avec l'arrivée de Bernard Landry, qui gouvernera pendant deux ans, sans avoir été élu premier ministre.

La vie démocratique en a pris pour son rhume au Québec depuis 1994. Nous avons été gouvernés pendant plus de cinq ans par des premiers ministres désignés. Le Parti libéral de Jean Charest a en plus obtenu plus de votes que le Parti québécois en 1998, alors dirigé par le très charismatique Lucien Bouchard, mais le pouvoir a échappé au PLQ. La décision de Lucien Bouchard de ne pas compléter le mandat qu'il réclamait de ses concitoyens avait sans doute été soupesée avant les élections. Si oui, les électeurs ont été trompés; si sa démission était au contraire « spon-

tanée », M. Bouchard a alors fui des responsabilités qu'il avait sollicitées.

Les Québécois auraient-ils préféré Bernard Landry à Jean Charest en 1998? Il est permis d'en douter. Il est donc tout à fait légitime de s'interroger si, en votant pour Bernard Landry le 14 avril, à qui les Québécois reconnaissent les meilleures compétences, le plus de leadership, parmi les trois chefs sur les rangs, les électeurs qui opteront pour le PQ, voteront bien pour Bernard Landry pour quatre ou cinq ans, ou pour Pauline Marois, François Legault, ou André Boisclair pour un demi-mandat? Le Parti québécois ne s'est pas illustré dans le passé par la stabilité de ses gouvernements.

Les transitions de Parizeau à Bouchard et de Bouchard à Landry se sont heureusement déroulées assez rondement, sans déchirantes courses à la direction. Ce ne sera certainement pas le cas la prochaine fois et le gouvernement serait au neutre au moins pendant un an au cours de son prochain mandat, le temps de choisir le successeur de M. Landry et que celui-ci s'installe au pouvoir.

M. Landry vise la tenue d'un autre référendum et l'accession à la souveraineté pour 2005, dans deux ans. Les Québécois ne veulent pourtant pas d'un troisième référendum pour un avenir prévisible. Devant l'impossibilité de réunir les conditions gagnantes, la fatigue accumulée par l'exercice du pouvoir, la poussée des loups — et des louves — jeunes et moins jeunes, M. Landry ne sera-t-il pas tenté de se réserver quelques belles années pour profiter de la vie avec Chantal sans attendre la liberté 70?

Vaudrait mieux le savoir. Peut-être certaines personnes qui s'apprentent à faire confiance à Bernard Landry sont-elles moins tentées d'être dirigées pendant deux ou trois ans par Pauline Marois?



J. Jacques Samson

J.JSamson@lesoleil.com

## Bhopal, « Prestige »: un procès public pour ces criminels!

Gilles Brunel, Cesar Castillo, Amir Khadir, Marcela Valdivia

(Extrait d'un article fourni par les auteurs et publié dans « Saison mauve », Vol. 5, n° 1)

À Bhopal, décembre 1984. Plus de 40 tonnes de sevin s'échappent de l'usine Union Carbide en Inde: de 14 000 à 30 000 morts, 500 000 blessés. Accident, catastrophe ou crime? Tout dépend de la qualification politico-juridique choisie. Selon plusieurs, une négligence criminelle.

Le Statut de la CPI (Cour pénale internationale), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002, malgré l'opposition des États-Unis, complémentaire des juridictions criminelles nationales, n'inclut pas les personnes morales et n'est pas rétroactif. Sa compétence se limite aux personnes physiques. Elle peut exercer ses pouvoirs sur le territoire de tout État partie, (après ratification) et exceptionnellement par convention lui donnant juridiction dans un État non partie.

Dans le cas de Bhopal, les tribunaux aux États-Unis ont accueilli les requêtes en rejet des procédures selon l'argument du forum non conveniens. Ils ont décliné leur compétence territoriale à juger d'un crime commis en Inde. Les avocats de l'Union Carbide ont poussé l'audace

jusqu'à prétendre « qu'aucun tribunal américain ne pouvait évaluer une vie dans le tiers-monde ». En 1989, après cinq ans de litige le gouvernement indien a accepté « un accord à l'amiable » complet et final en responsabilité civile de l'Union Carbide pour 470 millions \$US, plus une balance de 690 millions \$ non encore versée. Les indemnités moyennes par personne blessée étaient de 370 \$ à 600 \$ et de 3000 \$ en cas de décès.

En 1991, la Cour suprême de l'Inde a réaffirmé le droit à discuter de la responsabilité pénale de Carbide. Le tribunal de Bhopal a émis un bref à l'intention de Warren Anderson, alors président d'Union Carbide, pour homicide dans une affaire criminelle. Le mandat d'arrêt international d'Interpol est resté sans effet. Milosevic a été trouvé bien plus facilement! Anderson est disparu. En 1996, la Cour suprême de l'Inde a changé les accusations portées contre des cadres de l'Union Carbide India Ltd, d'homicide volontaire à homicide par négligence. Les peines maximales passent de 10 à 2 ans. Depuis 1984, 140 actions devant les cours de justice fédérale aux États-Unis ont été introduites. En pratique, elles ont été rejetées alors que quelques-unes sont encore en appel.

Le rachat de l'Union Carbide par la Dow Chemical et Rhône-Poulenc, propriétaire de l'usine de sevin, a fait disparaître la « personnalité morale » de cette entreprise. Depuis, le durban, insecticide interdit aux États-Unis et introduit à grand renfort publicitaire par la Dow en Inde, menace la santé. De plus, l'Union Carbide rassure ses actionnaires, car Bhopal a représenté un risque minimal de la baisse des cours des actions soit 43 c par action.

Récemment, l'affréteur du pétrolier *Prestige* a cédé sa filiale de commerce pétrolier Crown, propriétaire de la cargaison du *Prestige*. Plus d'existence légale! Selon *Le Monde*, Crown a été rebaptisé ERC Trading et devrait se concentrer sur le commerce de produits propres! Même stratégie: éviter les poursuites. Un procès public est selon nous la seule voie de résolution. L'impunité entraîne la banalisation des crimes. Mais est-il politiquement rentable dans le *statu quo* actuel, l'économie globalisante et la sécurité des nations, de surveiller et punir tels crimes ou activités plutôt que tels autres? L'Union Carbide se tire d'affaires tout comme des généraux d'hier responsables de tortures sont libérés d'accusations. Malgré quelques succès, le droit pénal international sommeille encore.



Julie Lemieux

JLemieux@lesoleil.com

# OPINIONS

## Quand l'ombre de Saddam plane sur la campagne électorale...

Réjean Pelletier

Professeur titulaire au département de science politique de l'Université Laval

Le déclenchement de la campagne électorale le 12 mars dernier n'a pris personne par surprise tellement il était devenu évident que la population québécoise serait appelée aux urnes le 14 avril. Les trois principaux partis s'y attendaient et chacun était prêt à s'engager sur le sentier de la guerre.

Cette guerre « symbolique » entre partis politiques n'a pas été cependant en mesure d'entrer en concurrence avec une autre guerre — la « vraie » celle-là — déclenchée peu après le début de la campagne électorale. On l'a dit et redit : l'attention médiatique a été centrée, pour des raisons évidentes, sur la guerre en Irak. Les médias ont rapporté davantage les bruits des batailles quotidiennes en Irak que les échos de la bataille électorale au Québec, lesquels ont été relégués au second rang. Après 15 ou 20 minutes de diffusion de nouvelles reliées à la guerre, il restait peu de place pour traiter l'actualité politique québécoise.

Dans un tel contexte, que peut-on dégager comme bilan de la campagne en cours ? S'il est un parti pour lequel la pré-campagne amorcée à l'automne 2002 a été plus importante que l'actuelle campagne électorale, c'est bien l'ADQ. Ce parti, qui volait allégrement vers la victoire, se retrouve maintenant au troisième rang.

La remise en cause de certains engagements de son programme, couplée à des voix discordantes de certaines « vedettes » du parti, a forcé Mario Dumont à effectuer des reculs importants. L'abandon du taux unique d'imposition, les « précisions » sur la médecine à deux vitesses ou sur la sécurité d'emploi dans la fonction publique en sont des exemples. Si bien que le début de la campagne électorale a tout simplement coïncidé avec un déclin du parti, amorcé depuis l'automne. Et rien n'a encore réussi à contrer ce déclin. Les affiches en noir et blanc des candidats et candidates, la mine sombre du chef durant la première semaine, la publicité très négative dans les médias, rien de cela n'était de nature à relancer l'ADQ sur le chemin de la victoire. La performance de Mario Dumont lors du débat des chefs n'a réussi qu'à confirmer la troisième place du parti dans les sondages électoraux.

Le PLQ a mieux tiré son épingle du jeu jusqu'i-



La guerre « symbolique » entre partis politiques n'a pas été en mesure d'entrer en concurrence avec une autre guerre — la « vraie » celle-là — déclenchée peu après le début de la campagne électorale. De nombreux Québécois sont plus préoccupés par la guerre.

ci. Le chef a porté quelques bons coups en début de campagne, en particulier en présentant son équipe économique marquée par le recrutement de l'ancien président de la Commission sur le déséquilibre fiscal, Yves Séguin, lequel est appelé à jouer un rôle important dans le parti. Il était devenu urgent pour le parti de se positionner en matière économique puisque le Parti québécois, avec les Landry, Marois, Legault, avait réussi à ravir au PLQ son ancienne « marque de commerce » ces dernières années, soit la force de son équipe en matière économique. En même temps, Jean Charest s'est présenté devant la population tout souriant, confiant, invitant, prêt à gouverner, comme pour tenter de contrer une certaine méfiance à son égard.

Mais le PLQ reste toujours confronté à quelques problèmes sérieux qui constituent autant d'obstacles sur le chemin de la victoire. Le Parti libéral ne réussit pas encore à s'imposer

chez les francophones, à être perçu comme le défenseur des intérêts du Québec face à Ottawa, ce qui est absolument nécessaire pour l'emporter le 14 avril. Sa position sur les « défusions » municipales, toute démocratique qu'elle soit, constitue une erreur politique qui permet encore davantage de ranger le parti comme le défenseur de certains îlots anglophones de Montréal.

Sa volonté de geler les budgets de tous les ministères, à l'exception de la santé et de l'éducation, constitue en réalité une réduction de ces budgets, comme aiment le rappeler ses adversaires politiques. Enfin, comment concilier la baisse promise des impôts et l'augmentation des services en santé et en éducation, tout en maintenant le cap sur le déficit zéro ? Une partie non négligeable de la population préfère encore le maintien des services à la réduction des impôts, s'il faut vraiment choisir entre les deux. Quant au PQ, porté par sa remontée spectaculaire

laire dans les sondages depuis l'automne dernier, il a réussi jusqu'à ce jour à maintenir sa popularité en mettant en avant l'idée d'un bon gouvernement, en faisant valoir ses réalisations passées présentées comme le meilleur gage de ses engagements futurs, en montrant qu'il avait encore des idées nouvelles et n'était pas un parti usé par le pouvoir. Il a même réussi à imposer ses propres thèmes au début, en particulier la conciliation travail-famille, forçant ainsi les autres partis à prendre rapidement position sur cette question.

Bernard Landry s'est présenté devant l'électorat d'une façon décontractée, souriante, tout en adoptant un « profil bas » afin d'éviter des sautes d'humeur et des emportements inutiles, sinon néfastes. Certes, il a fait allusion, à l'occasion, à la question nationale et à la souveraineté du Québec, mais c'était davantage pour conserver le moral de ses propres troupes que pour convaincre la population du bien-fondé de cette option.

Le récent débat des chefs s'est soldé par une victoire, acquise à l'arraché, de Jean Charest sur Bernard Landry, reléguant le chef de l'ADQ au troisième rang. Cette première place de Jean Charest semble relancer momentanément la campagne du Parti libéral et gonfler à bloc les partisans libéraux galvanisés par leur nouveau slogan « La santé ou la souveraineté » (comme s'il fallait choisir entre les deux !). Du côté de l'ADQ, à la suite de ce débat, la cible à atteindre est moins le PQ que le PLQ qui l'attaque sur son propre terrain et qui, en associant un vote pour l'ADQ à un vote pour le PQ, cherche à faire des gains auprès des partisans adéquats.

Quant au chef du PQ, placé nécessairement sur la défensive au cours de ce débat après plus de huit ans de pouvoir, il se devait de parer les coups et de faire quelques gains. Ces objectifs ont été atteints puisqu'il s'agissait moins de l'emporter que de ne pas perdre. Le problème est plutôt venu de ses propres rangs, d'un Jacques Parizeau qui est revenu sur sa déclaration jugée malheureuse de 1995. Avec la récente décision de celui-ci de ne plus faire campagne, cet incident semble clos. Mais le thème de la souveraineté sera encore exploité par les libéraux jusqu'à ce qu'il soit de plus en plus enterré par les bruits intenses de la guerre en Irak. Cette guerre reléguera alors à nouveau la campagne électorale au second plan.

### CARREFOUR DES LECTEURS

#### Pourquoi pas Jojo Savard...

Lors du débat des chefs de lundi, le plus inquiétant fut l'analyse faite par nos grands maîtres à penser journalistiques et que des électeurs orientent ainsi leur vote sur la façon dont ils étaient habillés, le non-verbal, le niveau de stress, si l'un parlait plus fort que l'autre. Sommes-nous incapables de lire les programmes politiques qu'offrent les partis ? Allons-nous choisir le prochain gouvernement selon la couleur de la cravate du chef ? Les analystes devraient demander l'aide de la plantureuse Jojo Savard afin de dire directement aux électeurs pour qui ils doivent voter...

Robert Comeau  
Montréal

#### Échec de Charest

Le débat des chefs est demeuré assez superficiel. Pas d'analyses de fond, un parti pris de s'en tenir aux détails de gestion et aux solutions circonstancielles. Une formule qui pénalise surtout Jean Charest qui aurait dû attaquer le régime plutôt que sa seule efficacité gestionnaire. Il avait aussi à proposer des politiques de substance et une vision nouvelle pour se camper comme leader de l'après révolution tranquille. On a vu qu'un bon *debater*, pas l'homme d'État. Après le 14 avril, il risque de devoir réinventer le PLQ plutôt que le Québec.

Michèle Magnan Ph.D.  
politologue  
Montréal

#### Élection référendaire

Il est maintenant très clair que Monsieur Landry se dirige vers une élection référendaire et qu'il songe même à utiliser des fonds publics à cette fin, tout comme il l'a déjà fait depuis un an avec cette publicité subliminale.

Julien Arsenaux  
Sainte-Foy

#### Charest arrogant

Je ne peux pas croire que l'opinion publique, suite au débat des chefs, est favorable à Jean Charest, il rêve en couleurs. La santé, la santé ! J'ai eu besoin, plus souvent qu'à mon tour, de consulter des médecins, des spécialistes et même d'arriver en urgence à l'hôpital. Et je vous assure que j'ai toujours été très bien traitée. Si les urgences sont engorgées, il serait intéressant de savoir pour quel bobo les gens veulent voir le médecin ?

Monsieur Landry a bien raison de dire que le problème de la santé est beaucoup plus large que ça, il est à la base de nos façons de vivre. Qu'on cesse de tout mettre sur le dos du gouvernement. La santé est notre affaire, qu'on commence par se prendre en main. Et l'éducation ? Le Parti québécois fait plus que son possible, mais c'est aussi une affaire de parents, pourquoi encore tout mettre sur le dos du gouvernement ? Où sont les parents ? Ils travaillent ? C'est vrai que pour se payer du « luxe », il faut en gagner de l'argent et, pour ça, il faut travailler.

Voilà mon opinion, suite au débat. Je ne veux pas d'un gouvernement arrogant comme l'a été monsieur Charest. Et bonne chance Mario.

Monique Mayrand  
Luceville

#### Soyez objectifs

Il est évident que Jean Charest a remporté le débat des chefs, lundi soir. Il était sûr de lui et maîtrisait ses dossiers. Que les journalistes québécois soient objectifs pour une fois envers M. Charest.

Claudine Michaud  
Baie d'Urfé

#### Charest et les « ethnies »

Monsieur Charest se sert des émotions des gens en les réduisant à de simples impulsifs qu'il suffit de manipuler à coup de messages subliminaux. À celui de la santé, il ajoute maintenant celui de l'ethnie, croyant s'attaquer aux deux points « faibles » du PQ. Santé et souveraineté. Est-ce habile et moral ? Si au moins Parizeau avait réellement gaffé cette fois. Et si nous étions encore dans le Québec de 1995 où beaucoup d'enfants d'immigrants n'avaient pas encore le droit de vote. Ce n'est plus le cas. De toute évidence, M. Charest ignore l'évolution des choix politiques des communautés culturelles. Les libéraux ne peuvent plus prétendre au monopole de leurs voix. Elles sont plus que jamais diversifiées. Les fils d'immigrants, enfants de la loi 101, ne pensent pas tous comme leurs parents. La réponse de Jacques Parizeau à un étudiant de Shawinigan me semble le début d'une réconciliation sur un malentendu trop longtemps entretenu. En voulant chercher plus de vote « ethnique », Charest a trop vite réagi et ça risque de provoquer l'effet contraire.



Le débat des chefs s'est soldé par une victoire, acquise à l'arraché, de Jean Charest sur Bernard Landry, reléguant le chef de l'ADQ au troisième rang.

En effet, la large diffusion de l'explication de Parizeau comble un certain vide entre le PQ et les communautés culturelles et cette technique de manipulation à la manière Charest risque de réveiller même des électeurs francophones qui n'aiment pas les politiciens menteurs. Monsieur Charest n'est pas le premier à répéter les mêmes mots et les mêmes phrases un million de fois en 30 jours en espérant que cela va orienter le vote des gens dans le sens qu'il désire. Cette technique a fait ses preuves chez nos voisins américains. Mais nous ne sommes pas 250 millions d'électeurs. Certains diraient qu'en campagne électorale, c'est de bonne guerre que de répéter des slogans. Monsieur Charest ne répète pas des slogans, il radote. Je ne suis pas prêt de voter pour un type qui me prend pour un con.

Un Québécois parmi d'autres  
Mohamed Lotfi  
Montréal

#### J'appuierai Jean Charest ?

Je n'ai jamais été un conditionnel de Jean Charest. Cependant, depuis la dernière élection, il a fait ses devoirs en sillonnant les régions du Québec. Le programme de son parti, soutenu par un cadre financier solide,

est en mesure de répondre aux baisses d'impôts réclamées par tous les contribuables sans oublier les pressants besoins en santé.

Les électeurs souhaitent en majorité un changement de gouvernement. Ils en ont ras-le-bol d'un Parti québécois incapable de sortir de son modèle social-démocrate qui va jusqu'à se préoccuper des vacances de ses administrés alors que les listes d'attente s'allongent dans chaque établissement de santé, sans parler de son obsession pour la souveraineté. Quant à l'Action démocratique, ce parti et son chef n'ont pas encore atteint le niveau de compétence et d'expérience qui pourrait justifier un appui éclairé de ceux et celles pour qui voter est un geste sérieux et réfléchi. Entre l'immobilisme social-démocrate d'un Parti Québécois empêtré dans son option séparatiste et l'aventure de l'Action démocratique, mon choix est pour le changement dans la confiance au Parti Libéral et à son chef Jean Charest, qui le mérite bien tout compte fait.

Gilles Baribeau  
Charlesbourg

#### Charest a été malhonnête

M. Parizeau, en répondant à cet étudiant, rappelait simplement, dans

des mots brodés d'un petit sourire en coin, l'événement malheureux du soir du référendum de 1995, demandant qu'on l'excuse pour ces propos malveillants. Je ne vois rien d'incendiaire dans sa réponse donnée honnêtement !

Que M. Charest ait remué volontairement ces cendres devant des centaines de milliers de téléspectateurs pour raviver ainsi un malheureux événement que nous souhaitons ne jamais revivre m'apparaît totalement irresponsable venant d'une personne qui se dit « prêt » à gouverner notre Québec ! Ce n'est pas avec ce genre de subterfuge malhonnête et indigne d'une personne qui aspire à devenir premier ministre du Québec qu'il y parviendra ! M. Charest dit : un vote pour l'ADQ c'est un vote pour le PQ. Moi je dis : un vote pour l'ADQ c'est un vote contre les défusions et un vote pour le PLQ, c'est un vote en faveur des défusions, pour le déclin de nos villes ! M. Charest aurait avantage à reconnaître qu'il a commis une erreur en combattant aussi farouchement les fusions et nous informer de son intention de combattre avec autant d'acharnement les défusions ! Il y gagnerait au change. Pour ma part, je suis très fier de ma nouvelle ville ! J'habite Québec maintenant !

Josef Larallé  
Sainte-Foy

## STRATAGÈME COMPTABLE DU BLOC AUX ÉLECTIONS

### L'esprit de la loi est violé, selon le DGE

OTTAWA (PC) — Le stratagème comptable employé par le Bloc québécois au cours des deux derniers scrutins fédéraux viole l'esprit de la loi électorale, estime le directeur général des élections du Canada, Jean-Pierre Kingsley. « Je dois admettre qu'à mon avis, ça ne va pas dans le sens de l'esprit de la loi », a-t-il déclaré en entrevue téléphonique.

« Mais si on prend chaque geste séparément, ça respecte les dispositions de la loi », a-t-il convenu. M. Kingsley a souligné que l'esprit d'une loi est un concept dont la portée peut varier d'une personne à l'autre. « C'est pourquoi il faut amender la loi et clarifier les choses pour tout le monde », a-t-il précisé.

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a réagi avec indifférence à ces déclarations compromettantes. « La loi est légale, on la respecte, et c'est très clair : il n'y a rien d'illégal dans ce qu'on a fait », a-t-il lancé hier, visiblement irrité. « Quand je respecte la loi, ça ne me met pas mal à l'aise. S'ils veulent changer la loi, qu'ils fassent des propositions. »

M. Kingsley a pourtant rappelé que dès 1996, il a recommandé au Parlement de modifier la loi électorale pour interdire formellement les pratiques douteuses de financement politique.

Le *National Post* révélait plus tôt cette semaine que la direction du Bloc a incité ses candidats, lors des élections de 1997 et de 2000, à verser des salaires et des indemnités à des organisateurs, qui étaient pourtant officiellement « bénévoles ».

Ces mêmes organisateurs devaient, sans délai, remettre aux candidats, sous forme de dons au parti, les sommes que ces derniers venaient de leur verser.

Cette technique, surnommée « la méthode *in et out* », permettait au Bloc de générer des dépenses de campagne plus élevées, et donc de toucher des remboursements supérieurs de la part d'Élections Canada.

Selon le *Post*, le stratagème, mis au point par l'ex-député bloquiste Pierre Brien, maintenant candidat adéquiste, a permis au parti souverainiste de récolter plus de 150 000 \$ en remboursements additionnels de l'organisme fédéral.

Le directeur général des élections a tenu à préciser que si les autres partis fédéraux n'ont pas eu recours à la « formule Brien », ils se sont néanmoins servis, au fil des ans, d'autres techniques où intervenaient le crédit d'impôt et la réembauche de personnel. « Nous voulions nous attaquer à toutes ces pratiques », a-t-il confié à un quotidien montréalais.

## KANESATAKE

### Barricade levée

■ MONTRÉAL — Le barrage de véhicules qui gênait la circulation sur la route 344 entre Oka et Kanésatake a été démantelé hier, peu avant 15h, par les dissidents du conseil de bande qui n'ont obtenu en retour qu'une promesse de rencontre avec des représentants du ministre fédéral des Affaires indiennes, Robert Nault. Le départ des occupants soulagera sans doute les résidents, obligés de se soumettre à un « contrôle » inopiné et illégal. Par contre, hors de la fragile communauté mohawk de Kanésatake, qui se déchire en conflits internes depuis presque 30 ans, tout reste à faire. Le grand chef James Gabriel est toujours aussi contesté par la moitié du conseil de bande qui a réclamé sa démission à répétition depuis plus de deux ans, tandis que les dissidents devront rétablir leur respectabilité en vue de probables élections partielles au conseil de bande. (PC)

## ESPÉRANCE DE VIE DES HOMMES ET DES FEMMES

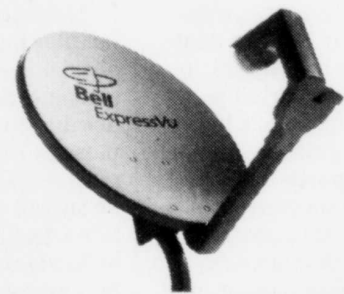
### L'écart diminue

■ MONTRÉAL — Selon de nouvelles données de l'état civil, l'écart entre l'espérance de vie des hommes et des femmes a encore diminué. Statistique Canada rapporte qu'en 2000, l'espérance de vie à la naissance, qui est un indicateur important de l'état de santé d'une population, a augmenté légèrement pour atteindre un nouveau sommet. Une femme née en 2000 pouvait s'attendre à vivre 82 ans, en hausse de 0,3 an par rapport à 1999. L'espérance de vie à la naissance des hommes s'est établie à 76,7 ans en 2000, en hausse de 0,5 an. L'écart entre l'espérance de vie des hommes et des femmes, qui n'a cessé de diminuer au cours des deux dernières décennies, est passé de 5,4 ans en 1999 à 5,2 ans en 2000. De 1979 à 2000, l'espérance de vie de l'homme s'est accrue de 5,4 ans, tandis que celle de la femme a augmenté de 3,2 ans. (PC)

**OFFRE  
PROLONGÉE  
JUSQU'AU  
27 AVRIL**



**Installateur  
gratuit**



**Système 3100: 59<sup>98</sup>\$\***

1 87 SOUCOUBE  
[www.bell.ca/satellite](http://www.bell.ca/satellite)



Espace Bell

TANQUAY  
ELECTRONIQUE

FUTURE SHOP

LA CABINE  
DE TELEPHONIQUE

Communication PL

RadioShack

STEREO

\* Prix de détail de 199,98 \$ moins 140 \$ de crédits de programmation avec l'abonnement au forfait Ultra 12. Les crédits s'appliquent à raison de 20 \$ par mois pour les sept premiers mois. Conditionnel à un engagement minimum de 12 mois au service ou des frais de désactivation de 70 \$ seront appliqués. L'installation de base d'une valeur de 99 \$ est offerte gratuitement jusqu'au 27 avril seulement. Offre réservée aux nouveaux abonnés. L'offre d'installation gratuite ne s'applique pas aux résidents de condominiums, d'appartements ou d'autres immeubles à logements multiples, ni à la clientèle commerciale. D'autres conditions et restrictions peuvent s'appliquer. Les prix, les forfaits, la programmation et l'offre peuvent être sujets à changements sans préavis. Détails en magasin ou au [www.bell.ca/satellite](http://www.bell.ca/satellite). Bell est une marque de commerce de Bell Canada, ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

## Du vrai crabe... des neiges !



COLLABORATION SPÉCIALE ERNIE WELLS

**Le crabe des neiges porte bien son nom** par les temps qui courent ! Le froid, le vent et une mer houleuse ne rendent pas la vie facile aux pêcheurs de la zone 17 de l'estuaire du Saint-Laurent qui, pour le récolter, sont confrontés à ces éléments depuis le début de la saison, le 1<sup>er</sup> avril. Le président de l'Association des pêcheurs, René Landry, a été parmi les premiers des 12 crabiers à rentrer au port peu avant 19 h mardi. Le pêcheur de 34 ans d'expérience, qui en a vu d'autres, qualifie le début de saison de moyen. Même chose pour la ressource. « Le crabe est beau et d'une belle grosseur. » La saison de pêche prendra fin le 31 juillet ou avant si les prises contiennent plus de 20% de crabes en mutation. E. W.

## La Gaspésie, c'est réglé

### Le Québec soutiendra ses ex-travailleurs jusqu'en 2004

GILLES GAGNÉ

Collaboration spéciale

■ **CAPLAN** — Le gouvernement du Québec continuera de soutenir financièrement jusqu'en 2004 les travailleurs de l'usine Gaspésia, autant les 220 qui ont été choisis dans l'organigramme de la papeterie actuellement modernisée que ceux, entre 75 et 100 personnes, qui n'ont pas été retenus pour y œuvrer.

Lors de son passage à Caplan vendredi, le premier ministre du Québec, Bernard Landry, a indiqué que le problème de ces travailleurs était réglé, et qu'il ne restait que des détails à figmoler.

Le président du syndicat des travailleurs de la Gaspésia, Denis Luce, avait indiqué deux jours plus tôt qu'il était inquiet de voir 300 à 325 travailleurs de Chandler toucher leur dernier chèque d'assurance-emploi avant le début de la période de formation et d'embauche de la papeterie. C'est pourquoi il réclamait de la formation et des projets d'emploi pour ses membres.

Mis à part quelques dizaines de travailleurs qui séjourneront en Finlande et en Suède, ce printemps, pour être formés par la firme Metso, responsable de la modernisation des équipements, une première vague de formation doit démarrer tôt à l'automne, et une seconde, tôt à l'hiver 2004.

Le démarrage de la papeterie est prévu pour la fin du printemps 2004.

À Caplan, le premier ministre a précisé que les travailleurs recevront « de la formation, des cheminements particuliers. Emploi-Québec a une série de programmes pour faire face à ces choses-là. Ils le font déjà, et puis à la demande des gens de la Gaspésia, on va donner des assurances plus fortes encore, au cas où ils seraient abandonnés », a mentionné M. Landry en faisant référence aux travailleurs qui ne trouveront pas de boulot à la papeterie.

Plus tôt, devant une assemblée partisane, il avait lancé que les travailleurs de l'usine de Chandler seraient appuyés financièrement jusqu'en 2004.

Denis Luce se dit satisfait par ces engagements. « Ils ont répondu à nos be-

soins. J'espère régler les détails mécaniques liés à l'entente avec le gouvernement au cours des prochains jours. Il n'y aura pas de "sans-chèque" parmi nos travailleurs », note M. Luce.

Au cours des trois dernières années, l'État québécois avait débloqué environ 3 millions \$ par an pour les travailleurs de la Gaspésia. Le montant requis pour 2003 reste à déterminer, mais il devrait être inférieur.

## Portrait de comté

# Dans Matane, les grands enjeux nationaux émeuvent peu

■ **MATANE** — Formée principalement des MRC de Matane et de la Haute-Gaspésie, la circonscription de Matane, redécoupée en 2001 et convoité par six candidats, présente un véritable défi pour celle ou celui qui la représentera.

Matane, qui s'étend sur 234 kilomètres le long du littoral, est formée de deux entités aussi distinctes qu'opposées. À l'ouest, la MRC de Matane bénéficie d'une structure industrielle et commerciale nettement plus développée, surtout au centre-ville. La MRC compte 22 507 habitants, 1216 de moins qu'en 1996. De ce nombre, 2330 (15% de la population active) reçoivent des prestations d'assurance-emploi, alors que 2237 personnes sont prestataires de l'assistance-emploi (aide sociale ou sécurité du revenu).

Plus à l'est, la Haute-Gaspésie, connue comme la plus en difficulté au Québec, a perdu 7,4% de sa population entre 1996 et 2001. Elle compte 12 722 habitants, dont 6835 à Sainte-Anne-des-Monts. Le taux de chômage se situe à 27,4% et 2220 personnes reçoivent des prestations d'assistance-emploi.

Dans ce contexte, les grandes questions nationales sont bien loin des préoccupations quotidiennes de la majorité des 28 143 électeurs. Ici, c'est l'emploi qui est au centre d'une campagne par ailleurs plutôt terne.

### SIX CANDIDATS

Raynald Bernier, un avocat de 48 ans né à Matane, représente l'Action démocratique du Québec après avoir convoité l'investiture péquiste durant quelques mois. « Ma priorité est la création d'emplois. Nous pouvons attirer les entreprises en offrant, à rabais, les kilowatts produits par les futurs pares éoliens. Nous devons redonner le pouvoir à la région afin qu'elle s'organise selon ses besoins. » Le PQ mise sur un jeune loup, Pascal Bérubé, 28 ans, Matanais d'origine. Ancien président de l'aile jeunesse du parti, il fait campagne depuis plus d'un an. « La création d'entreprises et l'emploi passent par le développement d'infrastructures dans les petites municipalités. Je serai un député actif, et je veux créer une table permanente de développement pour relancer l'économie. » L'avocate Nancy Charest, 43 ans, mère de deux enfants, défend les couleurs du Parti libéral. « La santé et le



Henri Michaud  
Collaboration spéciale

tourisme sont mes principales priorités. En santé, nous devons offrir des services spécialisés aux gens d'ici. Le secteur touristique contribuera aussi à l'essor économique de toute la région. Nous avons des bijoux à faire connaître et toutes les ressources pour le développer. Il suffit de les utiliser. »

Candidat indépendant, Nelson Gauthier, un représentant publicitaire de 52 ans, père de quatre enfants, souhaite « ramener les gens en région pour contrer la crise du logement qui sévit dans les grands centres. La voie ferrée et le port de mer devraient nous aider à créer des entreprises et relancer notre économie. Les partis politiques sont dépourvus d'idées structurantes pour assurer notre développement. »

Un autre candidat indépendant, Nestor Turcotte, 63 ans, professeur de philosophie à la retraite, a déjà brigué les suffrages en 1970 et en 1973 pour le PQ. « L'indépendance est la clef qui nous ouvrira les portes de l'autonomie, affirme-t-il. Voter pour le PQ, c'est voter pour rester dans le Canada. Comment peut-on rester fort avec une semaine de quatre jours? C'est dérisoire. »

Enfin, David Lejeune, 19 ans, de Newport, représentera le Parti vert. « Ma priorité sera la protection de l'environnement, soutient le jeune candidat. Je souhaite privilégier la consommation de produits gaspésiens, favoriser les médecines alternatives et empêcher la construction de mégapocheries en Gaspésie. »

### TROIS DÉBATS

En plus de recevoir l'appui de leurs chefs respectifs, les candidats des trois principaux partis se sont affrontés dans deux débats, sans toutefois se démarquer. Un troisième est prévu le 8 avril au cégep de Matane.

Vacant depuis la démission de Mathias Rioux, élu en novembre 1998 avec 4854 voix de majorité sur le libéral André Otis, Matane est reconnue comme une circonscription baromètre. Les péquistes estiment que Matane est l'une des cinq circonscriptions

### Portrait de circonscription



La circonscription de Matane est formée d'une partie de la circonscription précédente de Gaspé (1628 électeurs), d'une partie de la circonscription précédente de Matane (26 515 électeurs) et d'une partie de la circonscription précédente de Matapédia (0 électeur).

INFOGRAPHIE LE SOLEIL



Le péquiste  
Pascal Bérubé



La libérale  
Nancy Charest



Raynald Bernier  
fait campagne  
pour l'ADQ



David Lejeune  
est le candidat  
du Parti vert



Nelson Gauthier  
est candidat  
indépendant



Nestor Turcotte,  
lui, se veut  
indépendantiste

sûres au Québec mais les libéraux semblent gagner du terrain. La lutte pourrait donc être serrée malgré le passé souverainiste des Matanais, qui ont dit OUI à 62,48 %, lors du référendum de 1995.

**SALON**

**NAUTIQUE ET PLEIN AIR DE QUÉBEC**

## Kayak à gagner

Photo à titre indicatif seulement

# DU 4 AU 6 AVRIL

**ACCÈS GRATUIT AUX VISITEURS**

**GALERIES DE LA CAPITALE Méga Parc**

Vendredi de 12 h à 21 h • Samedi de 10 h à 17 h  
Dimanche de 10 h à 17 h

**Gagnez un Kayak**

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Code postale : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Certaines conditions s'appliquent. Les participants doivent avoir 18 ans ou plus. Règlements disponibles au Salon.

**GEXCO**  
CONSEILLERS EN GESTION D'EXPOSITIONS ET CONGRÈS INC.

**CHRC 80**

**Mercedes-Benz**

## RECYCLEZ VOTRE FOURRURE CHEZ LALIBERTÉ !

### ET GAGNEZ UNE DES 4 GRANDES TOURNÉES GASTRONOMIQUES DANS LES MEILLEURS RESTOS DE QUÉBEC

À gagner 4 tournées de 8 repas pour 2 personnes (VALEUR DE 800\$ CHACUNE).

- Le Bistango
- Le Continental
- Le Saint-Amour
- Le Café de la Paix
- L'Échaudé
- La Tanière
- Le Café du Monde
- La Fenouillère

1 HEURE DE STATIONNEMENT GRATUIT (ACHAT REQUIS)  
• CINEPLEX ODEON • BIBLIOTHÈQUE GABRIELLE-ROY  
• PLACE JEAN LESAGE • PLACE CARTIER  
• PARCOMÈTRE (1 HEURE)

HEURES D'AFFAIRES:  
LUNDI AU MERCREDI 9H30 À 17H30  
JEUDI ET VENDREDI 9H30 À 21H  
SAMEDI 9H30 À 17H DIMANCHE 12H À 17H

**laliberté** *mode* depuis 1867

595, rue Saint-Joseph Est, Québec  
525-4841

# 36 versements

sans intérêt

## Les grands espaces



**meq**

Mobilier de chambre à coucher

6 mcx



27<sup>78</sup> par mois  
999<sup>99</sup>

40<sup>00</sup> par mois  
1439<sup>99</sup>

Sofa inclinable

**RELAXON**



À gagner

**20 000 \$**

D'ÉQUIPEMENTS de CAMPING

**LATULIPPE**

(8 ensembles pour 4 personnes d'une valeur de 2500 \$)

35<sup>28</sup> par mois  
1269<sup>99</sup>

Causeuse inclinable

5 mcx

21<sup>94</sup> par mois  
789<sup>99</sup>

Fauteuil berçant et inclinable

**ARBOIT**  
Mobilier de salle à manger

22<sup>78</sup> par mois  
819<sup>99</sup>



**RIVE SUD**

Mobilier de chambre juvénile



6<sup>67</sup> par mois  
239<sup>99</sup>

Lit matelot

	199 <sup>99</sup>	5 <sup>56</sup> par mois
Δ Bureau	199 <sup>99</sup>	5 <sup>56</sup>
Δ Commode 5 tiroirs	169 <sup>99</sup>	4 <sup>72</sup>
Δ Range tout	249 <sup>99</sup>	6 <sup>94</sup>
Δ Pupitre	199 <sup>99</sup>	5 <sup>56</sup>
Δ Hûche	109 <sup>99</sup>	3 <sup>06</sup>
Δ Tête bibliothèque	129 <sup>99</sup>	3 <sup>61</sup>
Δ Miroir	89 <sup>99</sup>	2 <sup>50</sup>
Δ Table de nuit bibliothèque	99 <sup>99</sup>	2 <sup>78</sup>

Magasinez en ligne:  
[www.tanguay.ca](http://www.tanguay.ca)

# TANGUAY



Livraison et service gratuits à la grandeur de la province

LES SAULES	BEAUPORT	LÉVIS	SAINT-GEORGES DE BEAUCE	RIMOUSKI	RIVIÈRE-DU-LOUP	TROIS-RIVIÈRES	SAGUENAY
4875, boul. de l'Ornière 1 800 563-4411 (418) 871-4411	535, boul. Sainte-Anne 1 800 563-6282 (418) 667-6282	5720, boul. Étienne-Dallaire 1 800 563-4511 (418) 833-4511	8955, boul. Lacroix 1 877 295-4411 (418) 226-4411	822, boul. Sainte-Anne, Route 132 1 800 463-4411 (418) 725-4411	245, Hôtel-de-Ville 1 800 510-4711 (418) 867-4711	2200, boul. des Récollets 1 800 465-2200 (819) 373-1111	1990, boul. Talbot 1 800 363-4711 (418) 698-4411

Règlements disponibles dans les magasins et sur [www.tanguay.ca](http://www.tanguay.ca). Photos à titre indicatif. 36 versements sur toute la marchandise.